

Les angoisses des démocrates américains

Qui a dit que George Bush était irrémédiablement « pincé » ? 750 de l'investiture de son parti, le vice-président s'amuse énormément ces jours-ci : face aux cohortes républicaines qui attendent, disciplinées, la bataille présidentielle de novembre, la machine démocrate paraît s'être totalement emballée. Il est vrai qu'en dépit du beau « doublé » de Michael Dukakis dans le Colorado et au Wisconsin, la sélection des « primaires » est aux deux tiers entamée, et les délégués aux trois quarts répartis, sans qu'aucun champion se soit clairement détaché.

Pis, le succès inattendu du pasteur Jackson, cat ancien outsider devenu favori, plonge les démocrates dans des angoisses freudiennes. L'émergence « historique » de cette candidature « noire » qui fût les idéaux égalitaires du parti est aussi une véritable bombe à retardement. Et la convention d'Atlanta, en juillet, loin d'être la fête espérée d'un parti enfin régénéré, risque de se perdre en trivales discussions de marchands de tapis.

A vrai dire, elles ont déjà commencé. Que faire, en effet ? La solution la plus « raisonnable », celle à laquelle se cramponnent sans enthousiasme les caciques du parti, c'est la candidature Dukakis. Que le gouverneur du Massachusetts, à tout prendre le moins petit des « néos » démocrates encore en piste, se maintienne, et il suffira de lui trouver un coéquipier convenable pour l'automne. Pourquoi pas le « sudiste » Gore, sénateur du Tennessee, s'il arrive à sur- vivre ? A cela près que l'addition de deux mains n'ayant jamais fait un grand homme, on voit mal, si les démocrates n'y croient qu'à moitié eux-mêmes, comment les électeurs se laisseraient convaincre.

Reste évidemment la solution « extrême » : un Cuomo gouverneur de l'Etat de New-York, un Bradley sénateur du New-Jersey, ou quelques autres « gros cacibres » parachutés directement à Atlanta. Mais au prix de quels déchirements... Autant regarder la réalité en face : toute solution passe par « Jesse ». Quels que soient les intérêts supérieurs du parti, il faudra compter avec lui. Et les démocrates de s'interroger sur ce succès impensable, dans un pays où 20 % des électeurs disent tout haut ce qu'un bien plus grand nombre pensent tout bas : les Etats-Unis ne sont pas mûrs, tant s'en faut, pour un président « noir ».

Pourtant, plus encore que le boulot de sa peau, ce serait plutôt celle de ses idées qui chiffonne le clan démocrate : ce credo libéral, pur et dur, mêlé de vues très personnelles en politique étrangère. Cette « déviation gauchiste », qui rappelle la déroute historique du parti en 1972 derrière McGovern, le parti croyait l'avoir éteinte, il s'était « recentré » au prix de quelques sacrifices sur l'autel du réalisme économique.

Le succès de la « guerre économique » de Jackson auprès des minorités, mais aussi d'une part inattendue de l'électorat blanc, donne à réfléchir : le parti se serait-il complètement trompé ? A Jackson d'en faire la preuve, en montrant que sous la rhétorique du précheur il a peut-être l'effort d'un président. Ce ne sera pas facile, car le révérend, dans sa vie, n'a pas toujours été très regardant et il va devoir se livrer à ce jeu électoral de la vérité qui a déjà eu raison de plus d'un prétendant.

(Lire page 6 l'article d'HENRI PIERRE.)

Le débat sur la déstalinisation Réformateurs et conservateurs s'affrontent ouvertement en URSS

Nouveau rebondissement dans la lutte que se livrent désormais ouvertement réformateurs et conservateurs en Union soviétique : un article de la « Pravda » a relancé, le mardi 5 avril, le débat entre partisans et détracteurs de la déstalinisation, en prenant la défense de la ligne imposée depuis plus d'un an par M. Mikhaïl Gorbatchev sur la dénonciation de la terreur stalinienne. L'organe du PCUS riposte ainsi à un article paru, il y a deux semaines, dans le quotidien « Sovietskaïa Rossia ».

MOSCOU de notre correspondant

Entre conservateurs et réformateurs soviétiques, c'est maintenant la guerre, officiellement déclarée, sans aucune périphérie. Après trois semaines d'intenses débats au sommet, la Pravda vient en effet d'accuser, le mardi 5 avril, un autre des grands quotidiens de Moscou, Sovietskaïa Rossia, d'avoir publié, le 13 mars dernier, un véritable « manifeste des forces hostiles à la reconstruction », une « plate-forme idéologique » visant, selon l'organe du comité central, à « tenter de réviser petit à petit les décisions du parti ».

Développé sur une pleine page et avec toute l'autorité officielle des articles non signés, cette accusation marque une double nouveauté et n'a plus rien à voir avec les simples polémiques codées qui opposent, depuis plus d'un an et demi, rédactions, groupes d'intellectuels ou personnalités diverses.

Cette fois-ci d'abord, on ne prend plus de gants pour dire que la politique de M. Gorbatchev se heurte à des formes d'opposition organisée puisque l'élaboration et la publication d'un « manifeste » commun des conservateurs ne relève évidemment plus de l'addition de résistances individuelles.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 8.)

Le détournement d'un avion vers l'Iran Koweït refuse de céder aux revendications des pirates

Le Boeing 747 des Kuwait Airways, détourné, mardi, vers Mechhed, demeurait toujours, le mercredi 6 avril en fin de matinée, immobilisé sur l'aéroport iranien. Les pirates de l'air, qui ont libéré les femmes se trouvant à bord de l'appareil, ont fait connaître leur revendication, aussitôt rejetée par le gouvernement koweïtien : la libération des dix-sept extrémistes chiites détenus depuis près de quatre ans dans les prisons koweïtiennes pour avoir participé à divers attentats.

Dans un communiqué publié par l'agence de presse iranienne IRNA, les pirates de l'air ont menacé de porter atteinte à la vie des trois membres de la famille royale koweïtienne présents à bord de l'appareil si leur demande n'était pas satisfaite. Le gouvernement koweïtien, comme d'habitude, a refusé de se plier à ce « chantage », et a demandé aux autorités iraniennes de ne pas laisser décoller l'appareil, de crainte qu'il ne se rende à Beyrouth.

Le Koweït a toutefois envoyé une délégation en Iran. Alors qu'expirait l'ultimatum fixé par les pirates, un médecin a été autorisé à monter à bord de l'appareil, mercredi en début d'après-midi.

La libération des dix-sept terroristes chiites condamnés et emprisonnés au Koweït a déjà été réclamée par le Jihad islamique, la nébuleuse chiite qui affirme détenu notamment les trois otages français encore au Liban.

L'un des prisonniers serait, en effet, apparenté à un terroriste chiite libanais soupçonné de plusieurs prises d'otages. Or ce dernier, particulièrement extrémiste, serait retenu par les Iraniens dans la ville de Mechhed.

A Paris, on ne confirme ni ne dément que l'affaire du détournement soit liée à celle des otages français.

(Lire nos informations page 3.)

Commerce extérieur

Premier déficit du solde industriel depuis 1969. PAGE 29

Téhéran sous les missiles

La guerre des villes a repris. PAGE 3

Accord Airbus Bombardier

La firme canadienne s'associerait au constructeur européen. PAGE 27

ASSEDIC de Paris

La Cour des comptes dénonce son « laxisme » et son « incompétence ». PAGE 27

Une journée sans tabac

Une initiative de l'Organisation mondiale de la santé. PAGE 16

Le sommaire complet se trouve en page 32

L'ENQUÊTE : Indiens, Pakistanais, Philippins...

Immigrés au Japon

Phénomène nouveau au Japon : les travailleurs immigrés du Bangladesh, de l'Inde, du Pakistan, des Philippines, etc., sont de plus en plus nombreux à venir chercher du travail dans l'archipel.

TOKYO de notre correspondant

Ce matin-là, il neigeait, et à la sortie de la gare de Toda, dans la banlieue nord de Tokyo, on n'avait guère l'impression d'être au Japon. Toutes les périphéries des grandes métropoles se ressemblent : anonymes, surgies trop vite, sortes de « mille part » de la modernisation. Remarque surtout le sentiment de dépaysement dans les foules de salariés se rendant à leur travail que déversaient régulièrement les trains, franchissant des viaducs basés.

Récemment encore, l'archipel ignorait un problème commun à la plupart des pays riches : les travailleurs immigrés. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. « Golden Japan » comme disent les Bengalis, Indiens, Pakistanais ou Philippins qui viennent y vendre leur force de travail, à l'effet d'un aimant sur les habitants des pays pauvres voisins de l'archipel.

Emmitouffés, toujours solitaires, ils sortent de la gare d'un pas pressé, le regard fuyant. Le froid n'est pas la cause de leur hâte. Ils ne tiennent pas à s'attarder car ils sont en situa-

tion irrégulière. Entrés au Japon avec des visas de touriste ou d'étudiant pour la plupart expirés, ils risquent d'être expulsés et de voir s'évanouir les espoirs échafaudés dans une banlieue d'Islamabad ou un village de Mindanao.

Au début des années 80, l'essentiel des travailleurs immigrés clandestins au Japon était constitué par des femmes, surtout des Philippines ou des Thaïlandaises venues travailler dans le show business, en fait les bars et souvent les réseaux de prostitution. On les appelle les Japayuki-san : « celles qui vont au Japon », mot forgé à partir d'une autre expression, Karayuki-san, (celles qui vont en Chine), c'est-à-dire les Japonaises envoyées avant guerre à travers l'Asie dans les bordels du Grand Japon et qu'évoque Shobei Imamura dans son récent film, Zegen (le marchand de femmes).

PHILIPPE PONS. (Lire la suite page 10.)

Les candidats et l'élection présidentielle

L'apothéose et la fin de la politique

M. Mitterrand, qui a mis la dernière main à son « projet » (lire page 14 l'article de Jean-Yves Lhomet), devait s'exprimer le mercredi 6 avril, à 18 h 15, sur RTL. M. Barre, invité mardi de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, a affirmé, de son côté, son intention, s'il est élu, de gouverner au centre. Il ne s'inquiète pas outre mesure, affirme-t-il, des sondages qui le donnent distancé par M. Chirac au premier tour. Le premier ministre-candidat participera jeudi à « L'heure de vérité ».

par Jean-Marie Colombani

« Nous ne sommes qu'à la mi-temps », dit M. Raymond Barre avant de rappeler qu'en dix-neuf jours l'imprévisible peut surgir. « Ce n'est pas de la politique, c'est de la prestidigitacion ».



confie M. Jacques Chirac, ému sans doute par cette photo du président-candidat paru dans The Economist et ainsi légendée : « Abracadabra ! » M. Barre est optimiste par devoir, M. Chirac inquiet par incompréhension. Mais l'un et

l'autre ont en commun sinon une certitude du moins une interrogation, qui commande désormais leurs faits et gestes : et si l'élection présidentielle était déjà jouée ?

Réserve faite précisément de l'imprévisible (un nouveau krach boursier, par exemple, qui remettrait en selle M. Barre), le scrutin semble à portée de la main de M. François Mitterrand. Le président bénéficie en effet d'une conjonction exceptionnellement favorable.

1. M. Raymond Barre paraît hors course.

La chute du candidat de l'UDF, telle qu'elle est mesurée dans les enquêtes d'intentions de vote, semble placer hors course l'homme qui, à n'en pas douter, aurait été le rival le plus dangereux du président-candidat, parce qu'il était susceptible de rassembler au-delà de sa propre famille au second tour. Le problème est qu'il n'a pas su conquérir la suprématie dans son propre camp libérant ainsi, pour le plus grand profit de M. Mitterrand, une partie de l'électorat centriste. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui parle d'expérience, définit deux conditions pour la victoire : que l'un des deux candidats de la droite décroche l'autre, afin qu'une dynamique se crée autour de lui.

(Lire la suite page 14.)

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

- « Longue vie à la Signora », d'Ermanno Olmi.
- « Burning Secret », d'Andrew Birkin, avec Faye Dunaway.
- « El Publico », de Federico Garcia Lorca, à l'Opéra.
- Un portrait d'Hélène Vincent.

Pages 17 à 19

RICHARD BOHRINGER
à "Apostrophes" le 8 avril

C'est beau
une ville
la nuit

DENOËL

حکذا من الاجل

Débats

MÉDECINE

Procréatique, angoisse et réalités

par le professeur CLAUDE SUREAU (*)

La confusion est totale. Des spécialistes, biologistes ou cliniciens, s'affrontent, mais derrière les arguments techniques ou éthiques transparait le souci de l'intérêt personnel. Des sociologues affirment audacieusement qu'une stérilité n'est pas guérie par la survenue d'une grossesse, ce qui sans être totalement faux n'est tout de même pas complètement exact. Les catholiques sont sommés d'accepter l'absence de descendance avec reconnaissance et humilité, comme d'admettre une fécondité exubérante, lorsque le cycle est irrégulier et la courbe thermique incertaine.

La vie humaine doit être, selon les uns, respectée en toutes circonstances et celles qui puissent être les conséquences, depuis son extrême début, la fécondation, mais on ne se prononce pas sur la légitimité de l'intervention pour grossesse extra-utérine sur œuf vivant; pour d'autres, la mère a droit de vie et de mort sur son enfant *in utero*, que ne protège aucun règlement jusqu'à douze semaines, mais on découvre brutalement que, fécondé *in vitro*, il mérite le respect de la société et l'attention des juristes.

Désordre des pensées et des actes

Les mêmes instances affirment immorale l'usage de tissus d'embryons avortés mais ne se prononcent pas sur le principe même de l'avortement, établissant ainsi implicitement une étrange hiérarchie privilégiant les droits des organes par rapport à ceux des individus.

Dans ce désordre des pensées et des actes, la médecine continue jour après jour à rechercher la meilleure solution médicale et

humaine à proposer à chaque cas particulier.

On comprend mal dès lors ces déclarations émanant de scientifiques ayant eux-mêmes contribué au développement de ces techniques et suggérant aux autres d'arrêter leurs recherches — le fameux « moratoire » — comme celles d'autorités religieuses enjoignant aux médecins d'aller effectuer ailleurs leurs prestations, jugées « illicites ».

Certes, la « dérive » est possible. Elle existe même déjà: c'est l'IVG à l'évidence pour convenance, bien éloignée de la détresse autrefois alléguée, c'est l'interruption thérapeutique de grossesse réclamée sur la foi d'une information échographique incertaine ou en raison d'un risque statistiquement très faible mais jugé insupportable. (A ce sujet, comment ne pas être reconnaissant à l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours d'avoir permis au docteur Daffos de mettre au point la technique de prélèvement du sang fœtal aujourd'hui universellement utilisée et qui évite 95 % d'avortements inutiles après contamination maternelle par la toxoplasmose. Exemple admirable d'humanité et de tolérance!). C'est l'acharnement procréatique au-delà du raisonnable, c'est l'éventualité d'expérimentations choquantes, c'est l'implication de considérations financières, tous éléments mis en cause à plusieurs reprises par le professeur Jacques Testart.

Comment d'ailleurs ne pas être frappé, voire intrigué, par cette surprenante convergence entre les autorités ecclésiastiques de plus en plus rigoureuses et ce biologiste estimé, dont les cris d'alarme, venus d'horizons idéologiques différents, témoignent d'une même préoccupation?

Faut-il alors accepter ce moratoire pour la recherche, cette pas-

sivité médicale face à la souffrance, ce nihilisme thérapeutique, et cela parce qu'il s'agit de procréation?

Quelles sont les conséquences d'un moratoire? On l'a bien vu aux États-Unis, il y a quelques années, il n'a d'autre effet que de retarder le progrès là où il est mis en œuvre, à charge ensuite pour les chercheurs concernés de tenter de combler leur retard auprès de ceux qui ne s'y sont pas soumis.

Qui sommes-nous?

Comment admettre, d'autre part, le refus de soins en présence d'un désir de grossesse non satisfait? Certes, l'enfant n'est ni un droit ni un objet, mais qui sommes-nous pour juger du bien ou du mal-fondé d'un désir d'enfant? Certes, bien des « stérilités » peuvent traduire un trouble plus profond que la survenue d'une grossesse ne fera pas disparaître. Raison valable de prudence, mais non de refus systématique.

Il y a quelques années, lorsque les thérapeutiques contre la stérilité comportaient des succès relativement rares, personne ne condamnait nos efforts et les traitements médicaux et chirurgicaux étaient admis sans réserve. Curieusement, l'opposition se révèle depuis que l'efficacité s'accroît, comme si ceux qui n'ont pas été personnellement confrontés à ces problèmes douloureux se satisfaisaient de leur situation privilégiée et voulaient en conserver la jouissance exclusive, engageant les maudits de la procréation dans la soumission à leur sort malheureux.

Comment admettre deux arguments volontiers invoqués, le

mépris de la dignité humaine, et la dissociation entre procréation et acte sexuel? Ou est le mépris de l'homme, lorsque l'on met à son service le développement technique, où est l'aliénation lorsque le médecin et le couple lutent ensemble pour une œuvre de vie, que penser de cette prétendue dissociation liée à la thérapeutique alors qu'elle caractérise au contraire l'activité sexuelle lorsque la femme est ménopausée, enceinte ou stérile, et qu'à l'inverse c'est la FIV qui rétablit l'association naturelle entre un acte sexuel, certes technicisé et inhabitué, et son but ultime, la procréation?

Ici, comme pour la contraception, n'y a-t-il pas confusion dramatique entre l'esprit et la lettre, entre les moyens et les motivations? N'y a-t-il pas fourvoiement de la doctrine dans une discussion technique où elle s'embourbe?

Un exemple précis peut être donné: peu avant la publication de l'instruction du cardinal Ratzinger, une discussion avait eu lieu dans une instance officielle à propos de la congélation embryonnaire. Lors de cette discussion, il avait été reproché aux spécialistes de s'intéresser excessivement aux procédés spectaculaires tels que cette congélation condamnée pour des raisons de principe, et non à ceux plus « naturels » tels que le GIFT (*gamete intrafallopian transfer*) où spermatozoïdes et ovocytes sont déposés et se fécondent normalement dans la trompe. Quelques semaines plus tard, l'instruction Ratzinger condamne la procréation médicale assistée en raison de la dissociation citée plus haut. Qui ne

(*) Chef de service à la maternité Baudecloque (Paris).

voit que cet argument peut et doit être invoqué autant à l'encontre du GIFT que de la FIV « classique ». Est-il concevable d'en arriver à ce niveau de discussion qui rappelle fâcheusement celle qui tente, à propos de la contraception, d'établir une distinction entre le thermomètre, instrument naturel s'il en fut, et l'administration « artificielle » d'hormones contraceptives?

Cette confusion est regrettable. Elle l'est d'autant plus qu'une réflexion approfondie est nécessaire entre tous ceux qu'anime le volonte à la fois de respecter la vie et la dignité humaines et d'aider l'individu, car les problèmes sont nombreux et il ne sert à rien de tenter de les éluder par l'anathème ou la force: où nous arrêtons-nous, et comment nous arrêtons-nous, sur la voie du dépistage des anomalies et de la sanction qui n'a de thérapeutique que le nom, l'interruption de grossesse? Par la correction *in utero* de ces anomalies, au prix parfois d'un risque maternel, ou par la fécondation *in vitro*, associée à une manipulation somatique?

La frontière floue

Sera-t-il un jour envisageable de modifier le patrimoine génétique pour arrêter, à la source, la transmission de certaines tare? Sera-t-il admissible d'utiliser des tissus fœtaux pour traiter certaines affections de l'enfant ou de l'adulte?

La frontière entre contraception et avortement n'est-elle pas en train de devenir floue, du fait de la mise au point de ce RU 486 du professeur E.E. Baulieu? Certes, aujourd'hui son seul usage envisagé est abortif. Mais demain, cette substance ou une autre,

prise au 25^e jour du cycle, provoquera l'apparition des règles, qu'il y ait ou non fécondation. Ce que fait d'ailleurs le stérilet. S'agit-il d'un avortement? Ou de la stimulation de ce que réalise spontanément la nature, pour le tiers des fécondations naturelles?

En fait, toute la difficulté vient de l'évolution accélérée des techniques et de la science et donc de la médecine au cours des trente dernières années.

Cette évolution génère l'angoisse et provoque une réaction étrange faite de fascination et de répulsion. On accuse le corps médical de jouer avec la nature alors qu'il cherche à améliorer la condition humaine, mais on s'étonne qu'il ne soit pas plus efficace. On se réfugie dans un respect formel de règles établies alors que la connaissance était alors en leur supposant une transcendence qu'elles n'ont pas. Il est vain de nier que beaucoup d'entre elles sont conjoncturelles.

Notre rôle à tous, aux bénéficiaires éventuels de ces techniques, justement préoccupés de leur situation personnelle, au corps médical, soucieux de l'intérêt individuel des patients, mais aussi conscient des conséquences économiques et éthiques pour la collectivité des progrès réalisés, aux hommes de science désireux de discerner la finalité humaine et sociale de leurs recherches, comme aux représentants du magistrat, philosophes ou religieux, responsables de l'établissement d'une doctrine éventuellement évolutive et dont l'application sur le terrain requiert l'appréhension des situations individuelles, est de rechercher, en acceptant de reconnaître avec simplicité les échecs et les erreurs, la voie raisonnable et donc incertaine vers plus d'humanité.

Au courrier du Monde

CIBLE

Pourquoi Zola Budd?

Il reste comme un goût de cendres doublé d'un malaise face à l'attitude... des mouvements anti-apartheid à propos de l'athlète britannique d'origine sud-africaine Zola Budd (*le Monde* du 19 mars 1988). La charge émotionnelle a joué. Le Mondial de cross d'Auckland tombait au lendemain de la menace de pendaison des six de Sharpville!

Mais pourquoi prendre Zola Budd comme unique cible, alors que sur les circuits automobiles du championnat ont concouru des coureurs sud-africains, qu'en 1986, dans le Tournoi de Roland-Garros, le tennisman sud-africain Visser pouvait jouer sans soulever de

vagues. La néo-Suisse Cornelia Burki ou le néo-Américain Sydney Maree, tous deux athlètes de renom, n'ont pas passé leur tendre enfance dans les verts pâturages helvètes ou dans les rues du Bronx! [...]

Pourquoi prendre comme cible un bien fragile figure symbolique, et cela par période? Zola Budd courait le 3 000 mètres au moment de Los Angeles sans aucune protestation. A l'époque, c'était plus Mary Decker qui en avait après Zola Budd que les divers mouvements anti-apartheid. [...]

Le sport est une cible médiatique facile, alors que, si Botha perpétue son régime, c'est bien parce qu'il a l'appui des pays occidentaux qui, parfois, dans un sursaut humaniste, le tancent bien timidement [...].

MARTIAL BEAUVILLE
(Sarcelles).

SACRIFICE

Les victimes du dieu Profit

Dans *Le Monde* du vendredi 25 mars, une brève d'une quinzaine de lignes en page 4 nous informe qu'en Inde « une fillette de sept ans a été sacrifiée à une déesse hindoue ». Cela peut nous sembler survivance de temps révolus se passant dans un pays lointain.

Et pourtant! Sans parler des enfants immolés sur les champs de bataille, restons chez nous. Nous savons aujourd'hui, sans contestation possible, que l'alcool et le tabac tuent chaque année des dizaines de milliers de personnes dans notre pays. Pour enrayer cette hécatombe, des sommités du monde médical interviennent périodiquement pour que l'on interdise toute publicité susceptible d'inciter les jeunes, nos enfants, à consommer alcool et tabac.

Sourds à ces appels, nous continuons à tolérer sur nos murs et nos écrans des messages vantant les bienfaits des boissons alcoolisées, particulièrement les bières, ainsi que des cigarettes camouflées en allumettes ou en briquets, ce qui ne trompe personne. Les jeunes sont les cibles privilégiées de ces messages.

Avec des accents dignes des prophètes d'Israël stigmatisant les sacrifices d'enfants aux Baals de la fécondité, le professeur Got a démissionné de ses fonctions au Haut Comité d'étude et d'informations sur l'alcooloisme pour protester contre les atteintes à nos pressions de ceux qui tirent profit de ce commerce, des créateurs d'emplois, donc de prospérité.

En Inde, une fillette de sept ans vient d'être sacrifiée à la déesse Adima Shakti. En France, combien de nos enfants seront-ils immolés cette année au dieu Profit?

PIERRE CHOUFAUT
(Courbevoie).

TF 1

Le journal... du RPR?

Cette lettre sera-t-elle sans effet? Mais tout de même... Je m'étonne de n'avoir encore rien lu, dans une presse soucieuse en principe d'information « libre », de constant et de frontal concernant l'incroyable « tribune RPR » qu'est devenu le journal du soir de TF1.

Je ne suis pas barriste à tout crin. Pourtant, malgré les articles plus

qu'intéressants que je lis parfois, il me semble qu'il ne faut pas voir ailleurs que dans cette tribune quotidienne d'immense diffusion, permissionnaire et remarquable, l'avance prise par Jacques Chirac... qui aurait dû être encore plus grande!

J'espère que le fait que M. Mitterrand trouve son compte dans cet état de choses ne suffit pas à expliquer ces silences (à quelques allusions près) de vos colonnes. Une sorte d'alliance — inconsciente — objective? C'est d'y avoir songé qui me fait vous écrire.

JEAN-PAUL PILOTAZ
(Chatenay-Malabry).

PRIVILÈGE

Un étrange emprunt

Monsieur le ministre d'Etat, je suis profondément choqué. Le mardi 1^{er} mars paraît, dans *le Monde*, une importante publicité qui annonce « un nouvel emprunt de l'Ecurieil ». Souscrivez dès maintenant », conseille-t-elle.

Dès le lendemain, je me présente à l'agence Ecurieil la plus proche de mon domicile. J'y suis accueilli par une charmante jeune femme qui me déclare : « Hélas, monsieur, je ne puis rien pour vous, l'emprunt ayant été entièrement souscrit avant la publicité.

— Dans sa totalité, 1 200 000 000 F, ce qui est considérable? »

Oui, monsieur. Plusieurs questions me sont aussitôt venues à l'esprit, auxquelles M. Edouard Balladur aura, je pense, la courtoisie de répondre :

1) Pourquoi faire de la publicité pour un emprunt qui n'en a pas besoin, ayant été clos avant d'être ouvert?

2) Quels sont les privilèges qui ont pu souscrire dans la plus grande discrétion, avant même le lancement d'un emprunt qui paraissait particulièrement avantageux? Il n'est pas courant de nos jours, en effet, de proposer, pour une durée de - 11 ans et 239 jours -, un intérêt de 10 %.

Tout s'est apparemment passé comme si l'on avait proposé à tous les Français une bonne affaire que l'on réservait seulement à quelques-uns. En tant que Français, je suis profondément choqué. Journaliste à la retraite, et donc journaliste, car on le reste toute la vie, j'ai employé, monsieur le ministre d'Etat, la voie de la presse pour porter ces faits à votre connaissance. Ma vieille expérience m'a appris que c'est la plus directe. Je me permets de la préconiser aussi pour la réponse que j'ose espérer de vous.

FRANÇOIS MALRIC
(Paris).

LE MONDE
diplomatique

Avril 1988

COMMUNICATION
L'ÉDITION A L'ENCAN

De plus en plus soumise à la logique de rentabilité des grands groupes multinationaux, l'édition est en train de s'éloigner de ses finalités culturelles. Le Monde diplomatique explique comment le produit-livre, standardisé et adaptable sur tous les médias, prend graduellement le pas sur la création originale. Les systèmes de distribution, caractérisés par la vitesse de croissance et de condensation des stocks, aggravent encore cette tendance et condamnent chaque année au pilon des tonnes d'ouvrages. Pendant ce temps, des millions de lecteurs du tiers-monde restent privés de ces messages.

AFGHANISTAN
L'AVENIR HYPOTHÉQUÉ

La perspective d'un retrait des troupes soviétiques dévoile les divisions de la résistance, mobilisée contre un occupant ne pouvant abandonner ouvertement ses clients communistes. Aux forces fondamentalistes, principes bénéficiaires des soutiens américains et pakistanais, s'opposent les populations d'ethnies, en particulier pachounes, attachées aux loyautés traditionnelles.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

Édité par la SARL *Le Monde*

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faivre (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620.000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général: Bernard Wozis.

Rédacteur en chef: Daniel Varner.

Correspondant en chef: Claude Sala.

ABONNEMENTS
BF 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél.: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messenger)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 484 F 1 880 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: non adossés sont livrés à l'adresse leur dernière destination avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 Paris
Tél.: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

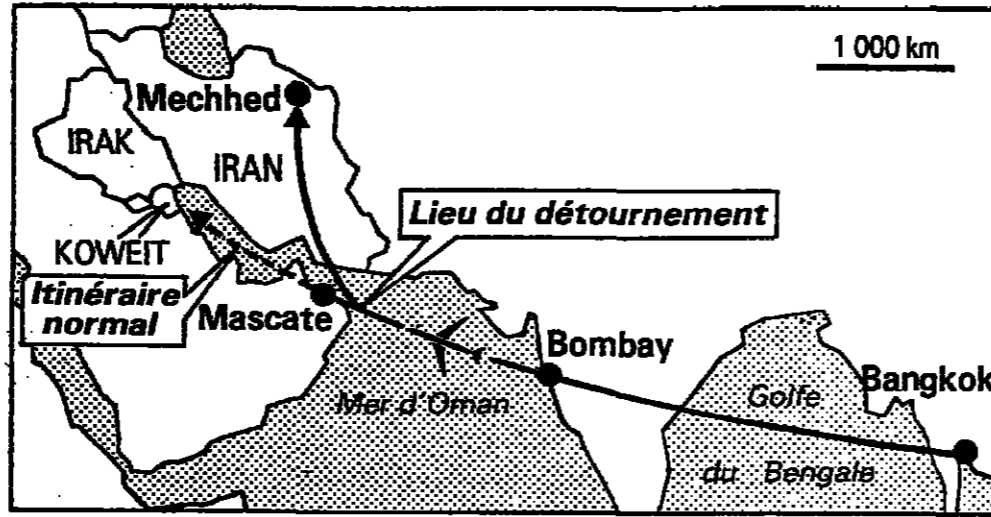
Le détournement d'un avion koweïtien vers l'Iran

Les pirates ont libéré 24 femmes et exigent l'élargissement de 17 terroristes chiïtes détenus au Koweït

Les pirates de l'air qui ont détourné, mardi 5 avril, vers Mechhed un Boeing des Kuwait Airways...

Les pirates, au nombre de cinq ou six, armés de pistolets et de grenades et parlant arabe, ont réclamé la libération de dix-sept extrémistes chiïtes...

Dans la nuit de mardi à mer-



credi, les pirates de l'air ont libéré vingt-quatre passagères de l'avion, à l'issue de pourparlers avec le vice-premier ministre iranie.

Les Etats-Unis ont appelé mardi l'Iran à prendre ses responsabilités pour résoudre le problème du détournement et de défer ses auteurs devant la justice.

Les femmes relâchées ont été transportées dans un hôtel de Mechhed. La plupart d'entre elles ont affirmé que les pirates les

Un lien avec l'affaire des otages français ?

Aucun élément nouveau n'est intervenu, mardi 5 et mercredi 6 avril, dans l'affaire des otages français détenus au Liban, sinon le détournement de l'appareil koweïtien vers la ville iranie de Mechhed.

Plusieurs reprises, en effet, les preneurs d'otages ont lié la libération de leurs prisonniers à celle des dix-sept intégristes chiïtes condamnés pour terrorisme par un tribunal koweïtien.

Si les deux affaires étaient liées, le détournement constituerait une fort mauvaise nouvelle pour les autorités françaises.

Personne, mercredi matin, à Paris, ne voulait commenter ces derniers développements, et c'est M. Passet qui a déclaré mardi soir, au micro de France Inter: « Si vous souhaitez que les otages soient libérés, je ne saurais mieux vous conseiller que de parler d'autre chose. »

On précise également qu'une normalisation avec l'Iran ne pourra intervenir que lorsque les trois otages encore détenus auront été libérés, et on reconstruit qu'aucune garantie ne peut être obtenue sur la libération simultanée des diplomates Michel Carton et Marcel Fontaine et du journaliste Jean-Paul Kauffmann.

J. A.

Le conflit irano-irakien

Nouvelle escalade dans la guerre des villes

La guerre des villes a repris avec violence, le mardi 5 avril, avec l'annonce du tir de six missiles sol-sol irakiens sur Téhéran, Qom et Isphahan, de douze missiles iraniens sur le port irakien d'Oum-el-Qasr au sud-est de l'Irak, et de deux engins sur Bagdad.

Téhéran sous les missiles

TEHÉRAN de notre envoyé spécial

Téhéran aura tout de même connu dix jours de paix. Une trêve vécue dans l'angoisse, mais un répit dont les habitants commencent à espérer qu'il pourrait se prolonger.

Soudain, deux explosions. Elles sont immédiatement suivies d'un long roulement qui se propage dans la ville, se répercutant de rue en rue. Puis deux panaches de poussière s'élevent du sol. Deux missiles irakiens viennent de s'écraser sur Téhéran, les 104^e et 105^e depuis le 28 février dernier.

Selon un schéma devenu habituel, le quartier touché est vite isolé. Des cordons de policiers barrent les rues, les mesures de sécurité sont très strictes.

L'horreur et la désolation Dans les grands hôtels, à la carcasse de fer et de béton, ceux qui avaient osé croire à une prolongation de la trêve se pressent de nouveau à la réception, retrouvent leur chambre, abandonnée quelques jours plus tôt.

Dans le même temps, Isphahan était touchée. Dans la nuit de lundi à mardi, c'était au tour de Qom. Vendredi puis dimanche, la ville irakienne de Kirkouk avait été la cible de missiles iraniens, destinés, selon Téhéran, à une raffinerie. Et la liste des cités victimes de cette guerre

des villes - avec ou sans trêve - est loin d'être close, car dimanche également, Isphahan et Tabriz, deux des principales villes d'Iran ont été bombardées. Là aussi, c'étaient des raffineries qui auraient été visées.

Indifférents aux mouvements de foule provoqués par l'arrivée de journalistes étrangers, escortés de tout jeunes miliciens, des hommes ont continué à chercher, déterrer et rassembler le peu de leurs affaires qu'ils pouvaient récupérer dans ces amas de débris.

A l'autre bout de cette ville d'un peu plus d'un million d'habitants, dans une chambre de l'hôpital Imam Khomeini, trois enfants d'une douzaine d'années paraissent perdus dans leur lit. La tête enveloppée de bandages, deux d'entre eux sourient sous les projecteurs.

Et maintenant que Téhéran a de nouveau été frappé? Dimanche, le vice-ministre iranie des affaires étrangères, M. Mohamed Larjani, avait laissé entendre que l'Iran pourrait ne plus riposter par des tirs de missiles sur Bagdad.

Pour nombre de Téhéranais, en tout cas, les deux « moushaks » de mardi signifient le retour aux longues journées d'angoisse, aux nuits sans sommeil dans des abris de fortune.

YVES HELLER.

Les prisonniers de l'Emirat appartiennent au Djihad islamique

Les dix-sept prisonniers, pour la plupart de nationalité irakienne, dont la libération est réclamée par les pirates de l'air sont des membres de l'organisation intégriste pro-iranienne du Djihad islamique et sont détenus au Koweït depuis quatre ans, ils ont été condamnés pour les attentats qui avaient fait au total six morts et quatre-vingt-six blessés à Koweït, le 12 décembre 1983.

Deux mois plus tard, onze irakiens, trois Libanais, trois Koweïtiens et deux résidents à Koweït de nationalité indéterminée ont comparu devant la Cour de sécurité de l'Etat. Quatre autres irakiens ont été jugés par contumace. Dix-sept des inculpés détenus ont été condamnés: trois (deux irakiens et un Libanais) à la peine capitale, sept à la prison à vie et sept autres à différentes peines de prison.

Les attentats ont été attribués tout d'abord au mouvement d'opposition irakien Intégriste Al-Daoua, puis ont été revendiqués par l'Organisation du Djihad islamique. La libération des dix-sept détenus avait été réclamée en vain par les quatre pirates de l'air qui avaient détourné sur Téhéran un Airbus koweïtien en 1984 et tué deux de ses passagers américains.

Le Koweït a refusé à cette date les exigences des pirates de

l'air, comme il a rejeté par la suite toutes les menaces du Djihad islamique. Le 15 mai 1985, cette organisation a lancé un « dernier avertissement » au Koweït pour échanger les dix-sept prisonniers contre les otages américains et français qu'elle détient au Liban. Dix jours après, l'emir du Koweït, cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah, échappait de justesse à un attentat, une voiture piégée ayant foncé sur son cortège, tuant deux membres de sa garde personnelle. Le Djihad islamique a démenti être responsable de cette tentative d'attentat.

L'organisation a poursuivi néanmoins ses menaces contre le Koweït et, le 6 octobre 1986, elle distribuait un communiqué à Beyrouth, accompagné d'une cassette vidéo montrant les trois otages français - les diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine et le journaliste Jean-Paul Kauffmann - pour demander une section de la France afin d'obtenir du Koweït la libération des dix-sept prisonniers.

Le Djihad islamique ne s'est plus manifesté au sujet des dix-sept prisonniers depuis le 22 août dernier. A cette date, il avait menacé d'appliquer la « loi du talion » et de faire subir des représailles aux trois otages français si ces détenus étaient maltraités au Koweït. - (AFP.)

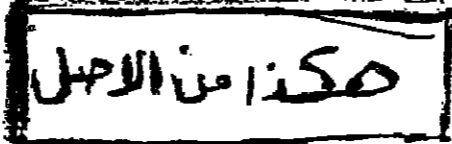
En rendant par contre l'Iran entièrement responsable de l'issue de ce détournement, comme l'a indiqué un porte-parole officiel koweïtien, les dirigeants du Koweït disposent à la fois d'un interlocuteur en contact avec les ravisseurs et d'un moyen de pression à l'égard de Téhéran, estimant les milieux bien informés koweïtiens. Ces milieux ont jugé d'autre part « suspect » le comportement de l'Iran dans ce détournement et relevé que l'avion détourné a franchi 1 200 kilomètres au-dessus du territoire irakien, de l'extrémité sud-est du pays jusqu'à l'aéroport de Mechhed au nord-est, sans que l'alerte ait été donnée. C'est le même scénario du détournement sur Téhéran de l'Airbus koweïtien en décembre 1984 qui s'est répété, mais cette fois l'aéroport choisi, à 900 kilomètres au nord-est de Téhéran, empêche les autorités koweïtienne de pouvoir suivre la situation. - (AFP, Reuter, AP.)

Advertisement for the book 'Les petites égarées' by Ramsay DENOËL, featuring a photograph of a young girl.

Amman censure des déclarations de M. Shultz jugées trop pro-Israéliennes

Amman. - M. George Shultz a vivement critiqué l'OLP, mardi 5 avril à Amman, et réitéré le refus des Etats-Unis d'inviter à la table des négociations la centrale palestinienne. Les autorités jordaniennes ont interdit la diffusion par la télévision et la presse de ces déclarations jugées trop pro-Israéliennes.

changera pas de position et ne reconnaît pas que seule la négociation et non la violence peut mener à quelque chose... a-t-il dit. M. Shultz a affirmé que les Etats-Unis ne voulaient pas faire pression sur Israël pour l'amener à faire des concessions. Israël est là pour rester et n'a rien à perdre. Il peut jouer un rôle constructif dans la région. - Nous avons soutenu Israël au moment de sa création. C'est un pays qui était entouré de pays hostiles et qui devait se défendre contre les attaques.



صكنا من الاجل

4 La Monde • Jeudi 7 avril 1988 •••

(Publicité)

CHEFS D'ENTREPRISE • CRÉATEURS • DÉCIDEURS

ENTREPRENDRE C'EST LE PROGRÈS!

*Prenez avec nous vos responsabilités,
dans une nouvelle majorité
pour une FRANCE UNIE
VERS L'EUROPE.*

OSEZ L'AVENIR
AVEC
François MITTERRAND

«OSEZ L'AVENIR»
Claude CATESSON, Président

CHEFS D'ENTREPRISE • CRÉATEURS • DÉCIDEURS
faites-vous connaître à l'association «**OSEZ L'AVENIR**»,
secrétariat général: 32, rue Montholon - 75009 PARIS
qui vous mettra en rapport avec votre correspondant régional.

Pour soutenir notre initiative: compte n° 271968002 - Crédit du Nord - 6, boulevard Haussmann - 75008 Paris

Afrique

SÉNÉGAL

Le président Abdou Diouf a remanié son gouvernement

Deux jours après sa prestation de serment pour un nouveau mandat de cinq ans à la tête du Sénégal, le président Abdou Diouf a procédé, le mardi 5 avril, à un important remaniement de son gouvernement caractérisé par le départ de treize ministres et l'arrivée de onze nouveaux venus.

Les principaux portefeuilles ne changent cependant pas de titulaire, Ibrahim Fall reste à la tête de la diplomatie, Médoune Fall aux forces armées, Seydou Madani Sy à la justice et André Soukto à l'intérieur. Les départs les plus remar-

qués sont ceux de Mamoudou Touré (économie et finances), Cheick Hamidou Kane (plan et coopération) et Iba Der Thiam (éducation nationale). Ce dernier département a été scindé en deux portefeuilles, l'éducation nationale et l'enseignement supérieur, confiés à deux nouveaux venus : Ibrahim Niang, qui dirigeait jusqu'ici la Régie des chemins de fer, et Sahir Thiam, professeur de mathématiques à l'université de Dakar.

Pour sa part, M. Jean Collin demeure ministre d'Etat et secrétaire général de la présidence.

Jean Collin, le « toubab » de la négritude

Un homme clef conserve des fonctions essentielles dans le nouveau gouvernement, M. Jean Collin, cible de certains opposants pendant la campagne pour l'élection présidentielle et les législatives du 28 février. Au moment des troubles qui suivirent ce scrutin, la représentation en France du Parti démocratique sénégalais, la formation de M. Wade, n'hésitait pas à qualifier le numéro selon laquelle « l'éminence grise d'Abdou Diouf, le véritable décideur aux plans administratif et politique, aurait quitté précipitamment Dakar pour Paris », soit pour « plaider le dossier » du chef de l'Etat sénégalais en France, soit parce qu'il avait « claqué la porte ».

Aucune de ces hypothèses n'était fondée, mais elles donnent la mesure de la fixation que font certains adversaires du régime sur le « toubab » — le Blanc — devenu tout-puissant après avoir adopté la nationalité sénégalaise. Pendant la campagne, le président Diouf avait laissé entendre ses intentions en rendant publiquement hommage aux services exceptionnels qu'avait rendus au pays cet homme de soixante-trois ans, marié en premières noces avec une parente de Senghor.

M. Jean Collin n'est pas une « éminence grise » de souche européenne passagèrement en faveur auprès de quelque président versatile et méfiant à l'égard de ses compatriotes, comme il en existe quelques-uns en Afrique. C'est un vrai Sénégalais, qui fait partie de l'histoire nationale. Son roman d'amour avec l'Afrique commence en 1946, quand licencié en droit, il débarque au Car-

roun comme secrétaire du haut commissaire français. C'est le point de départ d'une sage carrière administrative, qui le conduira en 1949 au cabinet Latorneau, ministre de la France d'outre-mer. Le cursus s'arrête quand le parfait fonctionnaire, comprenant les aspirations nationalistes de ses administrés, se transforme en militant. Remarqué par M. Mamadou Dia, vice-président du gouvernement territorial sous le régime de la « loi-cadre », il se prononcera pour le « non » au référendum de de Gaulle sur la Communauté, en 1958, contre l'avis des dirigeants eux-mêmes.

Le modèle français

Rappelé aux affaires après l'indépendance, il change de nationalité, et il s'impose comme collaborateur de M. Mamadou Dia, président du conseil, puis de M. Senghor, chef de l'Etat. L'ancien gouverneur du Cap-Vert fait ses preuves comme ministre de l'intérieur et secrétaire général de la présidence de la République. M. Abdou Diouf, qui fut un temps son subordonné, n'est pas à l'origine de son ascension politique. Mais, dans un système où il n'y a plus de premier ministre, il en fit le seul ministre d'Etat du gouvernement, ce qui revenait à lui confier la fonction sans le titre, en plus des responsabilités à la présidence.

Pendant les tournées du chef de l'Etat, hors de la capitale, pour la campagne électorale, M. Collin expédie seul les affaires courantes dans son bureau de la pré-

sidence. Ses manières un peu distantes, son refus du tutoiement et des embrassades, ont incontestablement donné son style propre à la haute administration sénégalaise, celle qui rappelle le plus, par sa rigueur, le modèle français.

Le Sénégalais moyen est convaincu que « tout passe » par l'homme de confiance de M. Diouf. Une « association des amis de Jean Collin » s'est même créée, parmi les Sénégalais, pour « défendre » contre ses adversaires un homme qui n'en a guère besoin. Avec sa réserve habituelle, il n'entend pas en faire un usage excessif.

Bourreau de travail, ennemi des mondainetés, le « toubab » sénégalais ne fait pas de complexe d'agressivité à l'égard des Français, mais ceux-ci ne doivent pas compter sur lui pour des faveurs. Ses ennemis reprochent à M. Collin ses « coups tordus » en politique, par exemple le débouchage de certains opposants, ses procédés à poigne, mais rares sont ceux qui instruisent contre lui le procès en enrichissement illicite si répandu parmi ses compagnons au pouvoir.

De même, il ne viendrait à l'idée de persécuter, dans l'opposition, le responsable, de lui faire grief de la couleur de sa peau, tant la notion sénégalaise de négritude est compatible avec l'ouverture à l'étranger. Mais, si M. Collin a bénéficié si longtemps de la confiance absolue de deux chefs de l'Etat, c'est aussi parce que, pendant le temps qui lui reste à vivre, il reste difficilement concevable qu'un « toubab » devienne le président du Sénégal.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

TCHAD : 20 000 soldats libyens à la frontière

Un avertissement de M. Girard à Tripoli

Le ministre de la défense, M. André Girard, a évalué, le mardi 5 avril, les troupes libyennes massées à la frontière tchadienne à 20 000 soldats et quelque 400 blindés. M. Girard, qui s'exprimait au cours d'un déjeuner organisé par le club de la presse du Cercle France-Pays arabes, a ainsi confirmé les chiffres avancés depuis quelques jours par des représentants du gouvernement tchadien, notamment son ambassadeur à Paris, M. Allam Ahmad.

Le ministre de la défense a indiqué que le dispositif militaire français au Tchad n'avait « pas changé » mais que, si la menace libyenne sur le Tchad devait se préciser pendant la campagne pour l'élection présidentielle, « la France réagirait comme elle l'a fait jusqu'ici ». « Je ferai des propositions au premier ministre qui les transmettrait au président de la République, et je ne crois pas que cela poserait de problème », a-t-il dit.

Le 16 février 1986, en pleine campagne pour les élections législatives, la France avait mis un coup d'arrêt à une offensive en bombardant la piste de la base de Ouadi-Doum, construite par les Libyens dans le nord du territoire tchadien, et en déployant un dispositif militaire « dissuasif et défensif » en différents points du Tchad. Baptiste Epervier, ce dispositif est à dominante africaine et antilibyenne, et compte actuellement quelque 2 000 hommes après avoir vu ses effectifs monter jusqu'à 3 000 environ, au début de l'année 1987.

Amnesty aux côtés du colonel Kadhafi. — Amnesty International a lancé, le mardi 5 avril, un « appel pressant » aux assemblées du peuple libyen, pour qu'elles « soutiennent pleinement » les propositions du colonel Mouammar Kadhafi pour abolir la peine de mort et changer la législation sur les droits de l'homme en Libye. M. Kadhafi a appelé des représentants de l'organisation humanitaire à se rendre en Libye. — (AFP.)

TUNISIE

M. Ben Ali réconcilie les principaux dirigeants syndicaux

TUNIS
de notre correspondant

La situation syndicale tunisienne est en voie de normalisation après une crise qui dure depuis près de trois ans et divise la classe ouvrière.

A la suite de multiples tractations qui se sont déroulées ces derniers mois, sous la houlette — mais aussi la pression — du pouvoir, un pas qui paraît être déterminant vient d'être franchi : M. Ben Ali a réuni, mardi 5 avril, à Carthage, les deux « frères ennemis », MM. Habib Achour et Abdelaziz Bourouï — qui se disputaient le contrôle de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) — pour les réconcilier. Si l'on en juge par les images diffusées par la télévision, sourires et embrassades chaleureuses, le chef de l'Etat a parfaitement atteint son but. Mieux encore : MM. Achour et Bourouï se sont engagés à renoncer « à toutes leurs responsabilités syndicales pour permettre à tous les syndicalistes de réunifier leurs rangs » et de préparer la tenue d'un congrès extraordinaire.

Pour autant que l'on sache, c'est une « commission nationale de réconciliation » qui sera chargée de préparer ces assises. Elle comprendra, à parts égales, des représentants des deux tendances et un groupe d'anciens dirigeants syndicaux neutres ayant abandonné depuis longtemps toute responsabilité.

L'antagonisme entre les deux hommes est fort ancien, et il s'était encore accentué lorsque le précédent pouvoir n'avait eu de cesse, pendant l'hiver 1985 et le printemps 1986, de démanteler la direction légalement élue de l'UGTT pour lui substituer un nouveau bureau exécutif qui lui serait tout acquis. M. Achour fut alors arrêté, jugé et condamné sous des prétextes peu convaincants (1). Puis la centrale ouvrière se dota, un an plus tard, lors d'un congrès tenu dans des conditions plus que discutables, d'une nouvelle direction disposée à rentrer dans le rang avec, à sa tête, M. Bourouï, qui devenait, du même

coup, membre du bureau politique de l'ex-Parti socialiste destourien. Mais, en fait, rien n'était réglé pour autant, une majorité de travailleurs demeurant fidèles à M. Achour et à ses adjoints et boudant les nouvelles structures.

La réunification de la centrale syndicale qui se dessine est présentée par l'agence Tunis-Afrique Presse comme « un événement historique » se situant en droite ligne dans la voie de « la concorde nationale, conçue comme la pierre angulaire de la démarche de la Tunisie de l'ère nouvelle ». A l'heure où le pays est confronté à nombre de difficultés économiques et sociales, elle devrait aussi apaiser les tensions et les inquiétudes de milliers d'ouvriers qui se sauront mieux représentés et sans doute mieux défendus à l'avenir.

MICHEL DEURÉ.

(1) Dès sa prise de pouvoir, en novembre, M. Ben Ali avait levé l'assise à résidence qui frappait M. Habib Achour, depuis sa sortie de prison en mai 1987.

CAPEL habille en long comme en large

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
 • 74, boulevard de Sébastopol Paris 2^e
 • 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
 • Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
 • 13, rue de la République, 69001 Lyon
 • 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

SCRL, une solution nette pour récupérer vos impayés.

SCRL Les impayés grèvent la rentabilité de votre entreprise. Pour les recouvrer, SCRL a des solutions efficaces et rapides. En 1987, SCRL a récupéré 425 millions de francs de factures impayées. 290 000 dossiers lui ont été confiés cette année. SCRL met en œuvre l'action la plus appropriée à chaque cas, au moyen de ses 19 centres de recouvrement informatisés proches de vos débiteurs, et de ses 970 correspondants judiciaires dans toute la France.

SCRL 5, QUAI JAFFA BP 0003 69255 LYON CEDEX 09 Tél. 72-20.10.00

TÉLÉ: SCRL F 330 093 Télécopieur: 72-20.74

SCRL: N°1 contre les impayés

Pour les managers européens de 1992 face à la mondialisation des affaires

4 ANS DE FORMATION EUROPEENNE ET INTERNATIONALE
 PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - STUTTGART - NEW YORK - TOKYO - TAIPEI - SYDNEY

2^e CYCLE PEMI - Projet Européen de Management International
 Licence Européenne des Affaires

3^e CYCLE MBA Européen

CONCOURS D'ENTREE EUROPEEN
 ADMISSION 1^{er} CYCLE:
 1^{re} Année: Bac+1 ou classe prépa ou diplôme étranger équivalent.
 2^e Année: 1 année d'école de commerce française ou européenne, 1 année DUT.
 ADMISSION 2^e CYCLE: 3^e Année: Titulaires du BTS, DEUG, DUT ou diplôme étranger équivalent.
 Frais d'admission à 100 % sous 8 10
 BREVETEMENT PROFESSIONNEL SUPPLEMENTAIRE

IEMI
 INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél.: (1) 42.66.66.82

GHANA : large remaniement ministériel. — Le président du Ghana, le capitaine Jerry Rawlings, a pris le lundi 4 avril, à un important remaniement ministériel au sein du Conseil national provisoire de défense (PNDC), instance politique suprême du pays. Trois secrétaires (ministres) quittent le gouvernement, quatre y font leur entrée, et un nouveau portefeuille est créé, celui de secrétaire (ministre) des comités de défense de la révolution (CDR), confié à l'ancien ministre de l'administration locale et du développement rural, M. William Yaboa.

Plusieurs départements ont changé de titulaire : éducation, information, santé, jeunesse et sports, travaux publics et logement, mobilisation et bien-être social, développement rural, administration locale. Le remaniement touche également plusieurs ministres de régions. Quatre d'entre eux quittent le gouvernement, et un cinquième, M. Hudu Yaboya, ministre chargé de la région Nord, est promu ministre de la mobilisation et du bien-être, en remplacement de M. George Adams, qui, lui, quitte le gouvernement. — (AFP)

CAPEL
 se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
 • 74, boulevard de Sébastopol Paris 2^e
 • 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
 • Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
 • 13, rue de la République, 69001 Lyon
 • 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TELEPHONE _____

NIVEAU D'ETUDES _____ DATE _____

IEMI MO

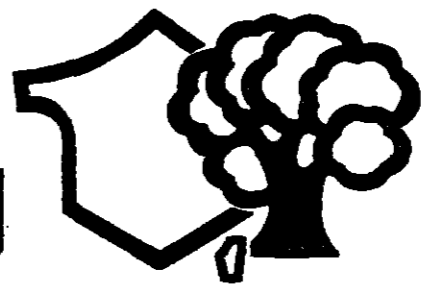
71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél.: (1) 42.66.66.82

سكزا من الاجل

NOUS SAVONS CE QUE NOUS VOULONS



CONFIANCE A BARRE



Simone Veil Présidente du Groupe Libéral au Parlement européen • Christine Alex Championne de javelot • Gilberte Beaux Chef d'entreprise • Marie-Thérèse Bolasseau Députée • Christine Boutin Députée • Caroline Bujard Cadre • Hélène Carrère d'Encausse Ecrivaine • Marie-Pierre Chauvel Cadre • Anne-Marie Comperini Cadre • Béatrice Desbias Agricultrice • Laurence Douvin Présidente de "Femmes libanaises" • Nicole Fontaine Députée européenne • Sakina Hamid Commerçante • Béatrice Majnoni d'Intignano Professeure • Simone Martin Députée européenne • Yvette Nicolas Cadre • Monique Peilletier Ancien ministre, Présidente de "Dialogue" • Marielle de Sarnez Chef d'entreprise

Demander LES PROPOSITIONS DES FEMMES AVEC RAYMOND BARRE à votre Comité de soutien ou au Comité BARRE 88 - 195 Boulevard Saint-Germain 75007 Paris - tél : 45.49.45.49

Photo: Jean-Luc DOLMAIRE

سكنا من الاميل

vertement en L'RS

Quel est le rôle de la France dans l'Europe ?
Bernard...

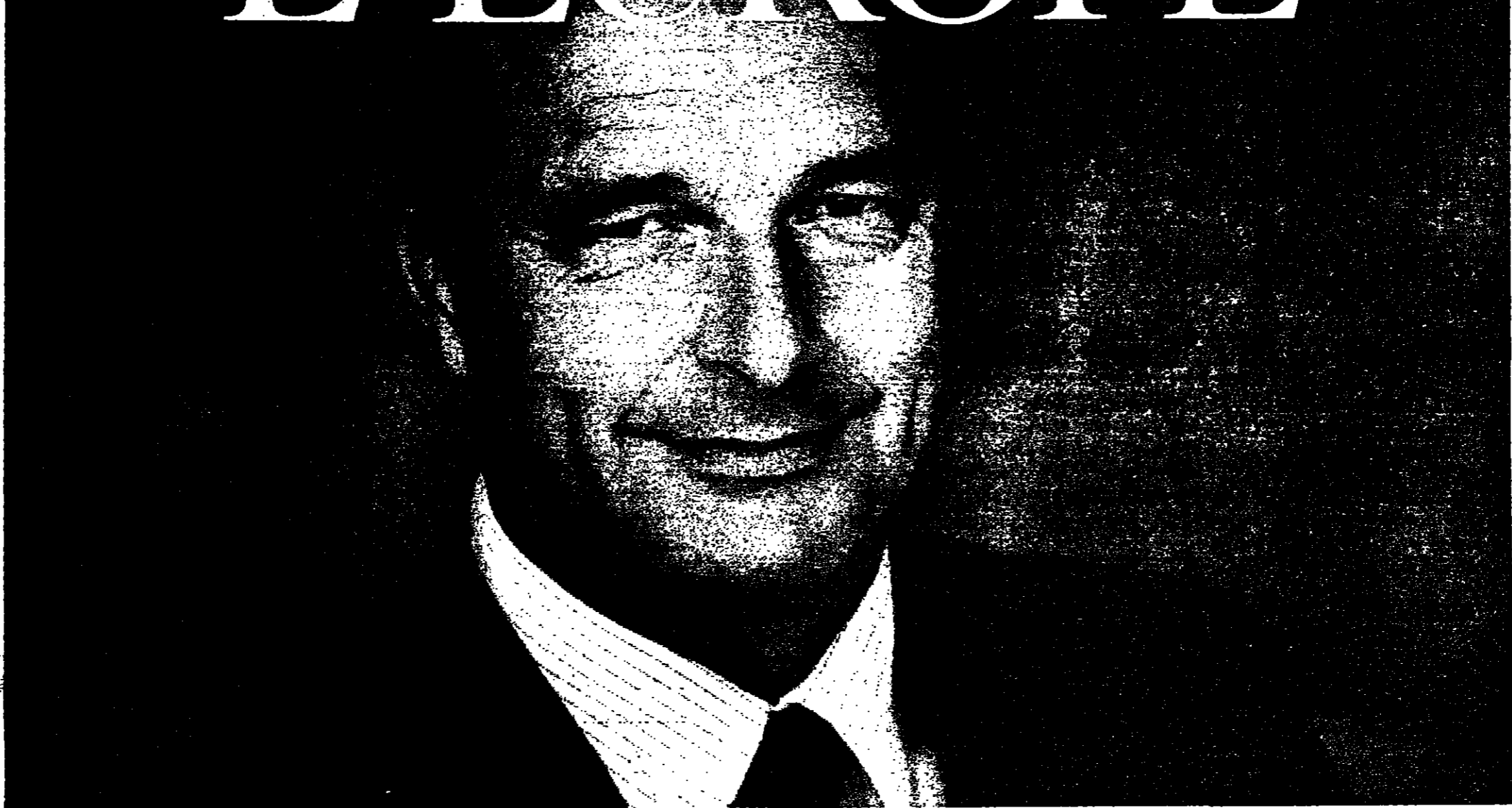
pare la société son
spatial en surcharg

Le projet de loi...

Le projet de loi...

Le projet de loi...

L'EUROPE



NOUS IRONS PLUS LOIN ENSEMBLE.

Il n'y aura pas d'Europe forte si la France est faible. On ne fera pas l'Europe avec des mots mais avec des actes. Des entreprises plus compétitives pour lutter à armes égales avec leurs concurrents européens. Une économie plus dynamique. Une fiscalité plus en harmonie avec celle des autres

pays de la C.E.E.

Les institutions européennes seront progressivement renforcées. L'Europe monétaire deviendra une réalité.

L'Europe sera aussi l'Europe de la Culture, l'Europe de la Technologie et de l'Espace, l'Europe de la Sécurité. Un véritable plan de bataille pour 1992 sera défini en liaison avec toutes les forces économiques et politiques du pays.

Françaises, Français, ensemble, depuis deux ans, nous avons bâti les fondations du renouveau. Je vous appelle aujourd'hui, à relever les défis qui nous attendent. Je vous appelle à aller plus loin, ensemble.

Chirac Président

هكذا من الاجل

Enquête

Bengalais, Indiens, Pakistanais, Philippins...

Les pauvres d'Asie immigrés au Japon

(Suite de la première page.)

Depuis 1986, ce sont les hommes qui sont les plus nombreux parmi les travailleurs clandestins. Officiellement, ils sont 20 000 ; en réalité, sans doute 50 000 (selon le ministère de la justice, 18 129 ont été appréhendés en 1987, soit 33,6 % de plus qu'en 1986), ce qui est peu compte tenu de la population de l'archipel (120 millions d'habitants), mais relativement important par rapport au nombre total d'étrangers vivant au Japon (867 000). Surtout, il s'agit d'un phénomène nouveau, traité abondamment dans le Livre blanc du ministère du travail publié le 1^{er} mars, et dont on voit mal comment il pourrait être enrayer à moins d'une politique d'immigration drastique qui ne rebasculerait pas l'image du Japon dans la région. En outre, beaucoup de petites et moyennes entreprises, en butte à la hausse du yen, trouvent un avantage certain à embaucher des immigrés.

On croise ces derniers dans tous les quartiers à forte concentration de PME, comme Arakawa à Tokyo, ou dans les périphéries nouvellement industrialisées comme Toda, mais aussi à Nagoya ou à Osaka. Ed, un Philippin qui gagne 7 000 yens par jour (1) (soit 300 francs) sur un chantier de construction où il travaille depuis quatre mois (son visa de touriste a expiré depuis trois mois) nous dit : « Ce n'est pas difficile de trouver du travail ici, on nous attend. »

Dans le quartier d'Arakawa, le patron d'une petite PME de fonderie reconnaît volontiers les avantages présentés par les immigrés : « On les paye un peu moins cher (600 yens de l'heure au lieu de 800 pour un Japonais) et ils sont ardens à la tâche. Ils sont venus pour ça. Avec les Japonais, surtout les jeunes, ce n'est plus le cas. Ils font des travaux temporaires pour aller au ski ou s'acheter une moto et puis ils s'en vont. En plus, ils n'aiment pas le travail sale. Presque chaque jour, un homme au teint foncé vient proposer de travailler. De toute façon, quand il y en a un qui rentre au pays, il présente toujours un copain et ainsi de suite. »

A Toda, le long de la nationale 17, qui mène vers le nord, six Bengalais lavent les véhicules dans une entreprise de location de camions. Six ou sept immigrés en même temps, c'est un maximum : plus, on risque d'attirer l'attention

des services de l'immigration. Dans un anglais approximatif, l'un des Bengalais, son bonnet enfoncé jusqu'aux yeux et visiblement peu habitué au froid, résume la situation : « Au Bangladesh, travail dur et mauvaise paye. Au Japon, travail dur, mais bonne paye. »

Dans cette blanchisserie de Chiba, banlieue nord-est de Tokyo, le patron a pris des risques : il a deux Pakistanais, sept Bengalais et six Népalais. Ali, un Pakistanais de trente et un ans y travaille déjà depuis un an. Dans

serait aussi dur, mais il faut tenir », conclut-il en souriant.

Avec ses camarades, il vit dans un appentis au-dessus de la blanchisserie. Ils sortent peu, de peur de se faire repérer. Les voisins sont compréhensifs et ne disent rien (malgré la prime de 50 000 yens à qui dénonce à la police des immigrés clandestins). Il n'y a des problèmes qu'avec les Philippines, qui, de temps à autre, pour se détendre, fomentent la fête avec force musique. La plupart des immigrés vivent à plusieurs dans de petits logements

le réseau pakistanais. Avec l'aide des yakuzas ? Notre interlocuteur dit ne pas savoir. Lui, reparti après avoir travaillé au Japon treize mois. C'est très simple. Il va au bureau de l'immigration, dit qu'il a largement dépassé le temps de séjour autorisé par son visa de touriste. Il sera sermonné, mais les échanges sont difficiles avec ceux qui ne parlent pas anglais, ou feignent de ne pas le parler. Eventuellement, il ira quelques jours dans un centre de détention puis on lui donnera les papiers pour partir.

Que faire d'autre ? dit-on à l'immigration. Tous ceux qui veulent rentrer — disent ne pas avoir d'argent (en fait ils ont pris la précaution d'envoyer toutes leurs économies dans leur pays) : on ne peut donc leur faire payer une amende. Les arrêter ? D'abord il y en a désormais trop et on ne saurait pas où les mettre : les trois centres de détention de l'immigration — à Yokohama, Omura et Nagasaki — sont pleins. Ensuite, compte tenu des lenteurs de la justice, il faudrait les garder peut-être trois ou quatre mois avant qu'un juge statue sur leur cas.

Le mieux c'est de les laisser partir. La quasi-impossibilité de les maintenir en prison rend aussi difficiles les poursuites de leurs employeurs : pour ceux-ci soient condamnés à une amende, il faudrait que l'immigré illégal témoigne contre eux au cours du procès.

La débrouillardise des pauvres d'Asie a, semble-t-il, inopinément ouvert une brèche dans le mur des restrictions à l'immigration au Japon, certainement le pays riche le moins généreux pour accueillir les boat-people indochinois dans

la seconde moitié des années 70, arguant de la supposée « homogénéité » de sa société pour les renvoyer et oubliant qu'avant-guerre il avait su « gérer » un problème d'immigrants lorsqu'il « importa » deux millions de Coréens et de Taïwanais pour les faire travailler pour le Grand Japon. La majorité (près de 80 %) des étrangers résidant au Japon sont des descendants ou des collatéraux de ces immigrés forcés de l'avant-guerre.

Un dilemme

Si, actuellement, les autorités japonaises réagissent mollement à l'arrivée des travailleurs non qualifiés, légalement non admis, ce n'est que partiellement en raison de pesanteurs bureaucratiques (aux termes de la loi sur l'immigration, seuls les représentants de firmes étrangères, les enseignants, les artistes et assimilés et les spécialistes ont droit à un visa de travail). Pays à fort contrôle social, le Japon pourrait, s'il le voulait, juguler l'arrivée des immigrés.

S'il ne fait que contenir la vague, c'est pour des raisons politiques. Un Philippin résume le sentiment de beaucoup de ses compatriotes : « Pourquoi n'empêcherait-ils de travailler ? Les Japonais pillent les matières premières de mon pays. Et avec l'argent que j'ai gagné ici, de retour à Manille, j'achèterai quoi ? Une télévision ou une voiture japonaise. »

Les autorités japonaises sont devant un dilemme. Il se pose à l'archipel un problème nouveau : le manque de travailleurs non qualifiés, qui ne fera qu'aller en s'accroissant, notamment dans le secteur des services, de la distribution (selon un récent sondage

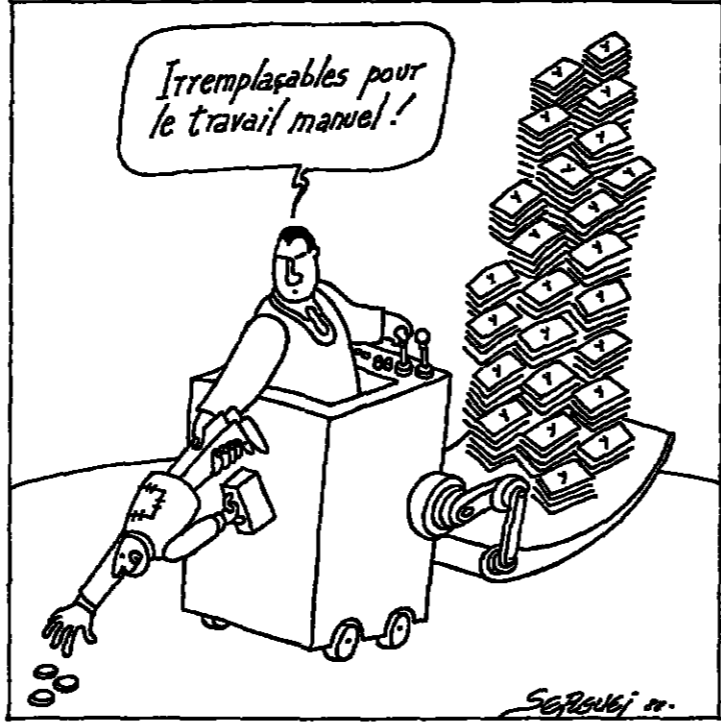
du quotidien *Nihon Keizai*, 43 % des cent cinquante-deux entreprises de ce secteur emploient des étrangers) et des PME. Mais laisser l'immigration se développer risque de créer une différenciation des tâches, les Japonais refusant progressivement des travaux durs et mal payés, ce qui peut conduire à aggraver le chômage local, actuellement faible. En outre, si les restrictions à l'immigration sont assouplies, les entreprises américaines de construction vont accroître leurs pressions pour entrer sur ce marché avec un nouvel atout en matière de compétitivité : des coûts de main-d'œuvre plus faibles grâce à la sous-traitance des Coréens ou des Chinois.

Pour l'instant, les Japonais naviguent au plus près, « géant » leur immigration illégale de manière furtive. Mais la vague peut devenir déferlante et il faudra, bien sûr, prendre des mesures : appréhender les servitudes de la prosaïté dans un monde où celle-ci est pour le moins mal partagée. « Golden Japan » n'a pas fini d'attirer ceux qui fuient la pauvreté. Expulsés, certains récidivent et reviennent quelques mois plus tard.

« Sayonara » (au revoir) disait l'autre jour dans la salle de transit de l'aéroport de Tokyo une policière à une jeune Philippine expulsée qu'elle accompagnait à l'avion : « Sayonara ja nai, mata kurujo ». (« pas d'au revoir, je reviendrai ») lança, rageuse, celle-ci — repréant inopinément à son compte le mot de MacArthur quittant Manille en 1941, chassé par l'avancée nipponne.

PHILIPPE PONS

(1) 100 yens = 4,4 francs.



SERGUIE

son village au nord de Lahore, Ali était quelqu'un (petit fonctionnaire responsable de la poste). Ici, il n'est qu'un travailleur manuel, mais son revenu a été multiplié par dix : au pays, il gagnait l'équivalent de 14 000 yens (616 francs) ; au Japon 130 à 150 000 et il peut en envoyer 90 000 à sa famille.

« La « métropole », la Grande-Bretagne, ça n'a plus d'intérêt, la livre anglaise est trop basse. Le boom de la construction au Moyen-Orient, c'est fini. Le Japon, c'est le dix à deux heures travaille de mix à deux heures par jour en moyenne, vingt jours par mois. Son rêve, monter une petite entreprise d'élevage de poissons quand il rentrera. « Je n'avais jamais imaginé que ce

lont par les marchands de travail, qui contrôlent le marché de la main-d'œuvre clandestine. Ces Philippines, par exemple, payent chacun 10 000 yens par mois pour vivre à quatre dans une pièce de six tatamis (mattes), soit environ 10 mètres carrés.

De petits truands

Si les travailleurs immigrés ont souvent leurs propres réseaux pour entrer au Japon et trouver du travail et s'il existe aussi des organisations d'entraide, ils s'en sont pas moins pratiquement tous en relation avec les marchands de travail. Ceux-ci, de petits truands (*Yakuza*), sont deux cents environ à opérer sur le marché de la main-d'œuvre clandestine, disposant de leurs rackets à l'étranger (c'est notamment le cas à Manille, où la mafia nipponne est bien implantée).

On fournit à celui qui veut partir un passeport, les 1 000 dollars qu'il doit présenter à l'immigration au Japon comme « preuve » qu'il a de quoi vivre pendant quelque temps sur l'archipel, et souvent un complet-veston pour « présenter bien ». Avant son départ, raconte Meiba, une « conseillère » des immigrés philippines, on leur dit ce qu'il faut répondre : « Avec 1 000 dollars, aux Philippines, on vit six mois, dit-elle, mais ici guère plus d'un mois, alors il ne s'agit pas de dire à l'immigration qu'on veut rester longtemps. »

S'il entre au Japon, l'immigré restitue tout ce qu'on lui a prêté à ceux qui le prennent en charge : les 1 000 dollars, le complet et le passeport repartent aux Philippines et serviront pour le prochain passage. Quand l'immigré voudra repartir, il ira à son ambassade disant qu'il a perdu son passeport ou il en achètera un à un nouvel arrivant qui a besoin d'argent.

La plupart des immigrés ont utilisé toutes leurs économies, et ils se sont souvent endettés pour pouvoir acheter le billet d'avion et payer les marchands de travail : tous ces frais représentent au moins six mois de travail au Japon. Ce n'est qu'après qu'ils commencent vraiment à gagner de l'argent. « Si on se fait prendre avant, cela veut dire retourner au pays plus pauvre de 3 000 à 2 500 dollars », dit Ed, le Philippin.

Un Pakistanais, rencontré dans un train de la banlieue nord de Tokyo, nous dit qu'il a payé 500 dollars pour obtenir un travail dans une PME de charpentes métalliques. Les intermédiaires sont deux compatriotes implantés à Tokyo qui ont la haute main sur

La « traite » des jeunes étrangères

TOKYO de notre correspondant

ORA a vingt-trois ans. Elle est étudiante et, pour payer ses études d'aide médicale, elle travaille chaque soir dans un bar de 6 à 2 heures du matin. Elle vit dans le dortoir de l'établissement avec onze autres Philippines. Pour six mois, elle gagne 250 000 yens (soit 10 000 francs).

« Nous sommes toutes des étudiantes, pas des professionnelles, et on ne fait que servir les consommateurs et parler avec les clients. Si on entrerait dans le monkey business (littéralement le « travail de singe », c'est-à-dire en argot la prostitution), on gagnerait plus. Mais on ne veut pas, et le patron est compréhensif », dit Ora.

Toutes les jeunes femmes Philippines, mais aussi Thaïlandaises, Chinoises de Taiwan ou de Hongkong — qui viennent travailler au Japon dans le *mizu shobai* (« le commerce de l'eau », c'est-à-dire les bars et établissements assimilés) n'ont pas la chance de Ora. Certaines arrivent en connaissance de cause : de *Mabini*, quartier « chaud » de Manille à ses homologues nipponnes, le « service » qu'elles procurent ne varie guère. Mais, pour d'autres qui pensaient en partant qu'on ne leur demanderait que ce qui figure sur leur contrat de « artiste de variété », la réalité est parfois amère.

« Faire du yen »

Des provinces du nord de l'archipel au fleuve le plus reculé du sud, on trouve toujours des établissements qui annoncent des *paikoku no furushu gae* ou *fresh girls* étrangères. Bars, boîtes, lieux même traditionnels de prostitution, comme la petite île de Watakano, non loin d'Ises et de son sacro-saint sanctuaire : il y a désormais partout des *hospitality girls*, comme on dit, venues d'Asie du Sud-Est pour « faire du yen ».

Combien sont-elles ? Aucune statistique ne reflète la réalité. Pour les Philippines — les plus nombreuses, — sûrement le double du chiffre avancé par les

autorités de Manille (quarante-deux mille). Beaucoup sortent en situation illégale (visa expiré ou entrée avec un visa de touriste), et par conséquent entièrement à la merci de leurs « agents », c'est-à-dire des yakuzas.

Certaines en ont pris leur parti : d'autres pas, et elles voudraient fuir. Mais leurs « agents », pour « des raisons de sécurité », disent-ils, leur ont confisqué dès l'arrivée passeport et billet de retour. En outre, ils ne leur donneront leur dû qu'au moment du départ.

A HELP, une organisation chrétienne de Tokyo qui cherche à leur venir en aide, on nous dit que l'on reçoit quotidiennement des appels au secours de jeunes femmes perdues aux quatre coins du Japon. Parler avec celles rencontrées çà et là à travers le pays, c'est le plus souvent recueillir des histoires tristes, parfois tragiques, agrémentées dans la cacophonie de musiques disco et au milieu des éclairages spasmodiques d'un bar.

Dorine, dix-neuf ans, par exemple, ne savait pas ce qu'en réalité on lui demandait. Au début, elle n'a pas voulu. Elle a été battue. Aujourd'hui, elle a renoncé : « Les « extras », ce n'est pas tous les jours, et puis... je gagne dix fois plus qu'à Manille », dit-elle, passant inopinément de la gravité au sourire. Elle envoie tout à sa famille, qui vend des poulets sur les marchés de Gagayan, dans le nord de Luzon.

C'est aussi l'espoir de se dégarer de la pauvreté qui conduit d'autres jeunes femmes d'Asie du Sud-Est à épouser un paysan japonais pratiquement inconnu habitant un village déserté par les femmes. Éduquées, plus indépendantes aussi, les jeunes Japonaises ne veulent plus rester à la campagne et vont se marier en ville.

Dans les journaux philippines, dans ceux de Hongkong ou du Sri-Lanka, on trouve de plus en plus d'annonces de demande de mariage d'agriculteurs nippons en quête d'une épouse. « Les agriculteurs japonais sont les plus riches du monde, pourquoi ne seriez-vous pas leurs épouses ? » pouvait-on lire récemment dans les petites

annonces d'un quotidien de Manille.

Comme au Japon tout est organisé, des agences se sont spécialisées dans ce nouveau marché : pour 1,3 million de yens, elles proposent des voyages d'un semestre aux Philippines ou ailleurs au cours desquels seront présentées à l'agriculture assésés d'éventuelles épouses. Si l'une d'elles lui convient, elle reviendra avec lui, sans savoir où elle va. Ne parlent pas japonais, n'ayant jamais vu la neige de sa vie, elle se retrouvera du jour au lendemain aux fins fonds d'une province nipponne. Dans certains cas, l'union réussit ; dans d'autres, un long calvaire commence pour la jeune femme.

Marriage blanc

Le « mariage blanc », cette fois, est aussi un des moyens pour celles qui travaillent dans le monkey business de prolonger leur séjour. Récemment, un groupe de gangsters d'Osaka spécialisé dans la traite des jeunes Asiatiques a été découvert : il avait organisé ainsi une centaine de mariages blancs pour une somme de 3 millions de yens chacun.

Des mises en garde sont parfois publiées dans les journaux de Manille : « Ne traitez pas directement avec des Japonais qui vous offrent de travailler. » Mais la plupart sortent en chevilles avec des Philippines et au Japon pour que la tentation ne soit pas plus forte que la conscience des risques. Le nombre de celles qui tentent l'aventure augmente chaque année.

« On s'en contrefiche ! » nous disaient récemment en riant, au cours d'un vol Manille-Tokyo, trois jeunes Philippines, qui partaient au Japon avec des contrats de « chanteuses ».

C'était une voisine de Pasay (quartier de Manille) qui les avait alléchées, leur avait fourni un passeport avec un visa de six mois et avancé les frais du billet d'avion... A l'aéroport de Tokyo, l'homme qui les attendait, leur « agent », avait un genre qui, au Japon, ne trompe pas.

Ph. P.

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTEID

La RNCA mène depuis des semaines une campagne pour sauver les condamnés à mort du régime d'apartheid. Des milliers de signatures ont déjà été collectées, des personnalités diverses ont signé l'appel suivant :

Pour avoir lutté contre l'apartheid, ce crime contre l'humanité, des dizaines de militants attendent la mort dans leur prison. Nous demandons au président de la République d'intervenir auprès du régime raciste et fasciste de Pretoria pour leur sauver la vie.

- ALBERT Isabelle, ABDELKRIM Christine, ALBERTINI Pierre-André, ALLIO René, ANGELIN Jean-Marie, APERGHIS Georges, ARNOU Françoise, AUDOU Jean-Louis, BADINTER Elisabeth, BAZANE Jean, BECKER Alain, BILLAULT Claude, BORDER Roger, BRARD Jean-Pierre, de BRUNHOFF Suzanne, BRESSAN Eugénie, PIRE BLANC Yves, CHAJMETTE François, CHAMPREUX Jacques, CROUS Hélène, CLÉMENT, CLÉMO Claude, CLERGEAN Maurice, DACHVSKY-FERRIN Lora, DELOUZE Mire, DEGENS Jacqueline, DION Michel, professeur DESCH Jean, EYOT Yves, ERWIST-PIGNON Ernest, FERRAT Jean, GALLAND Joannès, MONSEIGNEUR GAILLOT, GAVRAS Costa, GERMA Michel, GIRIER Robert, GRANDMONT Dominique, GRENET Yves, GRUNFELD Jacqueline, GUILLEVIC, GUILLOTIN Armand, HINGUALIER Yves, professeur JACQUARD Albert, JACOB Francis, JANBAUD Paul, JONEAU Charles, JOUVE Edmond, KAHANE Jean-Pierre, KATZ Gilles, LABICA Georges et Nadia, LANGOUREAU Gilles, LEIRIS Michel, LERY Catherine, LORENZI Stella, MAGNY Colette, professeur MALZAK Paul, MESSAGIER Jean, professeur MIKOVSKY Alexander, professeur MONOD Théodore, NORDMANN Jean, OSERET Mire, D'ELOR Michèle, PARMELIN Hélène, FERREUX Jacques, PEYROU Georges, PIAT Edith, PICHETTE James, PIGNON Edouard, POZNER Vladimir, QUÉMY Claude, RALITE Jack, REBERNOUX Madeleine, RIFALDO Madeline, RIBBRO Catherine, ROQUETTE Roger, SAIG, SALVANGY Francis, SANTIUM Pierre, SAUDMONT Yves, SAUVAGE Catherine, SCOB Edith, SCHENK Edouard, SERRES Jacques, SEVE Lucien, SIGG Bernard-William, SURET-CANALET Jean, THÉRAMÉ Victoria, TRIGON Marcel, Père TOULAT Jean, VANDERLOVE Anne, VERDIER Jean-Maurice, VERNAUT Pierre, VIGOUREUX Jacques, VINCI Claude, VUAILLAT Monique, WEYL, Rolland.

Cet appel est plus urgent que jamais après l'assassinat à Paris de la représentante de l'ANC, Dulcie Septhember.

La RNCA exige de Matignon et de l'Élysée qu'ils rompent toutes relations avec le régime d'apartheid et appliquent les sanctions, demandées par l'ONU, globales et obligatoires dans tous les domaines : économique, nucléaire, militaire, culturel, sportif...

Cette pétition a déjà recueilli des milliers de signatures. Pour s'associer à cette initiative, adresser signatures à la Rencontre Nationale Contre l'Apartheid.

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTEID
Centre Marius-Sidobre,
26, rue Emile-Raspail, 94110 ANCIENNE,
Tél. : 47-40-30-70 - (C.C.P. Paris 2086777 T.)

LA SOLIDARITÉ



NOUS IRONS PLUS LOIN ENSEMBLE.

La solidarité ne doit pas seulement rester une belle idée : pour qu'elle soit effective, il faut s'en donner les moyens.

Un pays qui stagne est un pays où les égoïsmes se développent, où les inégalités s'accroissent, où la nouvelle pauvreté fait son apparition.

Une France solidaire, c'est une France capable d'accroître le pouvoir d'achat de chacun, de créer de nouveaux emplois : c'est une France attentive aux faibles, c'est aussi une France attentive aux

peuples les plus démunis.

Depuis deux ans, trois branches sur quatre du Régime général de la Sécurité Sociale ont été équilibrées. Grâce aux recommandations des Etats Généraux, nous sauvegarderons la Sécurité Sociale.

Des ressources suffisantes seront assurées aux personnes âgées. Celles-ci seront mieux insérées dans notre société.

Des efforts nouveaux seront consentis pour alléger les impôts.

Depuis deux ans, la régression du chômage a été engagée. Une "activité minimum d'insertion" sera instituée pour éliminer la nouvelle pauvreté.

Françaises. Français, ensemble, depuis deux ans, nous avons bâti les fondations du renouveau. Je vous appelle aujourd'hui, à relever les défis qui nous attendent. Je vous appelle à aller plus loin, ensemble.

Chirac Président

حکذا من الاحل

étrangères

Le Japon a annoncé qu'il allait augmenter ses contributions au Fonds mondial de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 100 millions de dollars. Cette augmentation est la plus importante depuis la création du Fonds en 1970. Le Japon est le deuxième contributeur mondial au Fonds, derrière les Etats-Unis.

Le Japon a également annoncé qu'il allait augmenter ses contributions au Fonds mondial de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 100 millions de dollars. Cette augmentation est la plus importante depuis la création du Fonds en 1970. Le Japon est le deuxième contributeur mondial au Fonds, derrière les Etats-Unis.

Le Japon a également annoncé qu'il allait augmenter ses contributions au Fonds mondial de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 100 millions de dollars. Cette augmentation est la plus importante depuis la création du Fonds en 1970. Le Japon est le deuxième contributeur mondial au Fonds, derrière les Etats-Unis.



Politique

M. Barre dix-huit jours avant le premier tour de l'élection présidentielle

MARDI fut le jour des Barre. Madame et Monsieur. Chacun à sa place, chacun dans son rôle. De l'aube jusqu'au soir, le candidat ne perdit pas de vue le cap qu'il lui fallait à tout prix franchir avec bonheur, en ces temps difficiles : « L'heure de vérité », sur Antenne 2.

C'est pourquoi, le matin, rue Lepic et aux alentours, dans l'une de ces tournées chez les commerçants qui sont à la sonnerie ambiante ce que le choc des silos est, paraît-il, au four à micro-ondes, Raymond, s'il nous permet cette familiarité, prit garde de ne pas glisser sur un zinc : « C'est tout à fait sympathique mais je ne peux pas boire à chaque fois, sinon je ne fais pas « L'heure de vérité » de ce soir et je vais me coucher. » C'était bien vu, rien qu'une entorse, une seule : un coup de

montbazillac pour arroser une tartine de foie gras.

« Vous ne savez pas comme les Français sont sympathiques. » L'ancien premier ministre en avait encore l'expérience

On trouve tout, vers Montmartre. Même des achards, ces mélanges épiques qui rappellent au candidat son île natale. Il reviendra en acheteur quand il aura le temps. Et si ce n'est lui, ce sera Eve.

ment, a prévenu Eve ; qu'ils sachent bien que je suis... Elle a même révélé que ces ennemis se recrutent plus à droite qu'à gauche, « malheureusement ».

Eve et Raymond, on l'a bien compris à cette occasion, c'est un peu comme Raymond et la France (éventuellement). Il a « l'intimité difficile ». Il ne torture que « sa mère, ses sœurs, ses amis de faculté et ses enfants ». Pas Eve. S'il s'éloigne, c'est par « son sérieux ». Et il est — tout un proche pouvait le révéler — « modeste ».

Enfin, ceux qui ont cru jusqu'à ce jour les Barre béguinés se décomptent. Ils trouvent leur voisin Louis Mermoz sympathique, bien que socialiste. Et Pierre Bérégovoy a un bon côté.

Le soir donc, sur le plateau d'Antenne 2, autre facette de la « comédie humaine ». Raymond le joue « sérieux-

sement », comme le recommandait son maître Alexandre Kojève. Calme et détendu, ni « colérique », ni « soupirailait », défauts dont Eve nous avait confirmés quelques heures plus tôt l'existence, il persévéra benoîtement dans son rôle.

Sûr de sa « spécificité », jamais à court d'arguments pour expliquer la substance de cette « élection présidentielle ». Raymond Barre s'en est remis finalement « au hasard » qui guidera ou non la main des électeurs et tracera ainsi la suite de son chemin, livrant aux spectateurs une maxime supplémentaire qui valait bien des discours : « A chacun sa vérité ! A chacun surtout sa sincérité ! »

Résumé du service politique.

Madame et Monsieur

dans les oreilles quand il a laissé tomber cette maxime. Même le boucher-martyr qui se dépeint comme un « cochon de payant » saigné aux quatre veines par l'ogre-supermarché. Même l'audacieuse boulangère qui ose tirer l'oreille, en geste et en paroles, du premier économiste de France : « C'est vous qui avez mis la baguette à 100 francs. » Il fallait le faire », a assuré l'occusé. Elle, rigolarde : « Je me suis vengée. »

Eve qui a bien voulu nous parler un peu de leur vie, le midi, à la télévision. Non, elle n'est pas mondaine. Raymond assiste à un dîner en ville, elle à un autre : simple rationalisation des tâches. Non, elle n'a pas dit qu'elle n'aimait pas Lyon. C'est une personne merveilleuse qui a fait croire cela.

Il n'en manque pas de ces vipères toutes prêtes à gorgier de venin son candidat de mari : « Je les connais nommément, a prévenu Eve ; qu'ils sachent bien que je suis... » Elle a même révélé que ces ennemis se recrutent plus à droite qu'à gauche, « malheureusement ».

« J'attends le jugement du destin... »

MM. Jean Lecanuet et Jean-Claude Gaudin, au premier rang, M. Dominique Baudis voisinant avec M. François Léotard, tout le bas et l'arrière-ban de l'UDF se trouvaient le mardi 5 avril sur le plateau d'Antenne 2 pour « L'heure de vérité » de M. Raymond Barre. Interrogé d'entrée sur sa mauvaise position dans les sondages, l'ancien premier ministre a, une fois de plus, affiché sa « sérénité ». « Nous sommes entrés, a-t-il constaté, dans une campagne qui est à la mi-temps. Il y a encore trois semaines et beaucoup de choses peuvent se passer [...] Je ne suis pas outre mesure personnellement de cette évolution des sondages [...]. Il y a toutes sortes de sondages, y compris les sondages opportuns. Comme on ne peut pas faire le tri entre les sondages, le mieux est d'attendre le vote des Français. »

En revanche, M. Barre attire l'attention sur le fait que « le total des intentions exprimées dans les sondages pour Jacques Chirac et pour lui-même plétine », parce que selon lui, il s'agit là de « l'avenir de la France ». Questionné sur l'efficacité de sa propre campagne, M. Barre a jugé que la façon dont est menée cette campagne ne constituait pas « la cause de tous les maux ». « En attendant de me critiquer moi-même, a-t-il noté, je vais attendre les résultats. » Il s'est refusé également à incriminer l'attitude de ses partenaires de la majorité : « Toutes les choses ne sont pas bonnes à dire au moment où vous m'interrogez. Je le ferai lorsque le verdict des urnes sera intervenu [...]. Je n'ai pas passé mes journées à prendre une balance d'apothicaire

pour peser les comportements de loyauté. Je dirai qu'en gros, comme on peut s'y attendre pendant une campagne électorale, ça a été convenable. C'est un adjectif qui passe partout. »

A la question de savoir s'il ne se préparait pas à devenir un nouveau Mendès France, bien que se disant « flatté par cette comparaison », M. Barre a déclaré « s'en remettre à son destin ». « L'on verra si j'ai eu raison trop tôt. J'attends avec beaucoup de sérénité le jugement du destin ce qui ne m'empêche pas de me battre, de continuer à expliquer et de faire en sorte qu'avec ceux qui ne soutiennent, fidèlement, loyalement, efficacement, nous allons profiter au maximum du temps qu'il nous reste pour convaincre les Français. »

Priorité aux chômeurs de longue durée

L'ancien premier ministre a pu revenir ensuite, dans le détail, sur ses propositions économiques, pour préciser « sa spécificité » par rapport au projet de M. Chirac. « On peut utiliser les mêmes étiquettes mais il faut voir ce qu'il y a dessous », a-t-il dit, par cette référence aux déclarations de M. Mitterrand, M. Barre a jugé « que la seule mesure qui soit utile, c'est un peu plus dur [...] Je ne suis pas sûr que les socialistes ne seront pas tentés de revenir sur leur ligne de plus grande pente. Chassez le naturel, il revient au galop et j'ai peur, pour vous dire la vérité, de ce galop. »

M. Barre a de nouveau insisté sur l'urgence d'une grande réforme fiscale en France qu'il chiffre à 135 milliards de francs sur sept ans. « Je suis tenaillé, a-t-il dit, par cette idée que notre pays a pris beaucoup de retard par rapport à la compétition européenne et internationale. C'est cela qui est ma préoccupation majeure et elle rejoint ma préoccupation en matière d'emploi. Nous avons pris beaucoup de retard, et l'une des raisons de ce retard, est

qu'en matière de compétitivité fiscale nous avons un système tout à fait inadapté, injuste et un système qui inhibe l'esprit d'entreprise. » Avant l'ouverture d'un grand marché européen le 1^{er} janvier 1993, l'ancien premier ministre considère donc cette réforme comme une ardeente priorité.

En matière d'emploi, M. Barre indique qu'il était décidé, s'il était élu, à mettre immédiatement en œuvre un plan d'action en faveur des six cent mille chômeurs de longue durée, en distinguant les deux cas : ceux qui sont en incapacité totale de travailler et qui dès lors mériteraient un revenu minimum et ceux « frappés par la crise » et qui mériteraient une aide personnalisée et décentralisée « pour se refaire une vie digne et y aller active ». Par contre, M. Barre s'est dit hostile à une augmentation inconsidérée du SMIC. « La dernière chose que personnellement je ferai, a-t-il précisé, ce sera de porter le SMIC à 6 000 F (comme le propose le candidat communiste M. André Lajoie) et même de l'augmenter dans des conditions qui ne seraient pas supportables par les entreprises. »

« Un clivage entre les systèmes de solutions »

M. Barre a réaffirmé ensuite son hostilité au rétablissement d'un impôt sur les grandes fortunes, en indiquant toutefois qu'« il ne l'aurait pas fait disparaître de la façon dont on l'a fait disparaître en 1986. Il a précisé que « si le mouvement général est à la hausse des taux d'intérêt », il relèverait le taux d'intérêt des caisses d'épargne. Pour ce qui est des OPA, il a insisté sur le fait qu'« il fallait qu'il y ait des OPA qui respectent un certain nombre de règles du jeu et qui respectent en particulier les intérêts du personnel. »

Par ailleurs, M. Barre a indiqué qu'il était favorable à une réforme du système éducatif. Pour les universités, il croit souhaitable un programme de cinq ans de l'ordre de 700 milliards de francs. Pour l'éducation proprement dite, il pense que, « si nous avons 2,5 millions de

Tragi-comédie

RAYMOND Barre a détourné Kojève ! « La vie », disait le philosophe, est une comédie ; il faut la jouer sérieusement. » La campagne présidentielle, a retenu l'élève Barre, est une comédie, il faut la jouer sérieusement. Au cours de son « Heure de vérité » qui, jamais, sans doute, n'avait autant mérité son nom, M. Barre a, une fois de plus, prouvé à ceux qui pouvaient encore en douter que, à moins de trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle, il était bien décidé à continuer de jouer sérieusement cette comédie-là.

La pantomime des partis politiques autour de sa personne ne l'émert pas outre mesure. Avec le RPR comme avec l'UDF, note-t-il, tout se passe « convenablement », ce qui, dans sa bouche, est déjà, comme on le sait, un bien grand mot. Les allers et retours des uns et des autres le font plutôt rire.

Les protagonistes de la cohabitation en viennent à lui donner raison. Il ne faut plus recommencer l'expérience de 1986. Il enregistre, M. Giscard d'Estaing était le premier à déclarer, voici deux ans, que la nouvelle Assemblée nationale n'en avait que pour deux ans, que sa dissolution prématurée était inévitable. L'ancien président pense aujourd'hui le contraire. M. Barre fait mine de ne plus comprendre. Le jeu des sondages le laisse de glace. Comment peut-on, rétorque-t-il, s'y retrouver dans cette farce, « ces sondages de toutes sortes et ces

PROPOS ET DÉBATS

M. Pierre Juquin s'est déclaré, le mardi 5 avril, « étonné, attristé et indigné » par les déclarations de M. Mitterrand sur l'Afrique du Sud. Le candidat « rénovateur » affirme : « L'assassinat de la représentante de l'ANC à Paris méritait un geste spectaculaire digne des meilleures traditions de notre pays ; la rupture des relations diplomatiques. » Il ajoute : « Si le candidat socialiste affirme que la question des sanctions est aujourd'hui plus brûlante, ne devrait-il pas dire à l'opinion publique si oui ou non il est prêt à faire appliquer les sanctions globales et contraignantes que prévoient depuis des années les Nations unies ? »

M. Henri Nallet, membre de l'état-major de campagne de M. Mitterrand, ancien ministre de l'Agriculture, a déclaré, le mardi 5 avril, l'interview de M. François Guillaume publiée par le Monde du 5 avril représente « un virage considérable, un plaisir en faveur de la politique agricole menée par les ministres de gauche entre 1981 et 1986. »

M. Nallet en veut notamment pour prouver que l'actuel ministre de l'Agriculture reconnaît l'existence, en Europe, d'excédents de production ; donc la légitimité des quotas laitiers. Selon lui, M. Guillaume tient un raisonnement « pétaïliste » lorsqu'il prétend opposer le pays réel qu'il doit représenter aux organisations professionnelles qu'il représenterait naguère.

M. Nallet a-t-il dit, « François Guillaume a-t-il connu son chemin de Damas ? Le Saint-Esprit a-t-il passé le week-end chez lui ? Se prépare-t-il à abandonner Jacques Chirac ? », a demandé, ironiquement, M. Nallet.

M. Juquin Indigné

M. Pierre Juquin s'est déclaré, le mardi 5 avril, « étonné, attristé et indigné » par les déclarations de M. Mitterrand sur l'Afrique du Sud. Le candidat « rénovateur » affirme : « L'assassinat de la représentante de l'ANC à Paris méritait un geste spectaculaire digne des meilleures traditions de notre pays ; la rupture des relations diplomatiques. » Il ajoute : « Si le candidat socialiste affirme que la question des sanctions est aujourd'hui plus brûlante, ne devrait-il pas dire à l'opinion publique si oui ou non il est prêt à faire appliquer les sanctions globales et contraignantes que prévoient depuis des années les Nations unies ? »

M. Lajoie Confiance

M. André Lajoie a déclaré, le mardi 5 avril sur TF 1, qu'il avait « confiance dans le vote des électeurs communistes » de la Réunion, en dépit de l'appel du Parti communiste réunionnais à voter pour M. François Mitterrand dès le premier tour. Le candidat du PCF a affirmé qu'il était « le seul » à défendre « réellement » les revendications des habitants des DOM-TOM, car « si M. Mitterrand avait voulu réaliser

M. Nallet Saint-Esprit

M. Nallet en veut notamment pour prouver que l'actuel ministre de l'Agriculture reconnaît l'existence, en Europe, d'excédents de production ; donc la légitimité des quotas laitiers. Selon lui, M. Guillaume tient un raisonnement « pétaïliste » lorsqu'il prétend opposer le pays réel qu'il doit représenter aux organisations professionnelles qu'il représenterait naguère.

M. Nallet a-t-il dit, « François Guillaume a-t-il connu son chemin de Damas ? Le Saint-Esprit a-t-il passé le week-end chez lui ? Se prépare-t-il à abandonner Jacques Chirac ? », a demandé, ironiquement, M. Nallet.

La logique d'un engagement

Les propositions de M. Barre en matière fiscale et budgétaire sous-tendent une idée-force : l'Europe sans frontières de 1993. A l'évidence, le candidat ex-premier ministre a bâti une grande partie de son programme sur la nécessité de réduire les taux français de TVA, plus élevés que le moyenne des taux européens. Cela pour ne pas pénaliser nos industriels, le marché unique portant dans cinq ans aller acheter leur voiture outre-Rhin et payer celle-ci avec la TVA allemande au taux de 14 %.

Le taux moyen de la TVA en Europe (tous taux confondus) est de 13 %, le taux moyen français est de 16,3 %. S'aligner sur 13 % représenterait une certaine de milliards de francs de pertes d'impôts. Une autre hypothèse consisterait pour chacun des pays à rendre vers les autres : la France abaisse ses taux, la RFA les remonte, etc. On aurait ainsi deux taux (18 % en général et 7 % pour l'alimentation). Il en coûterait une soixantaine de milliards de francs. C'est cette hypothèse à laquelle M. Barre a dû faire allusion.

Difficile au total de dire si les dépenses prévues par M. Barre sont équilibrées. Une chose est sûre pourtant : le candidat est résolument partisan d'un prélèvement proportionnel sur le revenu pour financer la sécurité sociale. On oubliera peut-être trop qu'un tel prélèvement au taux de 1 % rapporterait entre 20 et 25 milliards de francs par an, créant à côté de l'impôt progressif sur le revenu une sorte d'impôt proportionnel. Le système qui existait en France il y a quarante ans.

tion des fiscalités sur l'épargne, marchés publics, normes, etc. Cela étant dit, M. Barre a pour lui la logique des engagements depuis qu'a été conclu à Luxembourg, en décembre 1985, un certain « acte unique », sorte de traité de Rome numéro deux.

Deuxième priorité Barre : l'enseignement. Il en coûterait 700 millions de francs par an pendant cinq ans pour les universités et 2,5 milliards par an pour l'éducation soit 18 milliards sur cinq ans. Cette somme (un peu plus de 3 milliards par an) peut être dégrègée si l'enseignement constitue vraiment une priorité budgétaire. Le tout est de savoir si sa relative modestie traduit bien une grande priorité. M. Monory était au-dessus de ces chiffres.

Difficile au total de dire si les dépenses prévues par M. Barre sont équilibrées. Une chose est sûre pourtant : le candidat est résolument partisan d'un prélèvement proportionnel sur le revenu pour financer la sécurité sociale. On oubliera peut-être trop qu'un tel prélèvement au taux de 1 % rapporterait entre 20 et 25 milliards de francs par an, créant à côté de l'impôt progressif sur le revenu une sorte d'impôt proportionnel. Le système qui existait en France il y a quarante ans.

AI. V.

PANORAMA "SPECIAL PRESIDENTIELLE 88" JEUDI 7 AVRIL DE 12H30 A 13H30

ALEXANDRE BALOUD AVEC SERGE JULY, LIBERATION PHILIPPE TESSON, LE QUOTIDIEN DE PARIS JEAN-LUC PARODI, IFOF

FACE A JEAN FRANCOIS-PONCET

Marie-Claire Mendes France et les Compagnons de route de Pierre Mendes France appellent à voter François Mitterrand

A Adamo Valerio, peintre
Aimée Anouk, comédienne
Allègre Claude, biophysicien
Andrien Jean, ancien président de la
Fédération des conseils de parents d'élèves
Arcady Alexandre, metteur en scène
Ardant Fanny, comédienne
Arditi Pierre, comédien
Arnothy Christine, écrivain
Aron Jean-Paul, écrivain
Arroyo Eduardo, peintre
Andran Stéphane, comédienne
Autenil Daniel, comédien
Aydarbian Robert, cadre commercial

B Babaudou Jean, pdt de la Chambre
d'agriculture de la
Haute-Vienne
Badinter Elisabeth, écrivain
Bagoet Dominique, choré-
graphe
Balandier Georges, ethnol-
ogne
Balasko Josiane, comédienne
Bambuck Roger, sportif
Banier François-Marie,
écrivain
Barbara, artiste de variétés
Barbin François, de la
Comédie-Française
Baron Henri, président de la Chambre
d'agriculture de la Loire-Atlantique
Barras René, banquier
Barrère Igor, réalisateur de télévision
Barrault Marie-Christine, comédienne
Baye Nathalie, comédienne
Bazaine Jean, peintre
Bazin Hervé, écrivain
Béart Emmanuelle, comédienne
Beauchamp Georges, président du Cercle de
l'opinion
Bécle Christian, professeur d'université
Belle Marie-Paule, artiste de variétés
Ben Jelloun Tahar, écrivain
Bergé Pierre, pdg d'Yves Saint Laurent
Berque Jacques, professeur honoraire au
Collège de France
Berry Richard, comédien
Bioulac-Sage Paulette, prof. d'université
Blondel Michèle, sculpteur
Boltanski Christian, artiste peintre
Bombard Alain, océanologue
Bonéty René, syndicaliste
Bonnaire Sandrine, comédienne
Bonnet Honoré, ancien entraîneur de l'équipe
de France de ski
Bono Robert, syndicaliste
Bouchardeau Huguette, ancien ministre
Bouchery Robert, ancien procureur général
près la Cour d'appel de Paris
Bouglione Sampson, artiste de cirque
Bourgeois Christian, éditeur
Boutih Malek, étudiant
Boutie Jean-Luc, de la Comédie-Française
Bracque Pierre, président du club Synthèse
républicaine
Brasseur Claude, comédien
Brauman Ronny, Médecins sans frontières
Bredin Jean-Denis, écrivain, avocat
Briggs Peter, sculpteur
Bruckner Pascal, écrivain

C Cambadélis Jean-Christophe, président
d'honneur de l'UNEF-ID
Camus Renaud, écrivain
Casadesus Jean-Claude, chef d'orchestre
Castro Roland, architecte
Césaire Aimé, député-maire de Fort-de-
France
Chabrol Claude, cinéaste
Chaigneau Yves, économiste
Changeux Jean-Pierre, neurobiologiste
Charles-Roux Edmonde, écrivain
Charrière-Bounazel Christian, avocat
Chassagne Yvette, pdte honoraire de l'UAP
Chéreau Patrice, metteur en scène
Chombart de Lauwe Paul-Henry, sociologue
Chopinot Régine, chorégraphe
Cohen-Seat Jean-Etienne, éditeur
Colas Fabrice, champion du monde de
cyclisme sur piste
Conchon Georges, écrivain
Cornec Jean, ancien président de la
Fédération des conseils de parents d'élèves
Costa Cavaras, réalisateur
Crémoini, peintre
Cueco Henri, peintre
Curien Hubert, professeur à l'université

D Dabo Etienne, artiste de variétés
Danel Pascal, comédien
Darmon Gérard, comédien
Decailon René, syndicaliste
Declercq Gilbert, syndicaliste
Deforges Régine, écrivain
Deflassieux Jean, ancien pdt Crédit Lyonnais
Delannoy Jean, réalisateur
Delorme Danièle, comédienne
Deleuze Gilles, philosophe
Delpuch Geneviève, peintre
Deluchat André, syndicaliste
Demazure Michel, mathématicien

Demy Jacques, réalisateur
Depardieu Gérard, comédien
Derrida Jacques, philosophe
Desanti Dominique, écrivain
Desanti Jean-Toussaint, philosophe
Dollé Claude, ancien président de Sacilor
Domenach-Chiche Geneviève, secrétaire
générale de Léo-Lagrange
Doré Christiane, chef d'entreprise
Dorlhac Hélène, ancien ministre
Doubin François, président du M.R.G.
Druillet Philippe, dessinateur de B.D.
Dufour Paule, banquier
Dupeyron Jean-Jacques, prof. d'université
Duras Marguerite, écrivain
Dutilleul Henri, compositeur

Janson André, syndicaliste
Joliot Pierre, biologiste, professeur au
Collège de France, membre de l'Institut
Jospin Lionel, premier secrétaire du P.S.
Joubert Jacqueline, productrice
Joxe Pierre, président du groupe socialiste à
l'Assemblée nationale

K Kalfon Jean-Pierre, comédien
Karmitz Marin, producteur
Kermarec Joël, peintre
Kiejman Georges, avocat
Kirchner Jacques, producteur
Kouchner Bernard, Médecins du monde
Kourilsky François, biologiste, INSERM

Otchakovsky-Laurens Paul, éditeur

P Pacôme Maria, comédienne
Pancina, sculpteur
Parmelin Hélène, écrivain
Pau-Langevin George, avocat
Pecker Jean-Claude, astronome, professeur
au Collège de France, membre de l'Institut
Peignot Jérôme, écrivain
Peyrelevade Jean, banquier
Piccoli Michel, comédien
Pidoux-Payot Jean-Luc, éditeur
Piem, dessinateur
Pierre-Brossolette Gilberte, ancien sénateur
Piette Jacques, compagnon de la Libération
Pignon Edouard, peintre

Poirier Anne et Patrick,
sculpteurs
Pommatau Jacques, ancien
secrétaire général de la
Fédération de l'éducation
nationale
Ponsolle Patrick, dg de la
Cie fin. de Suez
Portejoir Gilles-Jean,
bâtonnier
Pouyet Bernard, profes-
seur d'université
Pouzard Guy, président

LA FRANCE UNIE

Duverger Maurice, professeur d'université
Duvignaud Jean, sociologue
Duvivier Robert, syndicaliste

E Eine Simon, de la Comédie-Française
Etcheparre Bernard, pdg Lectra-
Systèmes
Ewanje-Epée Monique, record d'Europe du
100 mètres haies junior

F Fabius Laurent,
ancien Premier
ministre
Fernaldo Claude, cinéaste
Fernandez Dominique,
écrivain
Ferran Catherine, de la
Comédie-Française
Ferro Marc, historien
Fersen Christine, de la
Comédie-Française
Fessart de Foucault
Bertrand, écrivain
Février Raymond,
ancien dg de l'INRA
Fisabini Henri, pdt
Rencontres commu-
nistes
Fontana Richard, sociétaire de la Comédie-
Française
de Fontenay Elisabeth, prof. d'université
Frank Bernard, Collège de France
François Jocelyne, écrivain
Frydman René, médecin, prof. d'université



L Laborit Henri, chirurgien
Labourier Monique, comédienne
Lacarrière Jacques, écrivain
Lacouture Jean, écrivain
Lacouture Simonne, écrivain
Lafont Bernardette, comédienne
Lalonde Brice, écologiste
Lamigeon René, président d'honneur de la
Fédération nationale
du bâtiment
Lanzmann Claude,
cinéaste, directeur de
"Temps modernes"
Laot Jeannette, syndi-
caliste
Lara Catherine, artiste
de variétés
Lavilliers Bernard,
artiste de variétés
Lazure Gabrielle,
comédienne
Lebescond Raymond,
syndicaliste
Le Floch-Prigent Loïc,
industriel
Le Goff Jacques, histo-
rien, ancien pdt EHESS

Legrand Louis, professeur d'université
Le Foulon Patrick, champion du monde kayak
Leiris Michel, écrivain
Leroy Paul, professeur d'université
Lesire-Ogrel Hubert, syndicaliste
Ligier Guy, industriel
Lindon Jérôme, éditeur
Lio, artiste de variétés
Loeb Caroline, artiste de variétés
Lockwood Didier, violoniste
Loubert René, ancien président d'Unisor
Luchaire François, ancien pdt d'université
Lucas Laurent, syndicaliste
Lwoff André, prix Nobel de médecine

M Macias Enrico, artiste de variétés
Maire Jean, syndicaliste
Malavoy Christophe, comédien
Malet Laurent, comédien
Mallet-Joris Françoise, écrivain
Manceron Claude, historien
Mandouze André, professeur d'université
Mangin Gilbert, ancien inspecteur général
des services judiciaires
Manouchian Mélinée, ancienne résistante
Mauriac Claude, écri-
vain
Mauroy Pierre, ancien
Premier ministre
May Mathilda, comé-
dienne
Mémé Albert, écrivain
Méric André, pdt du

Mermaz Louis, ancien président de
l'Assemblée nationale
Messenger Annette, artiste peintre
Messenger Jean, peintre
Miquel André, Collège de France
Mirmont Roger, de la Comédie-Française
Mirzahi Moshe, cinéaste
Moati Serge, réalisateur de télévision
Moïnot Pierre, de l'Académie française
Monnerville Gaston, ancien pdt du Sénat
Monod Alain, avocat au Conseil d'Etat
Monory Jacques, peintre
Mugler Thierry, styliste
Murat Bernard, metteur en scène

N Navarre Yves, écrivain
Nicolet Claude, membre de l'Institut
Nouvel Jean, architecte
Nyssen Hubert, écrivain, éditeur
O Ougier Bulle, comédienne
Olievenstein Claude, médecin
Orsenna Erik, écrivain

d'université
Prat Jean, ancien capitaine de l'équipe de
France de rugby
Presle Micheline, comédienne
Prucnal Anna, comédienne
Putman Andrée, designer

R Remond Roger, pdt SAFER de
Bourgogne
Renouvin Bertrand, pdt Nouvelle action
royaliste
Retoré Guy, metteur en scène
Revault d'Allonnes Olivier, prof. d'univ.
Ribeiro Catherine, artiste de variétés
Rieti Fabio, peintre
Rieu Michel, médecin, professeur
Rihoit Catherine, écrivain
Riva Emmanuelle, comédienne
Rivière Denis, peintre
Robert Jacques, professeur d'université
Robert Yves, comédien, réalisateur
Robbe-Grillet Alain, écrivain
Rocard Michel, ancien ministre
Rocheteau Dominique, joueur de football
Rolant Michel, syndicaliste
Rosius Claude, chef d'entreprise
Rougemont, peintre
Rouffio Jacques, cinéaste
Ruffié Jacques, Collège de France
Rufus, comédien

S Sagan Françoise, écrivain
Saidj Nathalie, étudiante
Sarkis, peintre
Savary Jérôme, metteur en scène
Schatzman Evry, astrophysicien, Institut
Schlosser Gérard, peintre
Schwartz Bertrand, ancien délégué à
l'insertion professionnelle des jeunes
Schwartz-Bart André, écrivain
Schwartz-Bart Simone, écrivain
Seyrig Delphine, comédienne
Simon Claude, écrivain, prix Nobel
Smail, comédien
Soppelsa Jacques, président d'université
Saint-Geours Jean, banquier
Starck Philippe, designer

T Tanché Maurice, professeur
d'université
Télémaque Hervé, peintre
Temkine Anatole, ancien président de l'IDI
Thiam Awa, professeur de philosophie
Thibault Jean-Marc, comédien
Thomas Isabelle, étudiante
Tine Jean-Marie, président d'honneur
Rochette-Cenpa
Toscan du Plantier Daniel, producteur
Trenet Charles, chanteur
Trocmé Etienne, président d'université

U Uri Pierre, économiste

V Varda Agnès, réalisatrice
Veynes Paul, historien, Collège de
France
Viallat Claude, peintre
Vitez Antoine, metteur en scène
Vrigny Roger, écrivain

W Weill Bertrand, professeur
d'université
Wiaz, dessinateur
Wilson Lambert, comédien

X Xenakis Iannis, compositeur

Y Younsi Fatima, étudiante

Z Zaidi Nora, étudiante

COMITE NATIONAL
DE SOUTIEN
Président :
Hubert Curien

هكذا من الاصل

Politique

M. Mitterrand dévoile son propre « projet »

Balzac à l'Elysée

« Fichu métier ! »

« Quand il travaille, il n'y a plus ni jour ni nuit », pendant dix, quinze, seize heures par jour, il ne démarre pas et écrit une dizaine de plumes d'oiseaux. Cette plume trahit son époque. La bête de somme n'est donc pas M. François Mitterrand attelé à l'écriture d'un « projet » qu'il vient d'achever. Mais, selon les rares témoins de ce labeur solitaire, le président de la République, candidat et écrivain, ressemble au tacheur du jour et de la nuit, au Balzac ainsi décrit par Stefan Zweig (1).

Balzac avait ses manies : son encrier ordinaire, ses rames de papier vert pâle, ses pots d'un café qui lui arrachait les tripes, son lit et sa baignoire pour le repos. De M. Mitterrand, on sait peu, sinon qu'il noircit des demi-feuilles de papier blanc à son « Président de la République ». Ses réserves du même format à en-tête de l'Assemblée nationale qu'il avait emportées jusqu'à l'Elysée — rien ne se perd — sont épuisées depuis longtemps. Deux piles de demi-feuillettes à ses côtés, l'une vierge, l'autre grignolée, il écrit à son bureau du palais avec pour seul témoin la pendule qui, face à lui, sur la cheminée, l'agace au nom de tous les adversaires politiques pressés.

« Quand il travaille, il n'y a plus ni jour ni nuit... »

Obédé par la rédaction de son projet, M. Mitterrand n'a pris que peu de temps pour préparer les émissions de radio ou de télévision auxquelles il a participé depuis le 22 mars. Ainsi, pour le « Questions à domicile » du 31 mars, n'a-t-il arrêté son travail d'écriture qu'à 19 h 30 l'émission commençant à 20 h 40 afin de se mettre en train par quelques passages jusqu'à 20 h 10, dans le parc de l'Elysée.

Dix lignes au plus

La semaine dernière, il a fait tantement l'un de ses rares rendez-vous quotidiens, pendant une heure et quart, dans l'antichambre. Lorsque l'huissier de service l'avait prévenu de cette visite attendue, il discutait avec lui-même sur un mot qui lui posait problème. La difficulté levée, le mot en appela un autre, puis une phrase, puis deux, puis un feuillet, jusqu'à ce que l'invité s'en aille.

Pendant le week-end de Pâques, dans sa résidence de Latche, le président-candidat a terminé sa tâche. M. Bianco, planté, chez lui, près de son téléphone, recevait d'incessantes commandes de notes spécialisées — dix lignes au plus — sur le revenu minimum, l'emploi, les grandes fortunes, l'emploi, le SIDA... Hommages ses conseillers ordinaires, sous MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy ont été sollicités à distance.

« Fichu métier ! » devait-il penser, repréant ainsi l'expression qu'il avait appliquée aux journalistes et à lui-même pendant qu'en mars 1986 M. Chirac, à l'Hôtel de Ville de Paris, consultait le ban et l'arrière-ban des partis politiques de la majorité afin de constituer son gouvernement. Fichu métier que l'écriture, cet exercice douloureux, imposé par « Mitterrand 2 » à son nègre « Mitterrand 1 ».

Fichu métier que de mâcher et ramâcher une phrase ou un demi-feuillet à l'heure, alors même que M. Jacques Séguéla, le publicitaire qui s'est sacré lui-même empereur de l'autopublicité, vient de réaliser le clip des deux derniers siècles de la gloire du président sortant ; de la Révolution française à la fusée Ariane en passant par Bonaparte, Jaurès, Blum, Edith Piaf, Juliette Gréco et Coluche, le tout en quatre-vingt-dix secondes. D'après le fantôme de Balzac, M. Mitterrand aurait entendu ricaner sa pendule.

JEAN-YPVES LHOMBAU.

(1) Balzac, par Stefan Zweig, Albin Michel, éditeur.

Dérive

PAUVRE Jaurès ! Il doit se retourner dans sa tombe, lui qui proclamait naguère qu'il ne pouvait y avoir de démocratie si les programmes politiques n'étaient pas conçus comme des « contrats inviolables » entre les partis et le pays...

Voilà, en effet, que son héritier spirituel jette lui aussi aux ordres toute notion de programme sous prétexte que les temps ont changé !

A quel bon renvoyer sous prétexte d'irréversibilité le désir des programmes, comme le fait M. Mitterrand, si l'on postule que de toute façon l'on n'en tiendra compte que vaguement une fois élu à la présidence de la République ?

Certes, le président-candidat, en se limitant à la présentation d'un « projet », ne fait que mettre sa stratégie en harmonie avec sa nouvelle conception du rôle du président de la République, qu'il veut déloger des problèmes quotidiens d'intendance ; il peut aussi justifier cette évolution en se référant à ses prédécesseurs.

Il n'en demeure pas moins que M. Mitterrand se complait à cultiver un fou qui dénonçait il n'y a pas si longtemps ses adversaires. A trop reprocher avec condescendance à MM. Chirac et Barre de proposer au Français de la « bouillie pour les chats », il court le risque de s'engager lui-même dans le contenu, si l'on ose dire, de sa propre gâchette...

Car, pour l'instant, les « projets » exposés par les candidats du RPR et de l'UDF n'ont — littéralement parlant — rien à envier à celui esquissé par M. Mitterrand.

Personne, au demeurant, n'est dupe, les intéressés pas plus que les électeurs, invités à un spectacle qui rappelle les ombres chinoises.

MM. Mitterrand, Chirac et Barre semblent se référer tous les trois, implicitement, à... Pierre Mendès

France (dont il a été question mardi soir sur Antenne 2), qui estimait que, dans sa profonde sagesse, le peuple français « reconnaît intuitivement ceux qui œuvrent pour lui et ceux dont l'action n'avantage, en dernière analyse, que des intérêts privés et des droits acquis ». D'où leur propension commune à pratiquer la psycho-politique. « Faites-moi confiance », dit le premier, en mettant en avant ses convictions. « Vous pouvez compter sur moi », affirme le deuxième, en affichant sa détermination. « A-t-elle jamais eu d'autre souci que la France ? », demande le troisième en élevant sa voix.

Tant pis pour les petits candidats, condamnés au silence par la loi du taux d'écart qui prévaut dans le paysage audiovisuel. Sur tout s'ils prétendent, eux, avoir quelconque programme à proposer.

Quoi qu'on puisse penser de cette dérive des mœurs politiques, elle appelle en bonne logique une étape complémentaire dans la démarche des « grands » compétiteurs en présence : la réhabilitation du rôle des partis, consacrés sans savoir dans leur mission de fournisseurs de programmes. Si les prétendants au pouvoir suprême ne veulent pas précéder eux-mêmes les politiques qu'ils veulent appliquer, il faut bien que ce travail incombant au Parlement, où sont élus les représentants des partis... Surtout à admettre, bien entendu, que les uns et les autres puissent faire litière d'un autre aphorisme mendésien : « Choisir un homme, fût-il le meilleur, au lieu de choisir une politique, c'est abdiquer ».

ALAIN ROLLAT.

M. Rocard en Corse

Dans un long entretien accordé à l'édition corse du *Provençal*, M. Rocard affirme que la loi-cadre proposée pour l'Ile par M. Barre « pourrait se révéler anachronique et dangereuse ». Il déclare préférer la procédure des contrats de plan, parce qu'elle permet de « faire se rencontrer les volontés de manière concertée et positive ».

D'autre part, M. Rocard déclare « illégitime, injustifiable et impardonnable » le recours à la violence dans notre système démocratique. La région étant « l'instrument d'affirmation de l'identité de l'Ile », il estime que, les conditions du dialogue étant en place, le choix de la violence n'est plus « une politique, mais un crime ».

« Pour ceux qui refusent cette évidence démocratique », poursuit M. Rocard, « se parer d'une revendication nationaliste ne suffit pas à faire passer les terroristes pour

autre chose que ce qu'ils sont, à savoir, des fascistes de violence que la République doit naturellement poursuivre et condamner comme tels ».

Une amnistie analogue à celle de 1981 est-elle envisageable au lendemain de l'élection présidentielle ? « Elle ne me paraît plus de saison », répond M. Rocard. « Le président élu est une mesure d'apaisement, une main loyalement tendue à ceux qui s'étaient soulevés. Il n'y a pas eu d'apaisement, mais escalade au contraire. La main tendue n'a pas été saisie, mais morquée par une poignée de gens dont l'action engendre non seulement la violence et la mort, mais nuit gravement aux intérêts véritables des Corses ».

M. Rocard était attendu jeudi en Corse, où il effectuera un voyage d'information de deux jours. — (Corresp.)

L'apothéose et la fin de la politique

(Suite de la première page.)

Selon les sondages, M. Chirac a bel et bien décroché M. Barre, au-delà même de ce qui était attendu, mais s'il y a dynamique, elle joue... à la baisse : les deux candidats de la majorité sont en effet passés de 43 % des intentions de vote en début de campagne à 39 % aujourd'hui (chiffres de la SOFRES).

Cette perte s'explique non seulement par le mouvement des électeurs centristes mais aussi par le poids de l'extrême droite.

2. Le haut niveau de M. Jean-Marie Le Pen.

Non seulement le chef de file de l'extrême droite a survécu à l'affaire du « point de détail » mais il paraît avoir repris sa marche en avant. Au point d'obliger M. Chirac à une volte-hésitation du plus mauvais effet : à Marseille, le candidat du RPR « comprend » le racisme ; aux Antilles, il proclame que « nous sommes tous des mérités ». Ces grandes embardées, qui ne surprennent guère, sont à elles seules un constat d'impuissance : que M. Charles Pasqua le veuille ou non, M. Chirac n'a pas encore trouvé la bonne recette pour se dégager d'une pression qui le prive, pour le moment, de la dynamique dont il a besoin.

3. La mécanique des reports de vote.

Le leitmotiv du maire de Paris et du ministre de l'Intérieur est que la droite étant majoritaire au premier tour, elle le restera au second par addition de ses forces. « Jacques Chirac et Raymond Barre ne sont pas candidats l'un contre l'autre, mais l'un à côté de l'autre », assure M. Pasqua. Cette majorité n'est pas telle qu'elle permette ce calcul : l'ensemble droit et extrême droite totalise 50,5 % des voix au premier tour (selon la SOFRES). Au second tour, M. Mitterrand, par le simple effet mécanique des reports de voix, peut compter non seulement sur son électorat du premier tour, mais aussi sur 85 % des électeurs de l'extrême gauche, sur 20 % des électeurs barristes et sur 25 % du vote d'extrême droite. Comme le dit M. Pasqua, le second tour est bel et bien contenu dans le premier : la baisse de niveau de M. Barre, le haut niveau de M. Le Pen au premier tour, expliquent en partie l'excellente tenue de M. Mitterrand au second.

4. Le jeu de M. François Mitterrand.

Dans ce contexte, le candidat-président a su jouer au plus fin. Le subtil dosage qu'il opère entre une campagne de combat et le

thème du rassemblement est, pour le moment, efficace : 23 % seulement des électeurs interrogés par la SOFRES seraient « mécontents » de sa réélection. Ce pourcentage est près du double lorsqu'il s'agit de M. Chirac. Encore faut-il observer que M. Mitterrand a usé d'une bonne vieille méthode : premier temps, je rassemble les miens (déclaration de candidature, interview à Europe 1) ; deuxième temps, je séduis les autres en faisant paite de velours (« Questions à domicile » sur TF 1). La nouveauté vient simplement du très court laps de temps qui, cette fois, a séparé ces deux campagnes (de premier tour, puis de second tour), promptitude qui rend la réaction de M. Chirac particulièrement malaisée car lui est encore pris dans une logique de premier tour, et de consolidation de son hégémonie à droite.

Cette situation presque idéale tient largement à la capacité tactique de M. Mitterrand, dans une campagne jusqu'alors purement politique et non thématique ni, encore moins, programmatique.

M. Barre se plaint souvent de voir M. Chirac « piller » ses idées : il aurait pu tout autant dénoncer le « pillage » de sa campagne par M. Mitterrand. Car ce dernier a réussi là où M. Barre a échoué : il a créé, dès sa déclaration de candidature, un choc anti-Chirac, et s'est ainsi lui-même promu comme candidat anti-« Etat-RPR ». Ce choc, M. Mitterrand ne l'a pas recherché sur le terrain du bilan, sachant trop qu'il aurait dû alors engager avec le premier ministre une bataille de « chiffonniers » bilan contre bilan, et qu'il aurait été par-là même placé lui aussi en position de sortant. Il a donc recherché le combat sur le terrain le plus populaire de l'excès de pouvoir, de la confiscation des pouvoirs, et de l'accaparement de l'Etat. Bref, il a été à M. Barre ce qui aurait dû être son mot d'ordre : que ceux qui n'aiment pas le RPR me suivent ! Or, comme dit un proche de M. Chirac, « ça fait du monde » !

Ce faisant, M. Mitterrand a désigné M. Chirac comme le seul sortant. Si bien que seul le premier ministre — bien installé dans son rôle de « bouclier » des lepénistes — conçoit les mécomentements. M. Mitterrand, lui, les évite et peut même se prévaloir d'un bilan jugé positif de son septennat. Il profite même de certains des aspects — positifs eux aussi — de l'action gouvernementale de M. Chirac, comme la sécurité par exemple.

Ce faisant, M. Mitterrand a doté le pays d'un candidat anti-

excès : contre les excès sociaux, il propose « la paix sociale » ; contre les excès idéologiques, c'est-à-dire contre les tenants des privatisations et des... nationalisations, il prône le gel de l'action publique ; contre les excès institutionnels, il se présente comme porteur d'un nouvel équilibre des pouvoirs, thème qui lui permet de justifier l'absence d'un programme électoral précis.

Cette recherche du point d'équilibre de la société le conduit à être à la fois le candidat de la cohérence, et celui de l'ouverture. La cohérence ? C'est ce qu'il préfère : il recherche l'adéquation à laquelle aspirent les Français entre une majorité présidentielle et une majorité parlementaire. Mais, là encore, il le fera sans excès, c'est-à-dire en prenant garde d'imposer à l'actuelle majorité la charge du vote contre le gouvernement qu'il proposera au pays.

L'ouverture ? Recherchant une majorité qui lui soit acquiescente, il n'en ouvre pas moins les bras à tous ceux qui voudront le rejoindre. « Nous ne demandons pas de passeport », comme l'a dit M. Laurent Fabius.

Après tout, les différences entre les « grands » candidats ne sont pas telles qu'il soit interdit à ceux d'en face de le rejoindre. L'opinion, en tout cas, ne s'y trompe pas : elle met désormais l'accent sur les qualités personnelles d'homme d'Etat des candidats. C'est-à-dire, aujourd'hui, l'avantage de M. Mitterrand, dont les prestations marquent à la fois l'apothéose et la fin de la politique. Apothéose puisque manifestement l'homme est au sommet de son art. Fin parce que cette virtuosité semble se suffire à elle-même, et exclut tout débat autre que le « faites-vous confiance ! » lancé à M. Léotard.

Or, une fois l'élection jouée, il faudra bien en revenir à cette seule question : un président, pour quoi faire ? Le 9 mai, les échéances économiques et politiques seront là. Réélu, M. Mitterrand redeviendrait *ipso facto* responsable de la gestion du pays et devra affronter une situation économique que M. Giacard d'Estaing annonce de couleur sombre. Il lui faudrait alors, face à une opposition conduite par M. Chirac, poussée par le redoutable aiguillon Le Pen, bien du talent et un excellent « premier ministre-bouclier » pour éviter que l'opinion ne se sente aussi promptement flouée qu'elle s'était laissée tranquillement séduire.

JEAN-MARIE COLOBANI.

M. Le Pen : « Je deviens moralement le chef de file de l'opposition nationale »

A l'occasion de la convention européenne de la jeunesse, qui se tient à Strasbourg les 5 et 6 avril à l'initiative de Mouvement de la jeunesse d'Europe (émancipation du Front national), M. Jean-Marie Le Pen devait lancer, le mercredi 6 avril, un appel à la jeunesse. La veille, les responsables du MJE ont ouvert cette convention consacrée à « l'Europe des patries » en accueillant 420 jeunes délégués représentant vingt-cinq nations.

Une délégation du MJE et du groupe des droites européennes a été reçue en fin d'après-midi à la mairie de Strasbourg. Deux députés nationaux du Front national, MM. Bruno

Mégret, directeur de campagne de M. Le Pen, et Robert Spieler, étaient également présents. Le maire et sénateur centriste, M. Michel Radloff, puissance invitante, a expliqué que, dès lors que la demande de réception avait été faite par un groupe de députés européens, il n'avait aucune raison de la refuser. « Je respecte le suffrage universel », a-t-il expliqué.

Pour la journée du 6 avril, la fédération du Bas-Rhin du PCF et « le collectif contre l'extrême droite et pour la fraternité » ont appelé séparément à manifester contre la venue du président du Front national dans la capitale européenne.

STRASBOURG de notre envoyé spécial

A moins de trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle, le jockey Jean-Marie Le Pen, casse, que bleu, blanc, rouge, toque étoilée, cravache dans la ligne droite, est convaincu de pouvoir devancer le courrier de M. Raymond Barre. A l'image de la nouvelle campagne d'affiches qu'il vient de lancer, le président du Front national ne cesse de répéter qu'il est l'« outsider » capable de l'emporter sur les « chevaux de race » dans la course à l'Elysée. Les 11 % et 12 % d'intentions de vote dont le créditent les sondages de ces dernières semaines lui font l'effet d'un dopant. Quant à la majorité, déjà en mauvaise posture face au pur-sang élyséen, elle se demande comment elle pourra au second tour remonter le handicap des voix lepénistes.

Embarras pour MM. Chirac et Barre, mais, paradoxalement, aussi pour M. Le Pen. Que fera-t-il le 9 mai, en cours du défilé pour la fête de Jeanne d'Arc, des électeurs qui auront parié sur lui ? La poussée électorale actuelle du candidat d'extrême droite ne fait qu'aviver les dissensions qui opposent les tenants de la politique du pire à ceux qui veulent ménager pour l'avenir des chances de rapprochement avec la droite classique.

La première tendance, représentée par le secrétaire général du FN, M. Jean-Pierre Stirbois, ne verrait dans la victoire de M. Mitterrand que des avantages. La saine perspective d'une victoire inéluctable du président-candidat porterait déjà ses fruits, estiment certains élus lepénistes : les jeux paraissent faits, des électeurs de la droite classique se désolent, et certains lepénistes abandonneraient aujourd'hui un vote pour MM. Chirac ou Barre, devenu « inutile », pour s'adonner enfin aux délices du vote protestataire pour le candidat du Front national.

La victoire de M. Mitterrand donnerait quant à elle, au député FN, menacé par le scrutin majoritaire, un délai de survie toujours bon à

prendre. Enfin, et c'est sans doute l'argument le plus important en cas de défaite de la majorité, le candidat de la « droite nationale et populaire » pourrait espérer se faire une santé sur les décombres de l'UDF et du RPR. Le président du Front national n'est pas insensible à cette perspective. « Si Mitterrand gagne [...] le fait est que mes concurrents de droite auront été battus, mais plus battus que moi, dans la mesure où ils parleront de positions étiolées, avec des moyens considéra-

bles. Enfin, et c'est sans doute l'argument le plus important en cas de défaite de la majorité, le candidat de la « droite nationale et populaire » pourrait espérer se faire une santé sur les décombres de l'UDF et du RPR. Le président du Front national n'est pas insensible à cette perspective. « Si Mitterrand gagne [...] le fait est que mes concurrents de droite auront été battus, mais plus battus que moi, dans la mesure où ils parleront de positions étiolées, avec des moyens considéra-

bles. Enfin, et c'est sans doute l'argument le plus important en cas de défaite de la majorité, le candidat de la « droite nationale et populaire » pourrait espérer se faire une santé sur les décombres de l'UDF et du RPR. Le président du Front national n'est pas insensible à cette perspective.

« Chants folkloriques »

Mardi soir, un dîner atecien a rassemblé au Palais des fêtes les délégués des jeunes nationaux. Les organisateurs ont préparé un cocktail et un repas de café, les délégués italiens, espagnols et allemands ayant été invités sans complexe à l'harmonie phalangiste de Primo de Rivera et des chants militaires allemands. Les vieux franquistes Blas Fina, a été salué par une chaleureuse ovation. Les responsables ont, semble-t-il, regretté d'avoir invité la presse à cette manifestation. « Ce sont des chants folkloriques, ils ont un peu bu », ont-ils tenté d'expliquer.

« Nous récoltons aujourd'hui, avec la montée dans les sondages de Jean-Marie Le Pen, le fruit du travail de fond que nous avons fait depuis un an pour donner une identité à notre image de marque. Cet effort positif a été diffusé par les rencontres de l'« affaire du » détail », commente M. Mégret, d'une manière qui sonne comme un avertissement à ceux qui voudraient réduire cet effort à néant en jouant la carte de la politesse.

Mais, pour l'heure, la question essentielle demeure sans réponse : les électeurs du Front national venus d'horizons très différents, agités par un même réflexe protestataire, seront-ils sensibles à une consigne de vote donnée par M. Le Pen avant le second tour ? Réponse le 8 mai.

PIERRE SERVENT.

L'attentat contre la représentante de l'ANC à Paris

Le ministre sud-africain de l'information affirme que Pretoria n'avait aucun intérêt à faire assassiner Dulcie September

L'assassinat à Paris, le 29 mars, de Dulcie September, représentante de l'ANC (mouvement anti-apartheid), continue de susciter les réactions les plus diverses. Alors que les autorités sud-africaines mettent en cause « l'aile dure de l'ANC et ses amis de gauche », les accusés d'avoir voulu, avec ce

crime, « embarrasser les milieux modérés en France », les représentants de l'ANC aux Etats-Unis assurent avoir été avertis par le FBI de la présence d'un commando sud-africain dont ils auraient pu être la cible. Tandis que M. André Giraud, ministre de la défense, affirme que la DGSE n'est pas en

possession d'information impliquant les services sud-africains dans le meurtre de la représentante de l'ANC en France, les services de police britanniques se refusent à confirmer ou à démentir avoir signalé la présence d'un agent sud-africain à Paris, deux jours avant l'assassinat.

« Saccage des locaux de la South African Airways à Lyon. — Une trentaine de militants des Jeunes communistes ont saccagé les locaux lyonnais de la compagnie aérienne sud-africaine South African Airways (SAA), le mardi 5 avril peu avant 17 heures, pour protester contre l'assassinat à Paris de la représentante de l'ANC, Dulcie September. Après avoir fait irruption dans les locaux occupés par trois employés français, les jeunes communistes ont renversé des meubles, jeté les prospectus touristiques par les fenêtres et inscrit sur les murs des slogans hostiles au régime de Pretoria. Les employés de la SAA n'ont pas été malmenés. Les manifestants ont aussi affiché des portraits de Dulcie September à l'extérieur des fenêtres des locaux de la SAA. En début d'après-midi, ils avaient fait signer, dans une rue voisine, une pétition intitulée « L'apartheid tue à Paris ». L'occupation des locaux de la SAA a duré une quinzaine de minutes. Une dizaine de manifestants ont été interpellés.

REPÈRES

Télécommunications

Accord spatial franco-canadien

La société québécoise Spar et la firme française Alcatel Espace viennent de signer un accord de coopération dans le domaine des satellites de télécommunications. Aux termes de ce contrat, qui fait suite à l'accord de collaboration générale passé en octobre entre les deux firmes, Spar fournira à Alcatel Espace des équipements électroniques d'une valeur d'environ 60 millions de francs (cornets d'antenne, amplificateurs de canaux et une antenne fonctionnant à 12 gigahertz) pour les charges utiles des futurs satellites français Télécom-2.

Nucléaire

Rejet radioactif à Cattenom

Un rejet de gaz légèrement radioactif s'est produit, le lundi 4 avril, sur la tranche numéro 1 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle), installée près de Metz. Cet incident, dû à l'ouverture accidentelle d'une vanne, a eu lieu au cours d'une opération de chasse des gaz radioactifs contenus dans le circuit primaire du réacteur, à l'arrêt depuis le 2 avril

pour une révision complète et un rechargement partiel de son cœur en combustible. Ce rejet a donné lieu à un relâchement dans l'atmosphère de radon 133, d'héliogènes et d'aérosols d'iode radioactif dont l'activité totale s'élevait à quarante milliards de becquerels, soit « le millième » selon le chef de la centrale, des rejets autorisés qui ont été effectués en 1987. Les contrôles effectués par le service central de protection contre les rayonnements ionisants ont confirmé que l'incident était sans conséquence pour l'environnement.

SIDA

Situation alarmante en Thaïlande

En Thaïlande, on se doute devoir affronter une épidémie très grave de SIDA dans les prochains mois, a déclaré, le mardi 5 avril, le docteur Jonathan Mann, responsable du programme anti-SIDA de l'Organisation mondiale de la santé. Selon une étude réalisée au premier trimestre 1988 sur mille six cents toxicomanes de la région de Bangkok, 15 % étaient porteurs du virus du SIDA. L'an dernier, une étude similaire avait montré un pourcentage de séropositivité de l'ordre de 1 %. A ce jour, douze cas de SIDA ont été officiellement recensés en Thaïlande. — (Reuters)

SPORTS

Football : l'élimination du Matra-Racing en Coupe Créteil, la passion du sport

L'US Créteil, une équipe de troisième division, a créé la plus grosse surprise des seizièmes de finale de la Coupe de France de football, en éliminant le Matra-Racing. Déjà victorieux au match aller, les amateurs bien-équipés ont à nouveau humilié l'équipe parisienne en l'emportant, le mardi 5 avril au Parc des Princes, par 1 à 0. L'autre club de la capitale, Paris-Saint-Germain, a été une nouvelle fois déborderé par Sochaux (3 à 0). Monaco, enfin, le leader du championnat, a été éliminé par Nice.

Créteil, c'est au bout du métro. Les six mille spectateurs étaient venus en voisins, mardi soir, de la préfecture du Val-de-Marne pour l'ingénil affrontement avec le Matra-Racing. Petit club de banlieue, Créteil est aux antipodes du football professionnel symbolisé par le puissant club de Jean-Luc Lagardère. Ce match retour était celui de tous les contrastes entre une petite société d'économie mixte (SEM) d'inspiration socialiste et une société anonyme à objet sportif (SOS) créé dans un pur esprit capitaliste; entre une joyeuse bande d'amateurs et une armada de vedettes surpayées; entre un football vécu comme un jeu et un autre subi comme un emploi. La victoire a choisi son camp, et Artur Jorge, l'entraîneur

du Matra-Racing, ne pouvait que « complimenter Créteil, qui nous a donné une leçon de passion et d'amour pour le football ».

Les échos de l'exploit vont résonner longtemps dans cette ville passée en vingt ans de vingt mille à quatre-vingt mille habitants, et dont le ciment doit être, aux yeux de son maire, M. Laurent Cathala (PS), le sport. 12 % du budget municipal lui sont consacrés, et ce n'est pas un hasard si Créteil a été élu en 1987 « ville la plus sportive de France ». Avec Stéphane Caristan comme citoyen chef de file, la tradition sportive de la cité cristalline n'est pas usurpée. Pourtant, le football est longtemps resté un parent pauvre. La transformation de l'US Créteil en SEM dès la parution de la loi Avice, en 1984, était une bouée de sauvetage pour un club moribond, proche de la relégation en division d'honneur.

L'objectif était d'atteindre la troisième division en 1989. Or Créteil est déjà aux portes de la deuxième division, et ses joueurs, pour la plupart employés par la municipalité comme moniteurs de sports dans les trente-huit groupes scolaires de la commune, sont devenus des héros de légende. Grâce à la Coupe de France, ce coin de banlieue parisienne n'a pas seulement gagné un match, mais aussi un début d'identité. — J.-J. B.

Les résultats

DIVISION I ENTRE EUX		DIVISION II ENTRE EUX	
*NICE b. Monaco	2-0 (1-1)	REIMS b. Bastia	1-0 (2-2)
*NANTES a. AUXERRE	0-0 (0-1)	*CAEN b. CHATELERAULT	3-2 (0-1)
DIVISION I CONTRE DIVISION II		DIVISION II CONTRE DIVISION III	
*MONTPELLIER b. Strasbourg	3-2 (1-1)	QUIMPER b. *Clermont	2-0 (2-1)
Lyon b. TOULOUSE	1-0 (1-3)		
Toulon b. SÈTE	2-0 (2-2)	DIVISION II CONTRE DIVISION IV	
(Site qualifié, 11 pénalités à 10)		*MULHOUSE b. Valenciennes	2-1 (3-1)
*METZ b. Nancy	2-0 (0-1)		
*SOCHAUX b. Paris-SG	3-0 (3-1)	Le match Endouave (Div. II) - La Roche AEPB (Div. II) aura lieu le 12 avril.	
*LILLE b. Abbeville	2-0 (2-2)	(Les qualifiés sont en majuscules. Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller.)	
*LENS b. Dunkerque	3-0 (2-0)		
DIVISION I CONTRE DIVISION III			
CRÉTEIL b. *Matra-Racing	1-0 (1-0)		
*LE HAVRE b. Evreux	5-1 (1-1)		

Basket-ball : championnat de France Avantage décisif pour Mulhouse

Des quatre équipes qui recevaient, le mardi 5 avril, en matches aller des huitièmes de finale de championnat de France de basket-ball, seule celle de Mulhouse a pratiquement assuré sa qualification.

Résultats : *Tours b. Villeurbanne, 74-72 ; *Lorient b. Orléans, 103-93 ; *Mulhouse b. Antibes, 103-68 ; *Caen b. Nantes, 91-84.

Les matches retour auront lieu, le samedi 9 avril, à Orléans et à Villeurbanne, et le dimanche 10, à Antibes et à Nantes. Limoges, Monaco, Cholet et le Racing-Club de France-Paris accéderont directement aux quarts de finale.

Le Maccabi Tel-Aviv et Milan, qui ont battu respectivement Belgrade et Salonique sur le même score (87-82), le mardi 5 avril, à Gand, en demi-finales de la Coupe d'Europe de basket-ball des clubs champions, se sont qualifiés pour la finale organisée le jeudi 7 avril.

● CYCLISME : Paris-Camembert. — Laurent Fignon, déjà vainqueur cette saison de Milan-San-Remo, a gagné, le mardi 5 avril, la course Paris-Camembert en devançant Bruno Cornillet de 56 secondes à l'arrivée à Vimoutiers.

Noûvel appel à la lutte armée du mouvement séparatiste basque Iparrretarrak

L'organisation séparatiste basque Iparrretarrak a lancé, le lundi 4 avril, un nouvel appel à la lutte armée contre l'Etat français, à l'occasion du « jour de la patrie basque » (« l'Abertze Eguna »).

Dans un texte parvenu mardi matin à l'AFP à Bayonne, le mouvement clandestin demande que « chaque abertzale [« patriote » basque] s'investisse dans la lutte pour que vive notre pays et notre peuple et particulièrement dans le soutien et la participation à la lutte armée ».

« Le peuple basque, poursuit le texte, dominé par la force, asservi par l'Etat et ses serviteurs, né dans son existence, bafoué dans ses droits, vit aujourd'hui des moments terribles ponctués par une répression tous azimuts orchestrée par le pouvoir parisien. »

Ce communiqué est le premier de l'organisation — dissoute le 15 juillet 1987 — depuis l'arrestation, le 20 février dernier à Boucau (Pyrénées-Atlantiques), de son chef présumé, Philippe Bidiart, ainsi que de quatre autres membres d'Iparrretarrak.

FAITS DIVERS

Dans le Vaucluse

Disparition d'un enfant de trois ans

Un enfant de trois ans, Raphaël Herrig, fils d'un informaticien parisien, a disparu, le dimanche 3 avril, vers 12 h 30, alors qu'il cherchait des œufs de Pâques dans le jardin de ses grands-parents à Castellet (Vaucluse). Mardi soir, les recherches étaient restées vaines malgré l'intervention des pompiers, gendarmes et militaires de la région, aidés par des chiens spécialisés. Un ratisseur systématique du village et celui d'un périmètre de 12 kilomètres aux alentours ont eu lieu sans aucun résultat.

Les parents craignent, semble-t-il, un enlèvement, bien qu'aucune demande de rançon n'ait été jusqu'à présent formulée. Les enquêteurs ne négligent aucune piste, tout en penchant pour la thèse du rapt.

● Un malfaiteur blessé par des policiers à Paris. — Un homme, soupçonné d'avoir commis un vol dans une pharmacie à Paris (19^e), a été sérieusement blessé, le lundi 4 avril, par des policiers lors de son interpellation. Selon les policiers, ce dernier, Seradjine Seddik Bouzard, trente-deux ans, et avait menacé avec un revolver de calibre 22 long rifle approvisionné et un des policiers « s'il faisait usage de son arme à deux reprises, faisant mouche ».

Bouzard venait d'attaquer, avec son arme, une pharmacie située 34, rue Marc-Dormoy, où il avait notamment dérobé une somme de 1 300 francs et des médicaments. Il a été admis à l'hôpital du Val-de-Grâce, blessé à la poitrine et à l'abdomen.

Dulcie September ne représentait aucune menace et n'était pas importante ». En revanche, a-t-il ajouté, « il est clair que l'ANC est en proie à des luttes intestines et qu'elle a parfois recours, pour les résoudre, à l'élimination physique ». Selon le ministre de l'Information, Dulcie September « n'était pas quelqu'un de très efficace » et « faisait obstacle à des gens plus radicaux ».

Sur l'état des relations franco-sud-africaines, le porte-parole de M. Botha a déclaré : « La France a toujours été pour nous un pays important et nous nous efforçons constamment d'améliorer nos relations avec elle ». Le *Canard enchaîné* du 6 avril précise que, le 12 mars dernier, lors d'une escale à l'aéroport de Roissy, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a rencontré une « délégation » française, composée de M. Michel Roussin, chef de cabinet du premier ministre, de l'un de ses collaborateurs officiels, M. Jean Yves Ollivier, qui, selon l'hebdomadaire, « est au mieux avec l'Afrique du Sud », et de deux proches collaborateurs de M. Jean-Bernard Raymond : M. Jean David Levitte, directeur adjoint de cabinet, et Jean-Marc Simon, chargé des problèmes africains.

« Une forte présomption »

Aux Etats-Unis, des représentants de l'ANC ont déclaré, mardi, avoir été avertis par le FBI qu'ils pourraient être la cible de commandos sud-africains. Selon le représentant du mouvement anti-apartheid à Washington, M. Dumi Matabani, les agents fédéraux l'avaient contacté en septembre 1987 pour lui dire qu'ils avaient « une forte présomption » quant à la pré-

sence d'un commando sud-africain aux Etats-Unis. « Ils m'ont dit qu'ils tenteraient de le stopper, et d'être prudent », a-t-il ajouté. M. Themba Ntinga, représentant de l'ANC à New-York, a assuré avoir reçu des mises en garde identiques du FBI. Un porte-parole du FBI s'est refusé à commenter ces déclarations, précisant seulement que la Sécurité fédérale américaine « se devait de signaler aux parties concernées toute information [...] sur d'éventuelles violences ou pertes de vies humaines ».

A Londres, les services de police britanniques n'ont « ni confirmé ni démenti » l'information publiée, mardi 5 avril, par l'*Humanité*, selon laquelle les services secrets anglais avaient signalé à leurs homologues français la présence d'un agent sud-africain à Paris, deux jours avant l'assassinat de Dulcie September, et qui se nommerait Dick K. Stoffberg. En revanche, à Paris, M. André Giraud, ministre de la Défense, a assuré que la DGSE, le service de renseignement français, ne possédait pas d'informations impliquant des agents sud-africains dans le meurtre de la représentante de l'ANC. « Si la DGSE avait eu de telles informations, elle me les aurait fait connaître, et elle ne m'a rien transmis de tel », a affirmé M. Giraud devant le club de la presse du Cercle France-Pays arabes.

Enfin, une publication hebdomadaire française, *la Lettre de l'océan Indien*, affirme, dans son numéro daté 2 avril, qu'un ancien conseiller technique du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, a joué, par le passé, le rôle d'agent des services secrets sud-africains en France. Selon cette lettre hebdomadaire, cet homme, dont l'identité n'est pas dévoilée, « aurait donné l'ordre formel, il y a quelques mois, aux services compétents de ne pas renouveler le titre de

ORIGINES D'ISRAËL
Géographie d'Israël

Géo d'Avril. En vente dès aujourd'hui.

ANNIVERSAIRE D'ISRAËL

40 ans d'Israël, par la force et la foi.

BICENTENAIRE DE BUFFON

Moi, Comte de Buffon, j'ai 280 ans et 100 ans d'avance sur Darwin.

PASTEURS TÉLÉ-STAR

USA : question télé, la Religion rapporte.

Ét également dans Géo :
 ● Un grand dossier sur Singapour. ● La Camargue à fleur d'eau.
 ● Les fêtes rituelles des indiens Wayanas. ● Le Tibet, otage de la Chine.

سكزا من الاجل

صحة من الالعمل

Société

« Une journée mondiale sans tabac » La fumée des autres

A l'occasion de son quarantième anniversaire, l'OMS (Organisation mondiale de la santé) organise, le jeudi 7 avril, la première « journée mondiale sans tabac ». Diverses initiatives sont prévues en France, avec la collaboration de nombreuses radios et de chaînes de télévision.

« Le tabac tue », c'est bien connu. Cela n'empêche pas les Européens de griller plusieurs centaines de milliards de cigarettes chaque année, abîmant leurs poumons et enfumant allègrement leur entourage. Pas si allègrement que ça, à vrai dire... Le rapport de forces entre

entreprises rivalisent d'imagination pour protéger les non-fumeurs. Quitte à sombrer parfois dans le ridicule : une firme de Pennsylvanie ne passe-t-elle pas le zéro jusqu'à vouloir licencier les salariés fumeurs (*Le Monde* du 4 mars) ?

Plus sérieusement, la ville de New York applique, depuis le 6 avril, une nouvelle — et draconienne — réglementation anti-tabac. Il faudra désormais aménager des zones non-fumeurs dans les hôtels, les restaurants (de plus de cinquante places) et même les bureaux (de plus de quinze employés). Certaines entreprises, comme l'Associated Press, se sont simplifiées la vie en interdisant carrément la cigarette dans leurs locaux.

diminuer ensuite grâce à la « loi Veil » du 9 juillet 1976 qui interdit de fumer dans certains lieux publics et réglemente la publicité pour le tabac. Malheureusement, cette loi a été entrecoupée de divers côtés. Résultat : la courbe remonte depuis 1982.

Les Français ne sont pas plus portés sur la cigarette que les Hollandais. Ils fument moins que les Italiens et les Allemands, beaucoup moins que les Espagnols, les Grecs et les Japonais... Mais les chiffres interdisent tout cocorico. Parmi les adultes, près d'une femme sur trois (30 %) et près d'un homme sur deux (46 %) consomment du tabac. Et ce sont les jeunes qui fument le plus.

Il suffit d'être présent à la sortie

A 14-15 ans, plus d'un jeune sur trois consomme régulièrement des cigarettes. Or chacun sait qu'il est d'autant plus difficile d'arrêter de fumer qu'on a commencé plus tôt. La question, aujourd'hui, n'est pas de punir les fumeurs mais de les aider éventuellement à renoncer au tabac et, surtout, à faire en sorte que les jeunes ne commencent pas à fumer.

Plus de 53 000 décès par an

Les méfaits du tabac ne sont plus à démontrer. Tout a été dit, ici même, sur ce « désastre sanitaire » par deux médecins éminents, les professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana (*Le Monde* du 3 septembre 1987). Faut-il rappeler que plus de cinquante-trois mille décès sont attribués au tabac chaque année en France ? Que les maladies qui y sont liées coûtent environ 40 milliards de francs à la Sécurité sociale ? Que le nombre de cancers du poumon a augmenté de plus de 40 % (alors qu'aux Etats-Unis, pour la première fois depuis ce siècle, ils sont en diminution chez les hommes de race blanche) ? Il est établi, d'autre part, que les fumeurs n'attendent pas seulement à leur propre santé : « la fumée des autres » est nocive, notamment pour les nouveau-nés dont les mères consomment du tabac.

Les cris d'alarme commencent à porter. A preuve l'incollable contre-attaque des professionnels, l'automne dernier. On a assisté, d'abord, à un curieux plaidoyer du PDG de la SEITA qui allait jusqu'à souligner « les effets favorables du tabac » (« *Le Monde Sciences-Médecine* » du 30 septembre 1987). Puis à des pages entières de publicité dans les journaux sur le thème : « Soyons tolérants » (envers les fumeurs).

Après bien des atermoiements, le ministre de la santé, M^{me} Michèle Barzach, a fini par conclure un accord, le 3 décembre 1987, avec les principaux fabricants de cigarettes. Ceux-ci ont pris trois engagements : hausser progressivement le prix du tabac d'ici au 1^{er} janvier 1993 pour combler l'écart entre les prix pratiqués en France et dans les autres pays européens ; réduire de 20 % en six ans la teneur moyenne en goudron des cigarettes ; ne plus faire d'affichage public en

faveur des brquets ou des allumettes (c'est-à-dire de publicité détournée pour les cigarettes). Celle-ci commença, en revanche, dans les salles de cinéma, disputant la palme aux annonces — moins hypocrites mais tout aussi scandaleuses — en faveur de la bière. Il est vrai que, selon le PDG de la SEITA, les centaines de millions de francs consacrés chaque année en France à la publicité pour le tabac n'ont... pas pour effet d'en augmenter la consommation !

La journée de jeudi sera marquée en France par une série d'initiatives originales : entrée libre et gratuite dans les centres anti-tabac d'une trentaine de villes ; signature d'une « charte des non-fumeurs », parrainée par des

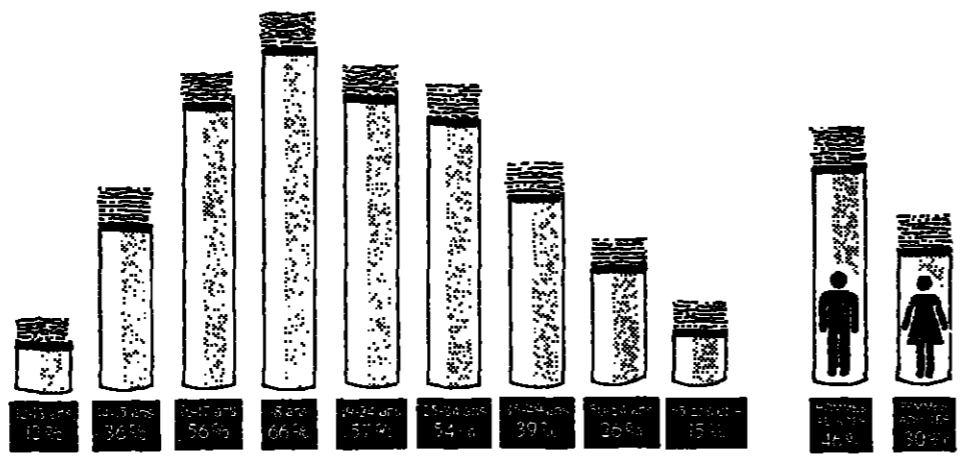
plus ça ». Un souhait à défaut d'être un constat.

La publicité pour les cigarettes — au cinéma comme dans les magazines — est terriblement plus efficace. Comme le soulignait un rapport d'experts, remis à M^{me} Barzach en septembre 1987, cette publicité « associe au tabac le message du succès, du plaisir, du sport, de la liberté, de la beauté et de la sexualité ». Il n'est pas sûr que le meilleur moyen de la combattre — et de dépenser les deniers publics — soit de consacrer d'autres budgets, plus faibles, pour produire d'autres messages publicitaires, forcément moins agaçants.

Les candidats à l'élection présidentielle ont été invités à se prononcer sur

Le POUV

Une majorité de jeunes



Pourcentage des fumeurs par tranche d'âge
Pourcentage des fumeurs par sexe
Pourcentages donnés par le Comité français d'éducation pour la santé.

fumeurs et non-fumeurs est en train de changer. La mauvaise conscience des uns s'ajoute à l'agacement grandissant des autres et contraint les pouvoirs publics à agir.

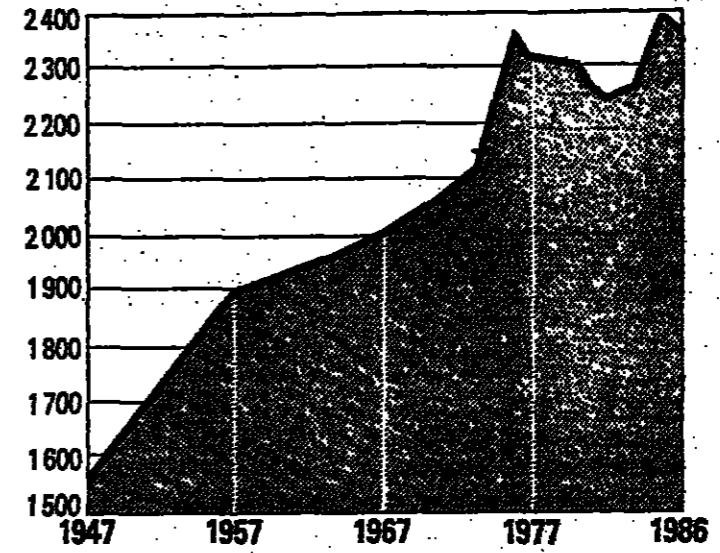
Pas de demi-mesure au Canada où la publicité pour le tabac sera totalement interdite à partir du 1^{er} janvier prochain. Aux Etats-Unis, les pouvoirs locaux, les fondations privées et les

L'efficacité des campagnes anti-tabac n'est plus à démontrer. Aux Etats-Unis, le pourcentage d'hommes fumeurs est tombé de 53 % en 1964 à un peu moins de 30 % l'an dernier. La Grande-Bretagne, pour sa part, a réussi à diminuer la consommation de tabac de 30 % en dix ans.

Et la France ? Entre 1950 et 1975, la vente de cigarettes a doublé. Pour

d'un lycée parisien, ou même d'un collège, pour se rendre compte dans quelle mesure les adolescents d'aujourd'hui ressemblent, de ce point de vue, à ceux d'hier ou d'avant-hier : ils ont changé d'aspect, de préoccupations, presque d'univers, mais « la clope » reste toujours le moyen par excellence de s'affirmer, d'entrer dans le monde adulte.

La consommation française



Consommation annuelle en France chez les personnes de plus de 15 ans (en grammes).

chanteurs et des sportifs ; invitation à ne pas fumer dans les taxis ; diffusion répétée, sur de nombreuses chaînes de radio et de télévision, d'un signal sonore incitant les fumeurs à ranger leur cigarette ou à l'éteindre... Les promoteurs de la campagne ont même pris le risque d'épouvaner la langue française pour se faire mieux entendre, avec un slogan-choc : « Le tabac, c'est

la publicité — et le parrainage — pour le tabac. On attend leurs réponses. Le temps n'est plus où un Guy Mollet ou un Georges Pompidou signaient sur toutes les photos avec une cigarette à la bouche. Aujourd'hui, les responsables se font violence pour ne pas apparaître ainsi à la télévision. C'est un progrès, ce n'est pas encore une politique.

ROBERT SOLÉ

(Publicité)

92 Chefs d'Entreprise d'Ile-de-France appellent à voter Chirac

1992,

beaucoup en parlent... encore faut-il vraiment s'y préparer. Sur le terrain, dans nos entreprises, nous faisons tout pour réussir sur le Grand Marché Européen.

■ Nous constatons que Jacques Chirac et son gouvernement ont su prendre les mesures nécessaires pour que les entreprises françaises soient plus libres et plus fortes. ■ Nous pensons que Jacques Chirac est un homme d'avenir ayant les capacités de continuer le redressement de notre économie, engagé depuis deux ans. C'est pourquoi nous prenons nos responsabilités et appelons à voter Jacques Chirac.

Jacques BALLEY (Zschimmer et Schwarz France)
Nicolas BAUMANN (B M et Associés)
Serge BELTRAMINO (Cofrad)
Gilles BENTIN (Bentel SA/Electricité)
Jean BOBIN (Techniques d'Automatisme)
Jean BOESPLUG (Guilleminot-Boesplugue/Papier photographique)
Eugène BOGDANSK (SIEB/Installations électriques)
Alain BONNERY (Constructions Métalliques de Provence)
Roger BRUNEAU (Transports Bruneau)
Marc CADILLON (Recrutement, fusion de sociétés)
Alain CAMMAN (Ancom Informatique)
Jean-Pierre CANDLET (Maisons Candet/ engineering, construction)
Pierre CASSAGNE (Groupe Flo)

Patrick CHAMPETIER de RIBES (Entrepreneur de peinture)
Jean-Pierre CHAUMET (Société de téléphone et de télécommunications)
Patrick CHAUSSE (Agence de communication)
Jean-Loup CHEREL (Assimil S.A.)
Jean-Pierre CHILOT (Imprimeur)
Michel CLOUET (Tréficable-Pirelli)
Olivier COLAS (Société de Chauffage Urbain)
Raoul COLLET (Manuelas/Construction électrique)
Alain DAMIANI (Matman)
Michel DARRAS (Enseignes-décoration de France)
Jean DAUCHELLE (Président des Tapissiers de Paris)
Jacques DERMAGNE (Tapis et Moquettes de France)
Jean-Marie DISSIDI (Ameublement décoration)

Paul DUBRULÉ (Accor)
Philippe DUPUIS (Restauration, engineering, services)
Liliane FERARIOS (Société A.S.P.E./travail temporaire)
Bernard FRÉMONT (General Maintenance)
André FROGER (Commerce et réparation automobile)
Antoine de GALEMBERT (Sogeres/Compagnie Ferrière de Vichy)
Jean-Claude GARRABOS (Société Perver)
Jean GENETON (Entreprise de bâtiment)
Pierre GILSINGER (Société de construction mécanique)
Jean GRACIET (P M G conseil/amélioration de la productivité)
Bernard GRANGE (Tubasca)
Jean-Michel GRAPIN (Finunt/Négociation internationale)
Monique GRÉGOIRE (Société de parfums)

Bernard GRILLOT (Mobiliart)
Claude GUTTMANN (Agence Publ-Bios)
Mlle GUIRAUD (Société industrielle)
Louis HAUSER (Production d'acier spécial)
Paul HERY (Réalisation de moulages plastique)
Jean-Charles INGLESI (Primagaz)
Setna KALIFA (B.C.B.G./prêt à porter)
Jean-Claude KERVINOT (Télécommunication)
Yves LAFERRIERE (Global Leverage/bâtiment)
William LAJOIE (S.P.M./machines à allumettes)
Michel LAUTE (A.E.T./77/bureau d'études bâtiment)
Jean LECORINTE (Grand Garage de Levallois)
Bruno LEFEBVRE (Ets Lefebvre)
Jean-Pierre LEFEBVRE (Société de véhicules industriels)

M. LEROY (Société d'optique photo)
Jean-Luc MAHIETTE (Groupe agro-alimentaire)
Patrick MANTEAU (Société de négoce)
François MARC (Iveco-Unic)
Christiane MARILLER (Adesol)
Michel MARTIN (Concession automobile)
André MARTINAUD (Courtier en assurances)
Alain MEUR (Groupe A. Meur)
Michel MIGNARD (Gestetner)
Hervé de MONTALEMBERT (Peinture-décoration)
Jean-Baptiste MONTAUT (Audio-Marketing Power/conseil.marketing)
Jean MOREL (ISA Morel international)
Michel MUSETTI (Bâtiment)
Christian NAREZO (Elsat/électronique)

Serge NEDEL (Sodexam/société d'impression)
Jean NOURISSAT (Entrepreneur en bâtiment)
Yves PASTEUR (Société d'équipement automobile Solex)
Jean-Michel PEROUX (Micro-informatique)
Hervé de PESCARA (SIV RAI/Rubris adhésifs industriels)
Claude PETIT (Plastique nucléaire)
Denis POTIER (Point Bleu/Agence de publicité)
Jean RAVEL (Palais des Congrès)
Jean RAVET (Société Diéle)
Paul RIVALLIN (Agro-alimentaire)
Jean-Paul SAINT-GILLES (Gestion immobilière)
Francis SAMSON (Concession automobile)
Patrick SELLIER (Agent de change)

Michel SOUFFLOT (Technistage)
Jacques TALMANT (Spécitube)
Yves TAYSSIER (Coteba/Bâtiment-management)
Jean-Claude THOER (Thoor/fleurs, plantes)
Jacques THOUZÉ (TZ service)
Raphaël TRAN VAN (Fabrication d'instruments de mesure)
Jean-Paul VASLIN (Agence conseil en communication)
Jacques VERLEY (Agence de publicité)
Antoine de VILLEPOSSE (Coca-Cola)
Roland VULPIAT (Société de production électronique)
Jean-Claude WARTEL (Warfel Conseil conseil d'entreprises)
Gérard ZEAU (Agence de presse)

Cette publicité est commandée par l'ensemble des chefs d'entreprises signataires de l'appel

Pour nous c'est Chirac !

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Longue vie à la Signora », d'Ermanno Olmi

Le pouvoir de la dame en noir

Il ne se passe rien pendant un mystérieux repas offert à une élite cosmopolite par une vieille femme voilée. Mais on est envoûté par les images de cette parabole sur le pouvoir où Ermanno Olmi compose un magistral ballet de maîtres et de valets.

COMME des petits poucets qui viennent de se jeter dans la gueule de l'ogre, les six apprentis serviteurs, quatre garçons et deux filles, arrivent dans un palais, aussi mystérieux et menaçant qu'un château de conte de fées, perdu dans une contrée montagneuse. Bons élèves d'une école hôtelière, ils vont avoir l'honneur de participer au grand dîner annuel qu'offre la Signora, omnipotente marquise de Carabas (qui d'abord n'apparaît pas) à une élite cosmopolite que l'on devine, piétinant d'impatience derrière les portes closes et les paravents de verre opaque, dont on teste les vertus pare-

Les adolescents sont ébahis, surtout le plus myope, le moins joli, le plus timide d'entre eux, Libenzio, auquel Ermanno Olmi va s'attacher, va nous attacher jusqu'à nous faire vivre à travers son seul regard, apparemment naïf, mais bientôt incurablement lucide, une impitoyable soirée. Avant de dresser l'immense table en fer à cheval, on dressa d'abord les jeunes extras, et les dictais de la hiérarchie ancillaire leur sont révélés dans toute l'étendue de leur implacable mesquinerie. Puis les convives sont lâchés, immédiatement humiliés à leur tour par la place, plus ou moins éloignée de la Signora, qui leur est assignée. L'énigmatique hôteesse peut alors faire son entrée. Belle et repoussante comme la mort, tout de noir vêtue, immatérielle sous les voiles qui masquent son visage déchiré, elle préside, assise dans un fauteuil aussi solennel qu'une sedia gestatoria. Elle est la puissance, et la puissance est terrifiante. Aspirant quelques gouttes de champagne avec une paille en or, elle observe ses invités à la jumelle. Sont-ils ses employés ?

Ses associés ? On ne le saura pas exactement. Et d'ailleurs, on ne verra rien de plus que ce qu'on voit là : ce repas. Les plats se succèdent. Libenzio observe. Le bouillon où surgent quelques grenouilles aux cuisses pâles précède le monumental barracuda, cambré comme un triton mythique sculpté par Le Bernin. Peu à peu, par éclats brefs, hasardeux, intempestifs, on pénètre dans l'intimité de certains hôtes de la Signora : ce n'est plus un dîner de têtes, mais un souper d'âmes pourrissantes, de spectres amers encore ternis de frustrations, de jalousies mortelles. Epoux moimés, amants clandestins, courtisans serviles, fils rebelle, lèvent leur verre et crient : « Longue vie à la Signora ! » C'est sinistre et décapitant. Grâce à un ingrédient revigorant, inédit dans l'œuvre rare et exemplaire d'Ermanno Olmi : la méchanceté. Le plus étrange est qu'il ne se passe rien au cours de ce banquet sarcastique dont Olmi est le commandeur, et qui a la lenteur inflexible des rêves. Mais pour peu qu'on y consente, qu'on ne résiste

pas, qu'on se laisse envahir par la stupeur innocente qu'éprouve Libenzio devant la valse triste des pantins mandibulaires, on est littéralement envoûté par ce film qui parle peu, pour ainsi dire pas, qui raconte tout avec des images comme savait autrefois faire le cinéma. Des images magistralement chorégraphiées, d'une précision et d'une fantaisie merveilleuses, ballet ritualisé des tire-bouchons et des sorbets, des maîtres et des valets, des dominants et des dominés, animé par une troupe de comédiens aux visages goyesques et aux talents soudés. Ermanno Olmi, chrétien et militant (la réciproque est vraie), a un vieux compte à régler avec le pouvoir, les pouvoirs. Et la compassion la plus fraternelle, la plus personnelle, pour les aliénés de la société, les enfants notamment, que le travail arrache bien trop tôt à l'insouciance. Ce fut son cas à l'âge de quinze ans. Ce fut le thème d'un de ses premiers films, *Il Posto* (*L'Emploi*), en 1961. C'est à nouveau, sous couvert d'une nourriture métaphore, le



Libenzio, le jeune héros.

ceur même de *Longue vie à la Signora*. A l'aube, notre petit héros subalterne, qui a tant vu derrière ses lunettes en une seule soirée, tant éprouvé de sentiments aigus et contradictoires, s'éveille auprès de ses compagnons encore endormis. Un désir péremptoire de fuir le saisit. Une allégresse

intense le précipite hors les murs de sa luxueuse prison, il fuit, il court. « Cours, petit, lui dit Olmi, ta jeunesse est pour un instant encore la plus forte. Cours, petit, plus jamais le soleil du matin ne te paraîtra aussi tiède. Tu es libre, Libenzio, cours. » Et soudain, nous courons avec lui. DANIELE HEYMANN.

Rencontre avec le réalisateur

Non loin de Venise, au pied du massif alpin, un artiste fait son miel, un cinéaste ses films, Ermanno Olmi travaille. Seul, à sa table de montage, dans sa maison-studio d'Asagio, ou bien avec ses amis et ses « élèves » d'Ipotesi Cinema, un institut qu'il a créé, en 1982, pour partager avec tous ceux qui le veulent vraiment son histoire, sa vie, sa passion. A Bassano-del-Grappa, un moment passé avec le maestro.

ENFIN, les collines pierreuses viennent à bout de la plaine vénitienne. Bassano-del-Grappa, petite ville qui garde la route des Alpes. Non loin de là, à la fin des années 60, est venu s'installer Ermanno Olmi, Bergamasque qui un père cheminot avait élevé à Milan, dans une banlieue ouvrière. Là, il a créé, avec l'aide du maire de la ville, un institut d'apprentissage des métiers du cinéma, un lieu d'expression très ouvert, un laboratoire de recherches poussées, Ipotesi Cinema. Le cinéaste tant de fois récompensé n'a pas envie, d'emblée, de parler de lui mais bien plutôt du lieu, de l'institut, de son « école ». « J'ai créé Ipotesi Cinema en 1982 parce que j'avais rencontré Paolo Valmanara, critique, producteur de la RAI et de certains films de Fellini, qui avait comme moi l'envie de fonder un endroit où ceux qui le veulent vraiment pourraient faire l'apprentissage des métiers du cinéma de manière professionnelle et non conventionnelle, confie Ermanno Olmi. En juillet 1982, j'ai répondu à tous ceux qui m'avaient écrit pour les convier ici et discuter avec eux. L'institut est né comme ça et n'a donc rien d'une école traditionnelle. Il n'y a ici ni horaires ni programmes préétablis. La pédagogie repose sur une règle simple : apprendre à faire du cinéma. Tout est basé sur l'activité créatrice et la critique immédiate de cette activité. Les élèves ne réalisent pas des exercices mais des films qui sont produits et diffusés par la RAI ou commandités par des producteurs privés. Il y a bien quelques enseignements théoriques mais ils sont aussitôt confrontés à un travail concret ou à l'expérience de professionnels.

« Tous ceux qui sont ici sont d'emblée mis à l'épreuve. Je veux qu'ils se regardent cheminer. Je veux aussi qu'ils aient une réelle conscience de l'importance de la valeur morale de leur travail et qu'ils assument cette responsabilité morale. Aussi font-ils l'apprentissage de la valeur d'une œuvre, de sa signifi-

heures programmées par deux fois sur la RAI, en 1985 et en 1986. Ces jours-ci, Ipotesi Cinema tourne à plein régime. Dans le bureau de Toni de Gregorio, directeur de l'institut, les murs sont couverts des projets en cours : onze courts métrages pour la RAI, cinq moyens métrages commandités par le privé et cinq des cinq premiers longs métrages mis en chantier par les jeunes professionnels de l'institut.

L'apprentissage de la fidélité

« Nous avons déjà formé une vingtaine de professionnels qui travaillent désormais dans le métier, dit Ermanno Olmi. L'un d'eux est le monteur de mon prochain film. Une dizaine d'entre eux ont, à des postes divers, travaillé avec moi sur *Longue vie à la Signora*. Nous avons la possibilité d'accueillir en même temps soixante personnes environ qui disposent de nos trois tables de montage, de nos deux caméras, de plusieurs studios de mixage et de sonorisation. Ceux qui le veulent peuvent habiter ici, dans notre centre d'hébergement, contre une petite somme d'argent. Car tout le reste est payé par la vente des travaux

des « élèves », et grâce à la commune de Bassano qui a mis les locaux à notre disposition. Nous avons aussi été aidés par les donations de Kodak, Olivetti et de trois banques locales. Ainsi a pris corps quelque chose qui n'était pas prémédité, cet institut où je n'ai pas d'autre but que de donner à des jeunes talents une certaine confiance dans l'appareil productif et de leur apprendre la fidélité à eux-mêmes. Cette philosophie simple fonde également le travail d'Ermanno Olmi, depuis son premier long métrage, *Le temps s'est arrêté*, en 1959, jusqu'à *Longue vie à la Signora*, qui sort aujourd'hui en France après avoir reçu un Lion d'argent l'an passé à Venise. « Ce film est une parabole, explique le metteur en scène, car, à la différence d'une fable qui transfigure la réalité dans le fantastique, *Longue vie à la Signora* décrit une réalité qui assume des valeurs emblématiques et exemplaires. Vingt-cinq années plus tard, il rappellera les thèmes de mon premier succès public, *Il Posto*, où l'on découvrait le parcours d'un jeune homme qui entrerait dans le monde du travail, ce moment très particulier de la vie où l'on abandonne l'enfance pour commencer d'assumer ses responsabilités dans l'appareil productif. Cela se passait en

ville, dans une grande usine, dans la réalité sociale et politique du Milan du boom économique, un moment historique. Aujourd'hui, j'ai vingt-cinq ans de plus, j'ai eu le temps de m'interroger sur les rapports entre les gens et sur la signification du pouvoir. Je n'ai pas voulu enregistrer à nouveau une réalité mais suggérer une lecture de cette réalité. Il y a bien dans *Longue vie à la Signora* une part de réalisme, des gens qui mangent et d'autres qui les regardent manger, des gens qui sont assis et d'autres qui, debout, les servent, mais j'ai voulu aller plus loin, à l'intérieur du monde du pouvoir et mettre en valeur des distinctions certaines. Je suis persuadé, sans en avoir les preuves, que le pouvoir est la pire chose qu'un être puisse posséder car, dans les faits, c'est le pouvoir qui possède les êtres. Si, une nouvelle fois, j'ai voulu dire aux enfants les joies de passer à l'âge adulte, et aussi la douleur, le traumatisme de l'abandon du cocon familial, cette tragédie, j'ai voulu leur faire aussi quelques recommandations. Nous sommes à un moment très délicat, au seuil d'une nouvelle période. Un type de culture, un monde traditionnel et rural, est en train de dis-

paraître pour une nouvelle société où prévaut la technologie. Mais cela est très douloureux car nous sommes encore liés à la terre, sans être plus l'homo-ruralis et sans être encore l'homo-technologicus. La classe dirigeante italienne, qu'elle soit culturelle, politique ou économique, est en totale inadéquation avec ce moment historique. *Longue vie à la Signora* est sans doute pour cette raison le film le plus dur que j'ai écrit contre la bourgeoisie car elle a une fonction historique et sociale énorme : plus haut est le niveau de responsabilité, plus grave est la faute. La situation actuelle me fait penser à ces gens qui achètent des voitures de sport ultrarapides : ils peuvent faire du 220 kilomètres à l'heure à peine sortis du garage sans avoir aucun des réflexes d'un pilote de course. Je préfère réfléchir calmement à la conception d'un être spatial qui combinerait les qualités de l'homo-ruralis et de l'homo-technologicus. Pour nourrir sa réflexion, Ermanno Olmi a tourné l'automne dernier à Paris un nouveau film inspiré, pour la première fois, d'une œuvre de l'écrivain Joseph Roth, *La Légende de saint Baveur*. « Je n'aurais jamais fait ni voulu faire d'adaptation, explique Ermanno Olmi. Mais ce livre est aussi fort et émouvant que *La Mort à Venise*, de Thomas Mann. Il parle de la mort. Cela m'a rappelé la peur que j'avais eue lors de ma maladie. A la fin, je n'ai pas eu seulement l'impression d'avoir lu un beau livre mais j'ai ressenti une émotion indicible, une émotion qui ne m'a plus quitté et qui hante définitivement mon cœur et ma mémoire. » Et comme une émotion n'arrive jamais seule, Ermanno Olmi a pour l'occasion choisi de diriger pour la première fois des comédiens professionnels. Trois jeunes Français étaient du voyage, Sandrine Dumas, Cécile Paoli et Dominique Pinon, aux côtés de Rugger Hauer et Sir Anthony Quayle. Une belle distribution qui prouve l'acuité du regard du maestro sur son art et son goût intact pour de nouvelles, belles et authentiques aventures. OLIVIER SCHMITT.

« Tous ceux qui sont ici sont d'emblée mis à l'épreuve. Je veux qu'ils se regardent cheminer. Je veux aussi qu'ils aient une réelle conscience de l'importance de la valeur morale de leur travail et qu'ils assument cette responsabilité morale. Aussi font-ils l'apprentissage de la valeur d'une œuvre, de sa signifi-

MAYER 1988

50 000 prix de ventes

Estampes
Dessins
Aquarelles
Peintures
Sculptures

EN SOUSCRIPTION

EN SOUSCRIPTION JUSQU'AU 15 MAI 1988

50 000 prix (47 000 dans l'édition 1987)
12 000 artistes, anciens et modernes
1 300 ventes aux enchères publiques du monde entier
1 500 pages, 450 reproductions dont 40 en couleurs

BON DE COMMANDE

Envoyez m'adresser _____ exemplaire(s) du MAYER 1988 au prix de souscription de 870 F le volume + 30 F frais de port - (AU LIEU DE 990 F le volume + 30 F frais de port, à compter du 16 mai 1988)

Nom : _____

Adresse : _____

Règlement ce jour par C.C.P. à notre compte postal

"LIBRAIRIE BIBLIOTHÈQUE DES ARTS" N° 7610-53 M PARIS

ou par chèque bancaire.

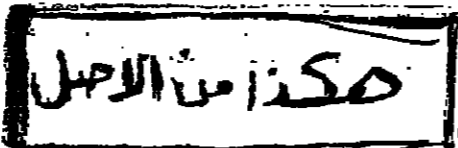
Toute commande de livres doit être accompagnée de son règlement

Signature _____

Bonne de commande, sous enveloppe, à retourner à :

LIBRAIRIE BIBLIOTHÈQUE DES ARTS,
3, rue Corneille 75006 Paris - Tél. : 46 34 08 62

« Tous ceux qui sont ici sont d'emblée mis à l'épreuve. Je veux qu'ils se regardent cheminer. Je veux aussi qu'ils aient une réelle conscience de l'importance de la valeur morale de leur travail et qu'ils assument cette responsabilité morale. Aussi font-ils l'apprentissage de la valeur d'une œuvre, de sa signifi-



صكنا من الاجل

CINÉMA

Faye Dunaway a tourné « Burning Secret »

Ça s'est passé à Marienbad

Faye Dunaway, Klaus Maria Brandauer et le jeune David Eberts viennent de tourner à Marienbad, en Tchécoslovaquie, Burning Secret, d'après Stephan Zweig. Premier film d'Andrew Birkin. La guerre des étoiles n'a pas eu lieu.

« WELCOME 10 Marienbad ! » Faye Dunaway entre en coup de vent dans le hall tout de marbre de l'Hôtel Esplanade et son « Bienvenue » semble teinté d'ironie. C'est dimanche, jour de repos, elle est habillée sport (négligé cachemire). Pas trace de maquillage et les quelques rides très fines au coin des yeux font de son visage l'un des plus intéressants cinématographiquement depuis que Lilian Gish et Claudia Cardinale ont eu quarante ans. Est-ce sa première visite à Marienbad? « Oui. » En Tchécoslovaquie? « Oui. » Elle aime? « Mouvais. »

En Tchécoslovaquie, Faye Dunaway tourne Burning Secret, film écrit et réalisé par Andrew Birkin (le frère de Jane). Tiré d'une nouvelle de Stephan Zweig, l'action se situe en 1919 et relate un triple rapport amoureux entre une mère, son fils et un baron à la sensualité mystérieuse (Klaus Maria Brandauer). David Eberts, un gamin de douze ans, est le fils.

David Eberts est un enfant du sérail - son père est l'un de fondateurs de la compagnie Goldcrest, - il a passé la moitié de sa vie sur des plateaux de tournage.

« Mon père étant dans la production, tout ce que j'entendais dire à la maison, c'était : « Il faut qu'on trouve de l'argent pour ceci, il faut tailler dans le budget pour cela... »

« Mais je n'ai même pas dit à mon père que j'avais auditionné pour le rôle, je ne voulais pas qu'il prenne son téléphone et commence à appeler à droite et à gauche. »

La Marienbad d'Alain Resnais n'existe pas. Pas plus que la ville hantée par la femme aux yeux de jade de Barbara. Aucune séquelle de la guerre, aucun panneau publicitaire ne vient maculer l'architecture de Marienbad-Lazne, ancienne cité de l'Empire austro-hongrois.

« Cette architecture a pratiquement disparu d'Autriche », dit Brandauer. Il connaît relativement bien le pays : Vienne est à quatre heures de route, cer-

taines scènes de Colonel Redl ont été tournées là, ainsi qu'une partie de Hansussen, le nouveau film d'Istvan Szabo. « Le monde, le demi-monde et le grand monde venaient en cure à Carlsbad et surtout à Marienbad. De Frédéric Chopin au roi d'Angleterre. Il n'y a pas une maison dans la ville haute qui ne porte une plaque indiquant que Machin a séjourné ici. Rien n'a changé depuis quatre-vingts ans. »

Invité par le Festival de Rio il y a deux ans, Brandauer y rencontre Carol Greene, ancienne vice-présidente de la MGM, en charge de la production internationale. La jeune femme lui confie son intention de passer à la production indépendante, avec un scénario tiré d'une nouvelle de Stephan Zweig - Faye Dunaway a déjà donné son accord. Brandauer accepte.

Il y eut déjà, en 1933, un autre Burning Secret, réalisé par Friedrich Kohner. Le film sortit juste au moment de l'arrivée au pouvoir des nazis qui, le lendemain de la première, exigèrent l'élimination de tous les noms juifs du générique - Stephan Zweig, Friedrich Kohner - avant de le frapper d'interdiction totale. Kohner réussit à en faire partir en contrebande une copie qui s'en est allée pourrir dans les coffres de la MGM. Non sans

que, par d'autres voies mystérieuses, en fût faite une vidéo qui, par d'autres voies non moins mystérieuses, aboutit à Vienne dans les mains d'un collectionneur - lequel, un jour, la monta à l'une de ses amies, Karen Brandauer, épouse de Klaus Maria. Le monde est petit.

Dans les années 50, plusieurs cinéastes s'intéressent à la nouvelle de Zweig, dont Stanley Kubrick. Le projet ne prend pas corps, sinon dans la tête d'Andrew Birkin, collaborateur de Kubrick sur 2001 : l'Odyssée de l'espace. Le monde est très petit.

« L'enfance et la mort sont mes deux sujets favoris. Le commencement et la fin. Et c'est l'histoire d'une perte, d'un passage. »

Commu surtout pour avoir collaboré au scénario du Nom de la rose, Andrew Birkin a longtemps travaillé pour la BBC. Il y a trois ans, un de ses courts métrages de fiction remporta l'oscar britannique et se voit nommé à Hollywood.

« Faire un court métrage, c'est nager dans le petit bassin. Entreprendre long métrage revient à se lancer du plus haut de la falaise sans autre bouée de sauvetage que l'équipe technique. »



Faye Dunaway et Klaus Maria Brandauer.

la nouvelle originale, le personnage de la mère est une femme indifférente. Ce qui m'attirait dans le scénario d'Andrew, bien que la fin n'en fût pas encore résolue, c'était l'intimité du rapport entre une mère et son fils.

manière de le dire. Comme s'il s'agissait non pas d'un ordre, mais d'une interrogation. Faye se remet en position. Autre prise. Elle se retourne... « Coupez. » « Pourquoi? » gémit-elle, comme blessée. C'était en train de monter! Reprise. Le problème semble être que Faye renâcle à gifler l'enfant. « Pas vraiment », réplique-t-elle pendant qu'on règle à nouveau les lumières. « Je crois qu'il s'agit plutôt d'un réflexe pour écarter l'enfant. »

La tension monte. Et l'on se demande pourquoi, soudain, Brandauer fait tel ou tel geste, prend tel ou tel temps, s'il s'ennuie à périr ou fait simplement n'importe quoi pour en finir. « Non, ce serait une erreur, réplique-t-il. Parce que ça se verrait à l'écran. N'a-t-il pas l'habitude de réalisateurs plus... directs? Il réfléchit un instant. « Je préfère un vrai dialogue. De plus, je ne sais pas très bien recevoir des ordres. »

Au vu des rushes, on comprend pourquoi Birkin paraît peu directif sur le plateau : son travail sur les comédiens s'est fait avant, et dans une brève indication chuchotée entre deux répliques.

Dunaway-Brandauer. Un rêve de producteur qui peut s'avérer un cauchemar pour le réalisateur. Birkin a établi avec chacun d'eux - séparément - un rapport étroit. La star war que tout le monde espérait a failli avoir lieu. Le plateau est une jungle, les fauves veulent, d'entrée, marquer leur territoire, instaurer la règle du jeu. Leur règle.

Dès la première semaine de tournage, la rumeur partie d'on ne sait où fit en deux jours la traversée aller-retour de l'Atlantique : si le plateau est fermé, c'est parce que les deux stars ont dégainé les poignards. Carol Greene découvre qu'être productrice, c'est aussi être infirmière, confidente, bureau des pleurs, et présidente de fan-club. Elle ne nie pas les difficultés initiales de mise en place. « Ça s'est arrangé. Ils sont tous deux très intelligents, parfaitement capa-

bles de comprendre le point de vue de l'autre. »

Brandauer est à la fois pratique et philosophe. « C'est comme un couple qui sort de la cérémonie de mariage. Vous ne savez pas ce que sera le mariage, mais vous faites en sorte qu'il fonctionne. C'est un métier où l'on doute constamment : le message est-il passé? Ai-je frappé la note juste, donné la couleur juste? Malheureusement - ou heureusement, je ne sais pas - je reste en constant rapport de travail avec mon personnage et ça me rend limité sinon obtus. Faye ne me doit rien, je ne lui dois rien, elle et moi devons tout à nos personnages respectifs et au travail à faire ensemble. »

Par tempérament, Faye est une solitaire. Plus encore quand elle travaille. « C'est vrai, j'ai dû tout à l'heure changer de scène pendant un tournage », confirme-t-elle. Brandauer est plus grégaire : « Ça me correspond, donc je le fais. »

La caméra est perchée à flanc de colline. Il acige. C'est le milieu de la nuit. David est, en larmes, il vient de surprendre sa mère dans les bras du baron. Il dévale en courant la colline vers l'hôtel, glisse sur la neige en train de geler, évite de justesse les traîneaux qui amènent les clients du réveil, effraie les chevaux, fonce dans le hall de l'Esplanade. « Coupez! » David revient sur le Perron et regarde en direction de la nuit.

« Andrew, ça ne va pas. » La voix de Birkin, dans le noir, trahit son sourire. « Je sais. » David incline la tête sur le côté : « On ne t'a pas prévenu qu'il ne faut jamais travailler avec des enfants et des animaux? »

« Il a douze ans, cet enfant? groumelle un technicien. Soixante-douze, oui! »

Pourquoi un tel film aujourd'hui et en quoi pourrait-il intéresser le public de Fatal Attraction? La réponse d'Andrew Birkin est, comme toujours, compacte : « Cela se passe en 1919, mais les thèmes de l'enfance, de la trahison amoureuse et de l'éveil sexuel sont éternels. »

HENRI BÉHAR.



David Eberts et Klaus Maria Brandauer.

Le plateau de Burning Secret paraît tendu. Les rumeurs ont fusé d'une guerre feutrée entre les deux stars - et au sein même de l'équipe, entre les Anglais (liste A), les Allemands (liste B), les Tchèques (liste C). Unis par le même déplorable café - mais servis à des tables séparées.

Dunaway et Brandauer ont rarement joué dans des premières œuvres. « Un hasard », dit Dunaway. « S'il est bien entouré, s'il a bien préparé son travail, s'il a une vision globale de son projet et sait ce qu'il fait, qu'un metteur en scène soit débutant me paraît secondaire. »

« Nous avons un rapport tout à fait normal », poursuit Brandauer. « Certes, je n'ai pas avec lui le passé commun que j'aurais avec un Istvan Szabo, mais on a tous nos bons et nos mauvais jours. » L'équipe installe un rail circulaire autour d'une table dans la grande salle de restaurant. Plan délicat, mouvement enveloppant de 360 degrés. Sans coupure. Dunaway, Brandauer, Birkin et Eberts répètent. La scène : un monologue de Brandauer, un long poème romantique - en allemand et en anglais - dont il se servira pour acheter de séduire le fils et, à travers lui, la mère. La salle est bondée de figurants en costumes d'époque - et soudain, tout prend son sens : l'architecture, les motifs aux murs, les moulures au plafond, c'est ainsi que ça devait être. Dunaway traversant la pièce, droite, élégante, aristocratique, flottant presque au-dessus des autres, rappelle Silvana Mangano dans Mort à Venise de Visconti.

Au départ, Faye Dunaway hésite à accepter le rôle. « Dans

Rapport dont une forme d'érotisme n'est pas exclue. »

Au cours de la scène, le baron regarde la mère et l'enfant et leur dit : « Vous pourriez presque être des amants. »

Dunaway a elle-même un fils de sept ans, et l'identification joue à plein.

Dans une première version, Brandauer était un ruffian de charme, simplement désireux d'ajouter une conquête à son tableau de chasse. « Un cliché. Au bout de dix minutes, vous aviez compris ; pourquoi rester dans la salle une heure et demie? » Comme Dunaway, il entreprend de donner un passé à son personnage. « Nous ne savons jamais exactement ce qui lui est arrivé pendant la guerre... Chacun dans ce triangle a visiblement un secret. Un désastre mental ou physique, ou les deux, qui lui a fait plus ou moins perdre la capacité de ressentir un rapport humain. »

Certaines scènes entre le baron et l'enfant semblent compléter le triangle amoureux. « Vous en avez parlé avec Klaus? demande Dunaway. Bonne chance! Il risque d'être surpris! - Il ne l'est pas. Tant mieux si ça demeure un soupçon, une incertitude! Mais une forme d'attraction est présente. »

Le plateau, exigü, est bondé. Une pièce étroite, une cheminée, un sofa. Brandauer et Dunaway s'embrassent. Il tente de pousser son avantage, elle murmure : « Non, non, je vous en prie, laissez-moi. » L'enfant entre brusquement, se lance à l'assaut du baron, qui sort. L'enfant s'approche de sa mère, elle se retourne et le gifle. « Coupez. » Andrew Birkin a une étrange

L'Art pour la Vie

300 œuvres d'art vendues au profit de l'Institut Curie pour son nouveau Centre de Recherche et de Soins

Exposition-vente Ecole Nationale Supérieure des Beaux Arts 14 rue Bonaparte 75006 PARIS Du 14 au 17 avril 1988 de 10 h à 19 h 30 Renseignements, Réservations, Achats des œuvres par téléphone : 45 33 80 80

INSTITUT CURIE RECHERCHE NEUROLOGIQUE TRAITEMENTS ONCOLOGIQUES

L'INSTITUT CURIE est une fondation privée reconnue d'utilité publique par décret du 27 mai 1923.

Monsieur M. Adresse

Soudainement recevoir le catalogue de l'exposition contre la somme de 50 F. Soudainement participer à la construction du nouveau centre de recherche et de soins et verser la somme de : 150 F. 300 F. 500 F. ou plus par chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'INSTITUT CURIE « L'Art pour la Vie » ou par virement postal à notre CCP 234 C PARIS

Courrier et envoi à adresser à : L'INSTITUT CURIE « L'Art pour la Vie » 26 rue d'Ulm 75005 PARIS.

Une fois dans l'ordre d'un reçu fiscal de l'INSTITUT CURIE vous permettant de le déduire dans la limite de 3 % de vos revenus imposables.

LA POLITIQUE MISE EN SCENE LA REVUE DU CINEMA EN VENTE DANS LES KIOSQUES

THÉÂTRE

« El Publico » de Federico Garcia Lorca à l'Odéon

Sous le sable bleu

Le théâtre, l'amour, la mort... Le Public, une pièce folle de Garcia Lorca que le Théâtre de l'Europe accueille en version originale dans la mise en scène de Luis Pasqual... Théâtre « sous le sable bleu » de la mémoire.

À l'Odéon, les fauteuils d'orchestre disparaissent sous du sable bleu. Un bleu à la fois profond et lumineux qui met en valeur les rouges et les ors des balcons. La rampe de sable ovale est entourée de sièges pour les spectateurs. Elle prolonge la scène, sur laquelle se succèdent des portants avec des rideaux, et, faisant face à la scène, il y a un fauteuil — celui du Directeur du théâtre, dans la pièce de Garcia Lorca, *El Publico*.

Montée par Jorge Lavelli, la pièce a inauguré le Théâtre de la Colline le 13 janvier 1988. Du 6 au 12 avril, le Théâtre de l'Europe, le présente, en version originale cette fois, mise en scène par Luis Pasqual, dans une production du Centre national de Madrid (le Monde du 3 avril 1987).

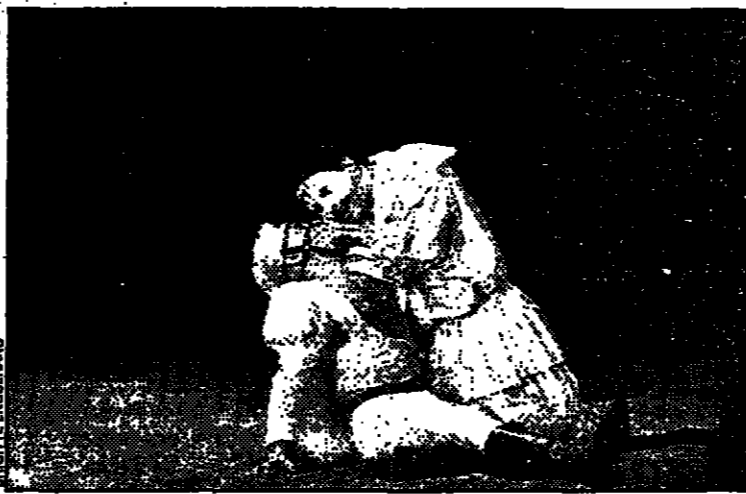
El Publico le Public fait partie de ces textes dans lesquels on se perd si on les lit, mais qui fascinent les hommes de théâtre parce qu'ils y trouvent la part d'énigme, de vérités fulgurantes autant que fuyantes pour lesquelles, justement, ils font du théâtre. Quel que soit le spectacle, il transmet quelque chose de très intime. C'est comme une confidence détournée qui atteint des histoires personnelles, les bouscule, et, à moins de se braquer, il est difficile de ne pas être touché.

« Garcia Lorca, raconte Luis Pasqual, disait que souvent, au théâtre ou au concert, les gens se sen-

taient coupables parce qu'ils, même s'ils sont intéressés, ils pensent à autre chose. Mais le théâtre et la musique sont faits pour ça, pour trouver des échos en chacun. Ses deux pièces préférées étaient *El Publico* et *Quand cinq ans seront passés*, qu'il définissait comme « théâtre impossible », à jouer dans trente ans, disant-il, quand les spectateurs et les acteurs seraient suffisamment préparés.

« C'est vrai que le texte d'*El Publico* n'est pas facile, même pour des comédiens espagnols. Je n'aurais pas pu le monter si je n'avais pas trouvé le personnage du metteur en scène (le Directeur du théâtre). Il est le double de Garcia Lorca, et doit dégager une grande force poétique.

« Avec Alfredo Alcon, nous avons d'abord travaillé seuls. En fait, nous parlions, sans arriver à nous accrocher au texte. Finalement, nous avons trouvé une clef, un langage commun qui nous a permis de comprendre comment fonctionnent les personnages. Il y avait des choses très bizarres, par exemple quand on dit : « Romeo pourrait être une pierre et Juliette un grain de sel, ils s'aimeraient encore. » Alfredo Alcon m'a raconté comment il avait été amoureux d'un fromage qu'on lui avait offert, comment il y pensait à chaque instant et revenait vite chez lui pour en manger un morceau, avec délice.



« El Publico », de Federico Garcia Lorca.

« Tous les personnages traversent celui du metteur en scène, ils en dépendent. Ils en sont les fantômes. La plupart des acteurs, je les connaissais. Juliette (Maruchi Leon), je l'ai trouvée dans la rue.

« Enfin, elle est venue me trouver un soir dans une discothèque où j'étais avec Nuria Espert parce qu'on nous remettait un prix. A la sortie, je vois cette jeune fille qui me dit qu'elle veut absolument me parler, qu'elle n'arrive pas à me joindre au téléphone, qu'elle sait que je monte *El Publico* et qu'elle en est la Juliette... J'étais tellement surpris ! Elle a passé une audition et elle avait

raison : elle est Juliette. Garcia Lorca a écrit *El Publico* entre 1931 et 1934, à un moment où il était en plein succès, ce qui le rendait malheureux. Il vivait parmi des gens comme Buruel, Dali, qui refusaient cette gloire, jugée facile, compromettante. Eux voulaient provoquer un bouleversement. Lorca cherchait la vérité. Ce qu'il appelle le « théâtre sous le sable », en opposition au « théâtre en plein air ». Qu'est-ce que ça veut dire exactement ? Pour moi, « plein air » évoque des images belles. Pour lui, une réception immédiate, sans engagement. Le mot a mal vieilli, mais lui s'est engagé totalement. Il écrit qu'il faut vivre au dedans du théâtre, ou le détruire... D'une certaine manière, il précède Artaud.

« Parfois je me demande, si pour être cohérent avec la pièce, on ne devrait pas renoncer à la mort. Comme Rubinstein dit qu'on devrait ne pas jouer certaines sonates de Mozart parce que toujours quelque chose vous échappera.

« Mais renoncer est impossible, comme si on était poussé par cette écriture de pulsion, de fièvre. L'étonnant est qu'il soit capable de ça, et qu'ensuite il écrive la Maison de Bernarda Alba, une pièce « bien construite », où il se cache à nouveau sous des masques, alors que, dans *El Publico*, il s'arrache les masques, quitte à s'arracher le cuir. La dernière scène explique tout, c'est un peu la fin de Hamlet. Quand on s'acharne à chercher la vérité, on trouve la mort... Garcia Lorca est un poète de la mort qui rit de la mort. »

COLETTE GODARD.

* Odéon Théâtre de l'Europe, 20 h 30, du 6 au 12 avril.

Hélène Vincent, joue « Père » de Strindberg

Vivante et bagarreuse



FRITZ VAN VAALEN / ZENITH

combat est inégal : la construction du rôle est une véritable machine de guerre ! Je revisite un territoire que je connais bien, puisque l'impossible harmonie entre un homme et une femme est un peu le cœur de la littérature dramatique. Mais parfois, on a envie de raconter que ça peut aussi aller très bien ! Comme chez les Le Quesnoy, à condition qu'on ne gratte pas trop sous la première couche. Hélène Vincent a adoré ce personnage dont elle dose savamment la déraison.

« J'ai travaillé comme pendant les premiers jours de répétition, au théâtre, sur la dynamique de l'improvisation. Sur ce qui vient, intuitivement, de manière très charnelle. J'ai appris intégralement le scénario avant le tournage, comme je le fais pour une pièce : c'est une façon de repérer le territoire dans lequel je vais évoluer, tout comme j'annotais mon texte de références, de souvenirs personnels, je colle aussi des bouts de romans, des photos. Ce qui m'a ensuite beaucoup aidée, c'est la construction physique du personnage : son apparence devait être cousue au petit point. Et quand vous vous croisez dans la glace avec une petite jupe droite, un petit chemisier bien repassé, un maquillage juste ce qu'il faut, c'est « l'autre » que vous apercevez et vous rentrez sur le plateau avec cette image. A partir de là, vous vous laissez aller à ce qui vous vient.

Le mot d'ordre d'Etienne Chatiliez était « Joie, joie, joie ! ». Il a beaucoup insisté sur le fait que Madame Le Quesnoy s'inscrivait dans une comédie. Ce qui impliquait, pour moi, de ne pas aller très loin dans la gravité. De jouer plutôt la fatigue de nerfs fragiles que la grande douleur. Mais j'ai tout de même essayé d'apporter un peu plus de tendresse que n'en contenait le scénario.

« Ce jeu tout à la fois réaliste, teinté d'une distance critique, vous l'avez acquis au contact de Brecht, que vous avez joué, à vos débuts, avec Jean-Pierre Vincent ?

« Certainement. Mais j'observe aussi beaucoup les gens, dans la rue. On survient des états de vie extraordinaires, qui provoquent les larmes, et le rire.

« Un rire souvent méchant !

« Le rire ne m'intéresse pas : la méchanceté n'apprend rien, elle existe qu'accompagnée de la haine. Mais tourner la vie en dérision, sans être fichée avec elle, ça oui ! Et saisir au vol un comportement physique est fondamental pour un comédien, parce qu'un jour ou l'autre ça servira. La première fois que j'ai joué dans un grand théâtre, c'était en 1969, *Tambours et Trompettes* de Brecht, au Théâtre de la Ville, dans la mise en scène de Vincent et Jourdeuil : un rôle burlesque. J'étais travestie en jeune homme,

pendant trois heures. L'apparence physique a été déterminante. Je venais répéter en petit jeans moulants comme les portaient les jeunes filles, à l'époque. Un jour, Jean-Pierre Vincent trouvait que je ne travaillais pas bien, il m'a lancé son imperméable, m'a dit « attache tes cheveux ! ». Le fait de me retrouver le corps noyé dans ce vêtement trop grand m'a libérée. Le masque, le travestissement physique a fait tomber ma pudeur.

Dans notre travail, les références à la peinture, à la photographie étaient aussi très importantes. Ce sont des choses que je n'ai jamais abandonnées. J'essaie toujours de retrouver un terrain plastique qui me renvoie au texte que je vais jouer. Pour Madame Le Quesnoy, j'ai regardé des albums de photos parues dans *Paris-Match* dans les années 50... Aborder ainsi un rôle par le travail sur le corps n'a rien d'extérieur. Si vous vous mettez à courir, le cœur bat plus vite, les mains, la nuque transpirent, et le texte vient sur une vibration sensorielle. Il y a un rapport dialectique entre l'investissement physique et la conception intellectuelle du rôle.

Germinal, le premier spectacle de Jean-Pierre Vincent au Théâtre national de Strasbourg, s'est construit pendant un mois entièrement sur un travail d'improvisation collective... A l'époque, j'ai eu du mal, car un des slogans, pour schématiser, s'apparentait au « non-jeu ». Mais a posteriori, je m'aperçois que j'ai appris énormément à ce moment-là. Y compris dans la façon de « se mouiller » son de suite à fond dans le jeu, sans se protéger.

C'est avec Jean-Louis Hourdin, pour *Liberté à Brême* de Fassbinder, que la complexité a été la plus immédiate. Dans la jubilation, l'énergie, la vitalité rayonnante qu'il attendait de mon personnage. Je crois que j'aurais du mal à travailler sur une rétenion absolue. Cela provient sans doute de l'origine de mon désir de théâtre, de l'envie que j'ai eue que le théâtre soit fendroit où ce qui est en moi « sorte » même si dans la vie je suis quelqu'un d'assez expansif.

Depuis 1962, vous faites du théâtre, et c'est le cinéma qui aujourd'hui vous apporte la célébrité. On se retourne sur vous dans la rue, on vous demande des autographes. Cela modifie votre vie de comédienne ?

« C'est, d'abord, pour le moment, un plaisir. J'ai une nouvelle proposition de film, que je vais accepter. Mais pour le reste, c'est plutôt moi qui suis en curiosité. Est-ce que cela va provoquer, chez les metteurs en scène, l'envie de me voir sur un terrain plus fantasmatique, humoristique ? Ce que je souhaite, car j'ai souvent joué des personnages douloureux, ravagés. J'ai fait le plein de larmes ! Il faut

que j'aille voir ailleurs. Peut-être pour retrouver des rôles dramatiques avec une imagination renouvelée.

« Dans une sorte de réalisme décalé ?

« Oui, ça résume assez bien. Autre chose : nous autres, acteurs, et c'est formidable, le temps joue avec et contre nous. Ce qui émane de nous influence sans doute les metteurs en scène. Pendant quelques années de ma vie, je n'ai pas, c'est certain, respiré le rayonnement.

« Vous parlez beaucoup d'énergie, de vitalité. Et vous en avez, semble-t-il, à revendre. Elle vous est naturelle ?

« Non. Même si j'ai toujours été très vivante et bagarreuse. Mais avec les années, je me suis rendu compte que la vitalité était une manière de vivre le malheur aussi bien que le bonheur. Très tôt, j'ai eu le sentiment que rien n'était acquis, qu'il fallait se battre. Les choses, par ma naissance, n'ont pas été faciles. J'étais d'un milieu simple, sans argent, avec l'humiliation qui l'accompagne.

Je me suis dit, jamais ça. Ma révolte d'adolescente était doublée de l'angoisse d'un avenir qui m'apparaissait bouché. Alors, une sorte d'énergie s'empara de vous. Vous savez qu'il ne faut pas se laisser aller. C'est une vérité, aussi, dans le métier de comédienne. Et je pense que sur un plateau, je mets le souvenir de ce combat. Je ne suis pas une dilettante...

ODILE QUIROT.

(1) Père, du 12 avril au 19 mai, au Théâtre de l'Est parisien.

Sa carrière n'a jamais été un long fleuve tranquille. Hélène Vincent — Madame Le Quesnoy dans le film d'Etienne Chatiliez — est une bagarreuse forgée à l'école du théâtre.

DES yeux bleus où pétillent une jeunesse, un sourire, traversés soudain d'éclats de dureté. Hélène Vincent est habitée d'un peu de cette lumière du Nord dont elle vient, et qu'elle aime. Les habitués des salles de théâtre la connaissent bien.

Elle a débuté en 1962, au lycée Louis-Le-Grand, avec Jean-Pierre Vincent, Patrice Chéreau. Depuis, elle a le plus souvent choisi les aventures du théâtre contemporain, joué, et parfois mis en scène, de jeunes auteurs, au Festival d'Avignon, à Théâtre Ouvert. Mais, si soudain, dans la rue, dans les cafés, elle suscite un tel mouvement de sympathie, c'est au cinéma qu'elle le doit, puisque désormais, pour des milliers de spectateurs, elle est Madame Le Quesnoy, épouse et mère exemplaire, redoutable de bonne conscience dans *La vie est un long fleuve tranquille*, d'Etienne Chatiliez.

Le succès du film est resté pendant longtemps pour elle un peu « abstrait ». Elle répétait au Nouveau Théâtre d'Angers, *Père* de Strindberg, mis en scène par Claude Yernin, et que l'on pourra voir à Paris à partir du 12 avril au TEP. Elle y joue Laura, une femme qui accule son mari au suicide, pour l'empêcher d'envoyer son enfant en pension. « Un rôle terrifiant, qui pour moi est un peu un point de non-retour, dit-elle. C'est excitant pour l'intelligence de mettre en ambiguïté l'opinion monolithique de Strindberg sur les femmes, mais douloureux pour la sensibilité. Le

THÉÂTRE NATIONAL DE PARIS

OPERA DE PARIS

PALAIS GARNIER

SPECTACLE DE BALLETS
Choregraphie de MARIN FORSYTHE LANDER
avec les Ballets du Ballet de l'Opéra de Paris
18, 19, 20, 21 Avril

LE LAC DES CYGNES
TCHAIKOVSKI/NOUREEV
avec les Ballets du Ballet de l'Opéra de Paris
12, 13, 14, 16 (mardi) Avril

SALLE FAVART

BORIS GODOUNOV
(version de 1862)
MOUSSORGSKI/KLAS/MIKK
11, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20 Avril

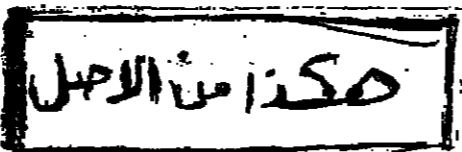
LA CONJURATION/RENE CHAR
Choregraphie de BILLET/GUIZERIX
16, 17, 28, 29 Avril

MC 93 BOBIGNY

LE MARTYRE DE SAINT-SEBASTIEN
Robert WILSON
avec Sylvie Guillen, Michael Denard, Patrick Dupond
du 14 au 16 avril

Renseignements
47425750
et Minitel
3615 Code COM 21

Location par téléphone 47425371
13 jours à l'avance



EXPOSITIONS

Centre Pompidou

LA BIBLIOTHÈQUE IDEALE. Galerie de la B.P.I. place Beaubourg, rue Saint-Martin (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 2 mai.

MARCO CHAGALL. Salle d'art graphique, musée d'été. Jusqu'au 5 juin. JACQUES COUÛLE. Grand foyer. Jusqu'au 30 mai. LE DERNIER PICASSO. Grande galerie. Jusqu'au 16 mai.

Musée d'Orsay

ERNST BARLACH. 1, rue de Bellechasse (45-49-48-14). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45. Entrée: 23 F. Jusqu'au 5 juin.

Musée du Louvre

LA COLLECTION D'ALBERT P. DE MIRBONDE. Pavillon de Flore, entrée provisoire sur le quai des Tuileries (45-50-59-26). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

Musée d'Art moderne

CONSTRUCTION - IMAGE. 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 20 h 30.

KAREN HANSEN. Entrée: 15 F. Jusqu'au 22 mai. REGARDS SUR MINOTAURE. Entrée: 22 F. Jusqu'au 29 mai.

Grand Palais

DEGAS. Galeries nationales, av. Winston-Churchill (42-56-09-24). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h.

Musées

A CHACUN SON CARACTÈRE - PORTRAITS DIVERS. Musée Bonaparte, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 15 juin.

ANCIEN PÉROU, VIE, POUVOIR ET MORT. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15.

PARIS - PRÉAGUE. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 18 h.

PAROLES DE DEVINS... Musée national des Arts africains et océaniques, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

PAROLES DE DEVINS... Musée national des Arts africains et océaniques, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

PAROLES DE DEVINS... Musée national des Arts africains et océaniques, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

PAROLES DE DEVINS... Musée national des Arts africains et océaniques, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

PAROLES DE DEVINS... Musée national des Arts africains et océaniques, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

PAROLES DE DEVINS... Musée national des Arts africains et océaniques, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

PAROLES DE DEVINS... Musée national des Arts africains et océaniques, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

PAROLES DE DEVINS... Musée national des Arts africains et océaniques, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

PAROLES DE DEVINS... Musée national des Arts africains et océaniques, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h.

Périphérie

BÉVERÈS. Le Studio Vallais dans les années cinquante. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-00-60). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret: le baroque au Brésil. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.

En province

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ANTIBES. Claude De Soria. Sculptures. Musée de Soria. Musée Pissarro, Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

En province

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

AVIGNON. Le pelleteur en Provence au XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT CONVENTION GAUMONT ALÉSIA - MONTPARNOIS SAINT-MICHEL-FORUM HALLES - FRANÇAIS - GALAXIE. JAUNE REVOLVER. SANDRINE BONNAIRE LAURA FARALI FRANÇOIS CLUZET JAUNE REVOLVER OLIVIER LANGLOIS

LION D'ARGENT VENISE 1987. Longue Vie à la Signora. un film écrit et réalisé par Ermanno Olmi.

THEATRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de répétition et de première sont indiqués entre parenthèses)
LE PUBLIC. Odéon/Th. de l'Europe (42-25-7022) 20 h 30; dim. à 15 h, lun. à 20 h 30 (6).

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Soirée à Johannesburg: 20 h 30. Rel. dim. lun. mar.
ESPACE KIRON (43-73-50-25). O L'Arbre de mort: 20 h (Jeu, ven. dernière). Le Monologue de Molly Bloom: 22 h. D. Le Témoin: mar. 20 h.

MAGADOR (42-85-28-80). George Dandin: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.
MONTFARNASSE (43-22-77-74). Le Secret: 21 h, sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.
MONTFARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Florent, d'après la vie de saint François d'Assise: 02 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

THEATRE DE LA VILLA-D'ALÉSIA (46-64-89-09). D. Le Coccodrillo: jeu, ven., sam. 21 h, dim. (dernière) 15 h 30. Rel. mer.
THEATRE DES DEUX PORTES (43-61-24-51). D. Vol au-dessus d'un nid de coucou: 20 h 30. Rel. mer.
THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-72-51-51). Grand Théâtre. O Le Misanthrope: 20 h 30 (Jeu, sam., mar. 1. D. Anacarsus: ven. 20 h 30, dim. 15 h.

LES CONCERTS
ATHENEE LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Paata Bourchouladze, 20 h 30, lun. Dans le cadre des lundis musicaux de l'Athénée Récolet.
CAFÉ DE LA DANSE (42-57-05-35). Lucia Mecucci-Teo Joling, 20 h, lun. Une cantatrice et un clown. Œuvres de Janáček, Mozart, De Falla, Ives. Combat écharné avec un piano révoilé.

CONCERT-LECTURE. 18 h 30, mar. Grand auditorium. Avec J.-F. Heister et J. Koerner (piano). Œuvres de Stockhausen. (Entrée libre).
LOUIS VIENNE, 20 h 30, mar. Grand auditorium. Récital d'orgue. Œuvres de Xenakis, Mendelssohn, Chaynes, Vienn. (Entrée libre).
NOTRE-DAME DE PARIS (Entrée libre). Grand Chœur des maîtres de chorale de Bénamie, 16 h, mer. Dirigé par Rudolf Desch. Concert de musique sacrée.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). L'Invité: 20 h 30. Rel. dim. lun.
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-06-77-11). Les Collons tango: 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.
ARCANÉ (43-38-19-70). D. Quatre chanteurs: lun. mar. 20 h 30, dim. 17 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles: 20 h, Rel. dim. Pierre Pétichon: 21 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). La Demande en mariage, le Mariage forcé, le Plaisir de rompre: 21 h. D. Spectacle de magie: ven., sam., mar. 21 h, dim. 17 h. Rel. dim. soir. lun.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre solo. Le Petit Prince: 20 h. Rel. dim. Nouv. Théâ et Viteoz Van Gogh: 21 h 15. Rel. dim. Théâtre rouge. Veuve martiniquaise. Échec catholique chavre: 20 h 15. Rel. dim. La Route: 21 h 30. Rel. dim.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Judas-Pilate (d'après Figueras et Parabolou): 19 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir. lun.
POCIE-MONTFARNASSE (45-48-92-97). Salle II. Coup de crayon: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.
PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). O La Troupe: 20 h 45, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun. mar. (exception).
POTINIÈRE (42-61-44-16). Agatha: 19 h, dim. 17 h 30. Rel. dim. soir. lun. Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychologue: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.
RANGLAGH (42-88-64-44). Pendant ce temps nos deux héros...: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.
RENAISSANCE (42-08-18-50). Good le Choc: 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

OPERA DE PARIS, points Garnier (47-42-53-71). Spectacle de ballets 19 h 30 mar., ven. (dernière). Avec L'opéra de l'été, mus. de Couperin, chor. M. Marin. In the Middle Some what Elevated... mus. Tom Williams, chor. W. Fogarty. Etudes d'après Czerny, chor. H. Lander. Avec les danseurs et étoiles de l'Opéra de Paris. (2 h 30). Le Lac des Cygnes. Jusqu'au 16 av. 19 h 30 mar., de Tchaïkovski, ballet en quatre actes, chor. de Rudolf Nourep, d'après Marius Petipa et Lev Ivanov. Dir. musicale Michel Quival. Avec E. Platel. I. Guérin (Odette-Ouille), C. Jodelle. H. Hilaire-M. Legris (Siegfried), R. Nourep-P. Bari-K. Belarbi-V. Fomoli (Rothbart) (3 h).
PALAIS DES CONGRÈS (47-58-12-51). Le Ballet national de Géorgie. Jusqu'au 10 avril, 20 h mar., jeu, ven., sam., 16 h dim. (dernière). Danse folklorique.
ROSEAU THÉÂTRE (42-71-30-20). Les Romains. Jusqu'au 8 mai, 20 h 30, ven., sam., mar. 16 h 30 dim. Chorégraphie de Nadège Loujine.

THEATRE DE LA BASILLE (43-57-42-41). Le Peuple Silencieux. Jusqu'au 17 avril, 20 h mar. Chorégraphie et danse d'Hervé Danas. Musique d'Anne Gillis, Viviana Shakuhachi.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (42-21-00-86). Le Ballet de l'opéra de Rigas. Jusqu'au 20 avril, 20 h 30, ven., sam., mar. 14 h 30 dim. Anlousa, ballet en deux actes et douze tableaux de V. Gavrilin et A. Belinsky, d'après une nouvelle de Tchekhov. Musique de V. Vassiliev, chor. de V. Vassiliev. Avec Ekaterina Maximova et Vladimir Vassiliev.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (43-44-41-42). Syed Zakir Hossain, Naz Mohammad Chowdhury. Jusqu'au 14 avril, 20 h 30, mar. Avec Samir Das (sitar), Syed Sajid Hossain (tampura), Syed Meher Hossain (tabla). Chants et musiques du Bangladesh.
MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Bâtrine Nator, M.-C. Witterkoir, Pierre Strauch, 20 h 30, mer. Auditorium 106. Violon, alto et cello. Œuvres de Schubert, Debussy, Mozart. (Entrée libre).
Orchestre national de France. 20 h 30, ven. Auditorium 104. Dirigé par Emil Tchakoury. Œuvres de Debussy, Stravinsky, Bartók.
Kurt Ollmann, Mary Dibern, 21 h 30, mar. Grand auditorium. Barjot et piano. Récital de mélodies de Debussy, Poulenc, Liszt. (Entrée libre).

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). D. Je ne veux pas mourir idiot: mar. 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.
BOUFFES PARISIENS (42-96-40-24). La petite chatte est morte: 18 h, sam. 15 h 30. Rel. dim., lun. Bacchus: 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.
BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53). D. Les samois qui chantent: sam. 16 h 30.
CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). O Victime du désir: 21 h (Jeu, ven., sam. (dernière) 15 h.
CARTOUCHÈRE ÉPÉE DE BOIS (48-08-39-74). D. Volpone ou le renard: jeu, ven., sam. 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir. lun. mar.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). D. Lecture-Rencontre: mar. 20 h 30.
MARIUS STUART (43-08-17-80). Pipin petit Mour: 20 h 30. Rel. dim. lun. Les Voisins: 22 h. Rel. dim. lun.
MARGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.
MARGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Mennasse: 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.
MATHURINS (42-65-90-00). Rosal, suivi de Deux Nuits: 20 h 30. Rel. dim.
MÉNAGERIE DE VERRÈ (43-38-33-44). D. L'Anticyclone des Apores: mar. 21 h.
MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six: 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.
MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy l'ami public n°1: 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30. Rel. dim., lun.

LE POINT
"Ce film c'est celui que l'on attend vainement chaque mois, celui qui peut susciter dans le même élan la passion du grand public et l'engouement des cinéphiles."
"On est tenu en haleine, rejeté, troublé, en même temps que Harrison Ford, prodigieux de ténacité tranquille."

PREMIÈRE
Danger. Désir. Désespoir.
HARRISON FORD DANS FRANTIC
UN FILM DE ROMAN POLANSKI

"Dans ce film électrique et virtuose Harrison Ford est émouvant."
L'EXPRESS



WARNER BROS. Présente Une Production MOUNT COMPANY Un Film de ROMAN POLANSKI HARRISON FORD "FRANTIC" BETTY BUCKLEY - JOHN MAHONEY
RÉALISÉ PAR ROMAN POLANSKI COSTUMES ANTHONY POWELL MONTAGE SAM OSTÉEN DÉCORS PIERRE GUFFROY DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE WITOLD SOBOCINSKI
ÉCRIT PAR ROMAN POLANSKI & GERARD BRACH PRODUIT PAR THOM MOUNT ET TIM HAMPTON RÉALISÉ PAR ROMAN POLANSKI MUSIQUE DE ENNIO MORRICONE

ACTUELLEMENT



سكنا من الالهي

CINEMA

LES FILMS NOUVEAUX

L'AFFAIRE DU CANON NOIR. Film chinois de Huang Jianxin, v.o. : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63).

1978, v.o.s.l.f., de Andrzej Wajda, 17 h. Notre agent à La Havane (1960, v.o.s.l.f.), de Carol Reed, 19 h 15 ; Les Corps sauvages (1959), de Tony Richardson, 21 h 15.

SAMEDI Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : El Verdugo (1964, v.o.), de Luis Garcia Berlanga, 14 h 30 ; Los Golfos (1959, v.o.), de Carlos Saura, 17 h 30 ; Matador (1986, v.o.), de Pedro Almodovar, 20 h 30.

de H. de Turenne, la Vie est à nous (1936) de Jean Renoir, 17 h ; la Crise : Actualités Gaumont, Faubourg Montmartre (1931) de R. Bernard, 18 h ; Fin d'une époque : la Troisième République (1970) de D. Lander, Actualités Gaumont, Jean Jaurès (1959) de J. Loda, 20 h ; Drapeau rouge : la Commune, Louise Michel et nous (1972) de M. Gard, la Nouvelle Babylone (1929) de Grigori Kozintsev et Leonide Trauberg, 21 h.

(42-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

(45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Métro, 14 (45-39-32-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Trois Secrétain, 19 (42-06-79-79) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

VOTRE TABLE CE SOIR. Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. ; prix moyen des repas - J. H. ouvert jusqu'à heures. DINERS AVANT SPECTACLE. FLORA DANICA 43-59-20-41. Tous les jours. J. 22 h. Vue agréable sur jardin. Spéc. DANOISES et SCANDINAVES, SAUMON mariné à l'aneth, CANARD SALÉ, MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

LES SAISONS DU PLAISIR (Fr.) : Sept Parisiens, 14 (43-20-32-30). SAMY ET BOGIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-66-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (45-68-03-51) ; 14 Juillet Paris, 6 (43-26-58-00) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Pathe Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

ALSACE A PARIS T.J. 43-26-89-36. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6. Salons. CHOUROUTES Grillades, POISSONS déglacés et HUITRES et COQUILLAGES. LA TOUR D'ARGENT NOUVEAU DÉCOR VUE PANORAMIQUE - JARDIN D'HIVER. T.J. de 11 h à 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32. HUITRES à EMPORTER OUV. par Téléc.

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans les sections indiquées. Significations des symboles: P - Signalisé dans le Monde radio-télévision; F - Film à écran; N - Ne peut voir que sur les chaînes de câble ou satellite.

Mercredi 6 avril

TF 1

20.30 Football. Demi-finale de la Coupe des vainqueurs de coupes: Olympique de Marseille-Ajax d'Amsterdam (match aller en live de Marseille). 21.15 Tirage du Loto. Émission de Frédéric Mitterrand et Patrick Joly. Le prince Ali Khan. 23.35 Magazine: Minsk sport. Football: Demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions: Real de Madrid-PSV Eindhoven (match aller à Madrid: 1er mi-temps). 0.30 Journal. 0.45 Football (2e mi-temps). 1.30 Documentaire: Noces, Jeanes.

C. Scott, David Hemmings, Claire Bloom. 1.50 Les superstars du catch.

LA 5

20.30 Téléfilm: Cas de conscience. De David Lowell Rich, avec George C. Scott, Jacqueline Bisset. Grossesse indésirée. Une jeune fille veut avorter sans en informer son père. 21.15 Série: La loi de Los Angeles. 23.05 Série: Mission impossible. 0.05 Série: Matthew Star (rediff.). 0.50 Série: Calactica (rediff.). 2.30 Variétés: Calactica (rediff.). 1.15 Aria de rêve. Duo pour piano et violon, opus 105, de Schubert.

M 6

20.50 Série: Dynastie. Une période éprouvante. 21.45 Magazine: Libre et change. De Michel Polac. Sur le thème « Moi est-il haisable (les autobiographies) ? » sont invités: Alain Robbe-Grillet, Claude Bourlin, Michel Cournot. Martine Borel. 23.00 Série: Hawaii, police d'État. La preuve vivante (2e partie). 23.50 Six minutes d'informations. 0.00 Magazine: Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.45 Musique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tiro à la langue. L'orthographe. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse, du Canada. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Le mémoire et ses troubles. 22.40 Nuits magnétiques: Histoire d'Europe centrale: La Pologne. 0.05 Du jour au lendemain. Avec Claude Louis-Crompter. 0.30 Musique: Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la cathédrale Notre-Dame de Paris): Pausanille et fugue. Choral du veillier, de J.S. Bach; Offertoire sur les grands jeux, de Couperin; Canon en la bémol majeur, de Schumann; Choral n° 2 en si mineur, de Franck; Tocata de Widor; Improvisation, de Lefebvre par Philippe Lefebvre, organes. 23.07 Jazz club. En direct du Petit Opportun: la ténoriste Ali Ryerson.

Jeudi 7 avril

TF 1

14.30 Variétés: La chance aux chamoux. Émission de Pascal Sevran. Le retour de Maya Casablanca. Avec Stéphane Chomont, Germaine Ricard, André, Aimable, Josy Andrieu, Michel Yper, Danielle Kouille, Jack Lanier, Perichon. 15.15 Le dimanche. 15.45 Célébration. 16.00 Magazine: L'après-midi. De Cécile Roger-Machart. Présenté par Eric Galliano. Avec Eric Morena. L'Affaire Louis Trio. 16.45 Club Dorothée. Vacances. Visionary; Punk; Brewster; Spielvan. 18.00 Série: Agence tous risques. 18.55 Méteo. 19.00 Football: Sainte-Barbara. 19.30 Jeu: La roue de la fortune. 19.50 Le 8ième show. 20.00 Journal. 20.30 Méteo et Topis vert. 20.40 Variétés: Sacre soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités: Guy Lux, Alice Sapritch, Guesch Patti. Avec Showa, Gold, Philippe Lavil, Isabelle Aubert, Jean-Luc Lahaye, Touré Kompa, Suzanne Vega, Les Portentaises. 22.30 Magazine: 42 sur la Une. Le magazine du grand reportage, de Jean Bernolain-La Pierre. 23.30 Série: Rick Hunter, inspecteur choc. 0.30 Journal et la Bourse. 0.35 Magazine: Équipe. 1.05 Magazine: Minsk sport.

CANAL PLUS

14.00 Chéna: le Septième Jéré en Film (français de Georges Lautner (1962). Avec Bernard Blier, Danièle Delorme, François Blanchet, Maurice Birand. 15.40 Chéna: Vésuvius de la nuit de cocoon. Film américain de Mitche Forman. 22.40 Flash d'informations. 23.00 Chéna: William Redfield. 17.50 Cabon casta. Goldie. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé: Le plat. 18.26 Top 50. Présenté par Marc Tesson. 18.55 Starlight. Présenté par Alexandra Kazan. Invités: Jean-Pierre Belloise, Roger Carel, Karen Cheryl. 19.20 Magazine: Neuf pat's allégres. Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Invité: Thierry de Gansy. 20.30 Chéna: Jeux d'artifice. Film français de Virginie Thévenaz (1977). Avec Myriam David, Gaël Segala, Ludovic Henry. 22.40 Flash d'informations. 23.00 Chéna: Tourné de ses en Film américain de John Badham (1983). Avec Roy Scheider, Warren Oates, Candy Clark, Daniel Stern (v.o.). 23.55 Chéna: les Exploits d'un jeune Don Juan. Film français de Gianfranco Mingozzi (1987). Avec Claudine Auger, Serena Grandi, Marina Vitelli, Fabrice Josso. 1.30 Téléfilm: L'été Sanglant. De Quentin Masters. Avec Tom Skerritt, Ian Gilmore, Gwaelle Morgan.

LA 5

14.40 Série: La grande vallée. 15.50 Série: Mission impossible. 16.55 Dessin animé: Les Schtroumpfs. 17.15 Dessin animé: Vanesse. 17.40 Dessin animé: Les Schtroumpfs. 18.05 Dessin animé: Le tour du monde de Lydie. 18.30 Dessin animé: Jeanne et Serge. 18.55 Journal Images. 19.40 Jeu: La porte magique. Présenté par Michel Robbe. 19.50 Boulevard Bonnard. De Philippe Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Chéna: Les Érudits de la semaine des séries. Film américain de Don Taylor (1971). Avec Roddy Mac Donald, Kim Hunter, Bradford Dillman, Natalie Trundy. 22.30 Série: Capitaine Farfelu. La fuite. 23.05 Série: Mission impossible (rediff.). 0.05 Série: Kojak (rediff.). 1.10 Série: La grande vallée (rediff.). 2.20 Aria de rêve. Imprimé n° 1 et imprimé n° 3, de Schubert, par Maria Jose Pires, piano.

M 6

14.25 Série: Clair de lune (rediff.). 15.15 Documentaire: Connaissance du millien. Le mont Jacques-Cartier. 15.40 Jeu: CIP transatlantique. 16.05 H9. H9. H9. H9. H9. 17.05 Série: Daktari. Le retour de Clarence. 18.00 Journal. 18.10 Méteo. 18.15 Série: La petite maison dans la prairie. Promesses (1e partie). 19.00 Série: L'île fantastique. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série: Les idées breïelles. Le précurseur. 20.50 Série: Devlin comédie. Allison. 21.40 Magazine: M 6 aime le cinéma. De Martine Jouanda. Jean Doucheut parle de Paris et du cinéma: Citécine: La périphérie de la ville; tournage du dernier film de Makhil Charif. Comédie. 22.05 Six minutes d'informations. 22.15 Série: Hawaii, police d'État. Pour la paix. 23.05 Série: Stursky et Hesté Visage d'ange. 23.50 Magazine: Club 6. De Pierre Bouteiller. 1.35 Musique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique: Le rythme et la raison. Fragments d'un Ring. 20.30 Transatlantique: La vidéo. Jean-Pierre Ostroff. 21.30 Profils perdus. Lanza del Vasto. 22.40 Nuits magnétiques. Histoire d'Europe centrale: La Pologne. 0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel Cournot. 0.50 Musique: Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 janvier): Deux portraits, op. 5, de Bartok; Symphonie n° 2 pour orchestre à cordes et trompette ad libitum, de Honegger; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ut majeur, op. 15, de Beethoven, par l'Orchestre de la Suisse romande; Le violon, Jean-Jacques Zimerman, piano; 23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Ruse à Paris (3). Œuvres de Corelli, Charpentier, Campa, Couperin.

A 2

20.30 Magazine: Si Pérald vous. De Frédéric Lepage, présenté par Brigitte Simmeton. Bouze aux projets: Variétés; théâtre: Arthropode; Comp de pouce: Au bout du fil; Réussir; Santé: le truc du jour. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine: Si Pérald vous (suite). 15.25 Magazine: Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage. Présenté par Marc Besson. Avec Ludmila Lopado, Chmél Fisher, Sara Moudon, 16.25 Flash d'informations. 16.30 Variétés: Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Spécial Linda de Susa. 16.45 H9. H9. H9. H9. H9. 17.00 Série: Au fil des jours. Ann fait la fête. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série: Magasin. Sain d'esprit. 18.45 Jeu: Des chiffres et des lettres. D'Arnand Jaumont. Présenté par Patricia Laffont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série: Maggy. Amoral, moral et d'émotion. 20.00 Journal. 20.25 Méteo. 20.30 INC. 20.35 1/2 heure de vérité invité: Jacques Chira. Le premier ministre répondra aux questions de François-Henri de Vireux, Alain Dubernet, Albert Du Roy, Jean-Louis Leclerc et Jean Boissacat (l'Exposition). 22.15 Magazine: Édition spéciale. d'Alain Wieder, présenté par Claude Scéillon. Thème: « l'Irlande du Nord ». 23.30 Informations: 24 heures sur la 2.

FR 3

14.30 Magazine: Pare-chocs (rediff.). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine: Ici-Caroline. Présenté par Caroline Trepo. Mon héros préféré: Décorandam; Top notes: La main verte; Télécoup; Faites-vous des amis; Province-chic, province-choix; De lue à l'obère; Papy, mammy; Le jeu de la séduction. Invités: Adamo, Wild Ones, Patricia Lay. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Festival: La gymnaste des Forêts. Le singe blanc (2e partie). 17.30 Dessin animé: Inspecteur Gadget. 17.35 Dessin animé: Les contes de Grimm. 17.45 Dessin animé: L'événement. 18.10 Dessin animé: Boumbo. 18.20 Dessin animé: Les messages du printemps. 18.25 Magazine: Flash mag. De Patrice Drevet. 18.30 Festival: Le spectacle de l'île au crâne. 14e épisode: La fièvre de For. 19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.53 Dessin animé: Dédédo. La révolte des appareils électroniques. 20.05 Jeu: La classe. Présenté par Fabrice. 20.30 Téléfilm: La croisée des enfants. De Serge Moati, d'après le roman de Bernard Thomas. Avec Jean-Claude Drouot, Jean-Pierre Blason, Pierre-Loup Rajot, Yves Beneyton, Dani, Robert Hossein (1e partie). 22.10 Journal. 22.35 Magazine: Océaniques. Les sept voyageurs du réel. 7. Beirut, the last home movie, de Jennifer Fox. (Grand prix 1988 ex aequo du Festival de Tel). 0.35 Méteo. 0.45 Magazine: Le clavier bien tempéré, de Bach, par Pascal Rogé, piano (Frédéric et fugue en ut majeur).

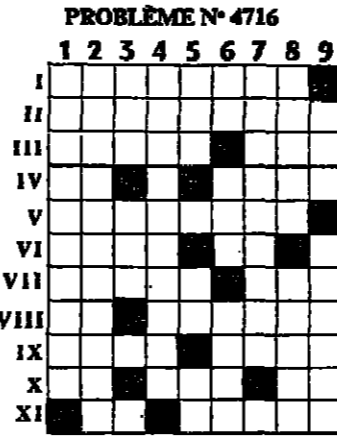
Audience TV du 5 avril 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Table with columns: HORAIRE, FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %), TF 1, A 2, FR 3, CANAL +, LA 5, M 6. Rows show audience percentages for various programs at 19h22, 19h45, 20h16, 20h55, 22h08, 22h44.

Echantillon: plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4716



HORIZONTALEMENT
I. Des commerçants qui ont évi- demment des traits à payer.
II. Qui risque de blesser.
III. Cherche à s'élever. Supporte le chef.
IV. Une nappe. Le bout de l'oreille.
V. Nom de théâtre.
VI. On y fit la noce. Un peu de tout.
VII. Procédait à un enlèvement. Peut évoquer un triomphe.
VIII. Jalou. Jeanne, c'est un bleu.
IX. Ne manquant pas de soufflé. Une province de l'Arabie saoudite.
X. L'étain en symbole. Cacha son père. Bout de mine.
XI. Proféré par un contradicteur. Souvent réclamé à grands cris.

VERTICALEMENT
1. Comme des insectes qui vivent dans les bois.
2. Peut éclairer des passages.
3. Baie du Japon. On y met tout ce qui est piquant.
4. Qui nous accordent leurs faveurs.
5. Maurice, par exemple. Règle. Conjonction.
6. Entre deux propositions. Vieux joup. Peut se voir sur un arbre.
7. Des relations auxquelles il ne faut pas faire crédit.
8. Des gens souvent très affectés. Consommée quand on a tout mangé.
9. Qu'on n'a donc pas fait ciruler. Capable de percer.

Solution du problème n° 4715

Horizontalement
I. Balai. Sil. - II. Oreilles. - III. Usel. Nés. - IV. Rit. Ennu. - V. RN. Eta. - VI. Esosine. - VII. Azde. Létu. - VIII. Nus. Rai. - IX. Xi. Verres. - X. Cari. Al. - XI. Cadénasse.
Verticalement
1. Bourreaux. - 2. Arsinôé. Ica. - 3. Less. SDN. Ad. - 4. Abe! Pieux. - 5. Ile. Sein. - 6. Noël. - 7. Sampa. Erras. - 8. Isent. Tatis. - 9. Siamois.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

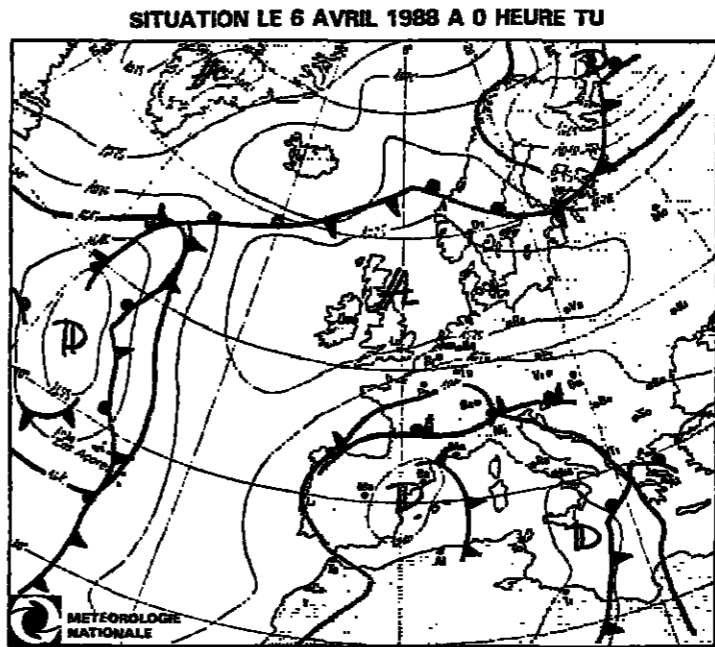
JEUDI 7 AVRIL
« Orsay, de la gare au musée », 9 h 30, 1, rue de Bellechasse, statue rhéodécres (Art et histoire).
« Zabarban », 13 heures, Grand Palais, porte Clemenceau (Approche de l'art).
« L'Opéra », 13 h 30, hall d'entrée (Michèle Pohyér).
« Musée Picasso », 14 heures, 5, rue de Thorigny (Arts et curiosités).
« Église Saint-Germain-l'Auxerrois », 14 h 30, devant l'église, 2, place du Louvre.
« Décor et mobilier du dix-huitième siècle au Musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Monuments historiques).
« Hôtels du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Fillesnoires).
« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé).
« Hôtel de Lantoux », 14 h 15, métro Pont-Marie (Pierre-Yves Jasté).
« Le Montparnasse des années folles », 15 heures, 171, boulevard du Montparnasse (Arcades).
« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Isabelle Hauller).
« Exposition Degas », 15 heures, Grand Palais, porte A (Tourisme culturel).
« Les catacombes », 15 heures, place Denfert-Rochereau, devant l'entrée (Pygmal).
« Le mystère Louis XVII à Sainte-Marguerite », 15 heures, métro Ledru-Rollin, devant le Monoprix (C.A. Maser).
« Le Palais de justice », 15 heures, métro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).

JOURNAL OFFICIEL

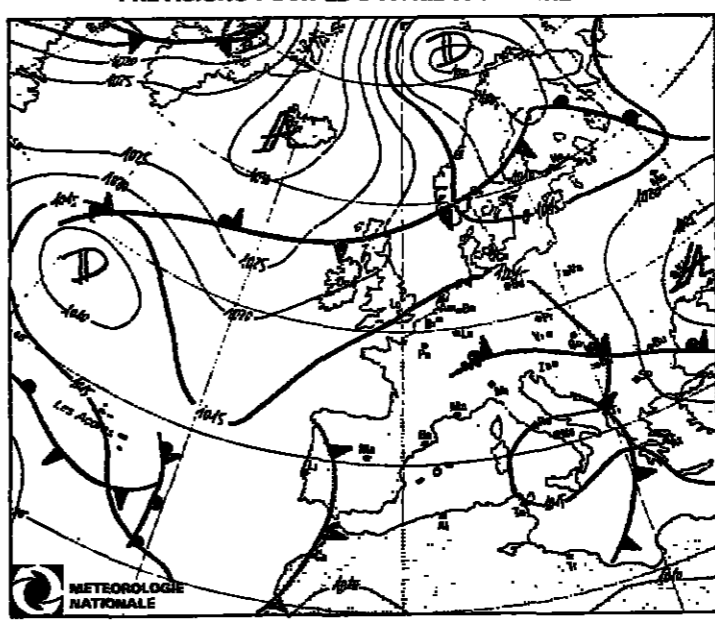
Sont publiés un Journal officiel daté lundi 4, mardi 5 et mercredi 6 avril:
DES ARRÊTÉS
« Du 31 mars 1988 portant modification du prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués. »
« Du 28 mars 1988 fixant la liste des aérodromes non classés en catégories A, B ou C devant être dotés d'un plan d'exposition au bruit. »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 AVRIL 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 AVRIL A 0 HEURE TU



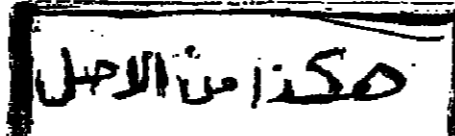
Évolution probable de temps en France entre le mercredi 6 avril à 0 heure et le jeudi 7 avril à 24 heures.
La dépression méditerranéenne responsable du mauvais temps sur ces régions se comble lentement au cours des jours à venir. Les nuages resteront nombreux, et s'étendront même à une grande partie du pays, mais ils occasionneront plus que des pluies faibles et éparpillées.
Jeudi: un ciel chargé et brumeux.
Un temps gris et brumeux prédominera le matin sur l'ensemble du territoire, avec quelques ondées sur le sud des Alpes et les régions méditerranéennes.
En cours d'après-midi, le soleil apparaît sur les régions situées au nord de la Seine. Les éclaircies risquent d'être plus timides sur l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées et le Poitou-Charentes.
Des nuages abondants persisteront sur la Bretagne, les Pays de Loire, le Centre, le Nord-Est, Rhône-Alpes, l'Auvergne et le Sud-Est où des averses se déclencheront encore des Alpes à la Corse.
Les températures minimales varieront entre 6 °C et 10 °C du nord au sud. Quant aux températures maximales, elles avoisineront 10 °C à 14 °C sur la moitié nord, 14 °C à 18 °C sur la moitié sud.
Le vent, assez soutenu le matin près de la Manche, deviendra faible de secteur est dans l'après-midi.

EN BREF

« STAGE: mieux vivre son âge. - Le Club européen de la santé propose trois journées de réflexion sur ce thème les 30, 31 mai et 2 juin, de 10 heures à 16 heures.
« Renseignements et inscriptions au Club européen de la santé, 9, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél: (1) 42-65-51-23. »
« Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris. CONDAMNATION PÉNALE
Par jugement (contradictoire) rendu le 2 décembre 1987, la 31e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITE FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR, pour avoir à Paris, d'octobre 1986 à mars 1987, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles des appareils vendus, sur le procédé de vente et la qualité du vendeur, en annonçant la vente de répondeurs téléphoniques - peu servis - alors qu'il s'agissait d'appareils réformés pour la plupart hors d'usage ou nécessitant des réparations importantes, à la peine de 10 000 francs d'amende. SMAILLÉ Rose-Marie Marysse, née le 22 avril 1950 à Paris (10e), commerçante, demeurant 29, rue de Trévise à Paris (9e). Le Tribunal a en outre ordonné aux frais de la condamnation la publication de ce jugement par extrait dans le Monde Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N'Y AYANT APPEL.



Défense

L'Etat et les industriels mettent la dernière main au dossier du Rafale

Des responsables de la délégation générale pour l'armement et des représentants des industriels impliqués dans le programme Rafale D d'un nouvel avion de combat français ont tenté, le mardi 5 avril à Paris, de mettre la dernière main à un accord sur ce projet avant son examen, la semaine prochaine, par la commission nationale des marchés aéronautiques...

Pour l'heure, les négociations butent sur une double difficulté. Le premier obstacle a trait à la volonté du gouvernement actuel d'obtenir une participation, à hauteur de 25 %, des industriels, publics et privés, au financement des dépenses d'études et de développement du Rafale...

Les négociateurs devraient, à nouveau, se réunir avant la fin de cette semaine pour achever l'étude du dossier. Sur le premier point, les sociétés concernées sont divisées, la SNECMA (pour les réacteurs) acceptant plus facilement de cofinancer que le groupe Dassault-Breguet qui craint de se retrouver dans la situation qui fut la sienne...

Les négociateurs devraient, à nouveau, se réunir avant la fin de cette semaine pour achever l'étude du dossier.

Communication

Après les déclarations de M. Chirac

RFO réitère son refus de diffuser les journaux d'Antenne 2 outre-mer

Ni les journaux ni la publicité d'Antenne 2 ne seront diffusés dans les DOM : la direction de RFO, la société publique d'audiovisuel outre-mer, maintient sa position après avoir pris connaissance des déclarations de M. Jacques Chirac...

Pour RFO, la diffusion des journaux d'Antenne 2 sur le deuxième canal des DOM ne se justifie que là où elle constitue une source d'information nouvelle pour le spectateur, ce qui serait le cas uniquement à la Réunion, en raison du décalage horaire.

En conséquence, RFO ne compte rien modifier du dispositif qu'elle applique depuis le 5 avril : le deuxième canal des DOM diffuse, cinq heures par jour, l'essentiel des programmes d'Antenne 2, mais sans les journaux d'information, remplacés par la production locale de RFO...

second canal n'a jamais signifié que ce canal était concédé à Antenne 2. Selon RFO, l'accord signé entre les deux PDG - M. Jean-Claude Michaux pour RFO et M. Claude Contamine pour Antenne 2 - ne faisait qu'amplifier les relations existant déjà entre les deux sociétés...

Cet accord, présenté au ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, et aux services de M. Jacques Chirac, avait échappé au premier ministre qui en avait pourtant annoncé les grandes lignes lui-même sur les ondes de RFO en février dernier...

M. C. 1.

La 5 et M6 se lancent dans le télé-achat

Le télé-achat gagne du terrain : ce type de commerce à distance aura droit de cité dès le 11 avril sur la 5, et dès le 16 avril sur M6. Les deux nouvelles chaînes suivent ainsi les traces de leurs aînées, TF1 et Canal Plus...

Une quinzaine d'objets d'un prix moyen proche de 300 francs, seront ainsi proposés aux spectateurs, qui pourront les commander, notamment par Minitel (les éditions Amaryu, actionnaire de M6 à 1 %, assurant la partie télématique de l'entreprise).

M. Robert Maxwell s'intéresse aux médias ouest-allemands

Le patron britannique du groupe de communication Maxwell Corporation, M. Robert Maxwell, déjà présent en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en France, etc., veut pénétrer sur le marché économique Handeltblatt. Qu'il s'agisse d'une prise de participation dans un média déjà existant ou d'une création de toutes pièces...

Cette option n'est pas celle de la 5, qui lance sa propre émission de télé-achat quotidiennement dès le 11 avril à 9 h 45. Un couple d'animateurs présentera cette émission de plateau, entrecoupée de courts reportages sur les produits vendus. Le nom de l'émission ? Télé Chouchou.

Grève à Tropico-FM. Les animateurs, les journalistes et les techniciens de la radio parisienne pour la communauté antillaise, Tropico-FM, ont entamé une grève pour protester contre leurs conditions de travail et de salaire...

Le Carnet du Monde

Naissances

Marie-Rose et Yves COUSSY, Jacqueline et Gérard CHEVALIER, sont heureux d'annoncer la naissance, chez Paul et Florence, le 30 mars 1988, de leur petite-fille, Fanny.

Marie-Odile et Jean-Marie BOCKEL, Sarah, François et Pauline, ont la joie d'annoncer la naissance de Marie, le 31 mars 1988, à Mulhouse. M. et M. Bockel, 13, place de la Liberté, 68100 Mulhouse.

Marie-Hélène et Christian BOSTNAVARON, sont heureux de faire part de la naissance de Sophie, le lundi 4 avril 1988, à Versailles, 29, avenue de la République, 75011 Paris.

Mariages

On nous prie d'annoncer le mariage de M. James GAILLARD avec M. Isabelle GAILLARD, célébré dans l'intimité à Royan (Charente-Maritime), le 2 avril 1988.

Décès

Le jour de Pâques, Elza ABRAHAM, veuve du colonel Louis ABRAHAM,

née à Limbaji (Lettonie), a rejoint la maison du Père.

Les obsèques auront lieu au temple du Vésinet, le jeudi 7 avril 1988, à 11 heures.

De la part de ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

M. et M. Jean-Marie Bailion, M. et M. Philippe Estébe, M. et M. Jean-Pierre Bailion, M. et M. Jean-Louis Lapière, M. et M. Denis Bailion, M. et M. Jean-Claude Colinet-Bailion, M. et M. Philippe Ranvoisy, M. et M. Jean-François Bailion, ses enfants.

M. Jean-Marie BAILLON, croix de guerre 1939-1945, survécu le 30 mars 1988, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Fougny (Seine-et-Marne). Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M. Françoise Beaumont, M. et M. Cyril Mareschal et leur fils, M. et M. Alexandre Adamovitch et leurs fils, M. et M. Pierre Truphème, sa sœur, ont la grande tristesse de faire part de décès de M. Gustave BEAUMONT, né Pierrette Boyer, survécu le 29 mars 1988, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. On nous prie d'annoncer le décès dans sa soixante-troisième année de René Serge BLACLARD, ancien élève de l'École polytechnique, survécu le 3 avril 1988, à Paris.

De la part des familles Blacard, Bouges, Fréssanges, Et de tous ses amis. La levée de corps et la bénédiction auront lieu le jeudi 7 avril, à 15 h 13, à l'hôpital Tenon, 3, rue Belgrand, Paris-20.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-aux-Neiges, à Aurillac. Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Lyon, Pallisco. Anne-Marie et Jean-Claude Combes, Jean Gray et Laurence, Fernand Marty, Marie-Christine et Jean-Jacques Guéna et Marie-Amélie, Les familles Font-Charrin, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M. Raoul CHARRIN, né Anna Font,

leur mère, grand-mère, belle-mère et arrière-grand-mère, survécu dans sa quatre-vingt-quatrième année. Messe de funérailles le vendredi 8 avril 1988, à 15 h 15, en l'église Immaculée-Conception, Lyon-3.

l'inhumation aura lieu le 8 avril 1988, à Congénies (Gard), 47, rue Henri-Barbuse, 75005 Paris.

Lyon, Peppin, Vauvesson, Ville-d'Avray, Ecully. M. et M. Michel Treppoz, M. et M. Hubert Treppoz, M. et M. Philippe Treppoz, M. et M. Alain Treppoz, M. et M. Bruno Treppoz, ses enfants,

Romain, Vincent, Laurence, Sabine, Olivier, Bénédicte, Frédérique, Marine, Edouard, Emmanuelle, Sophie, Stéphane, Robin, ses petits-enfants, Clémentine, son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean TREPPOZ, né Marguerite Martin, survécu à Lyon, le 30 mars 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les funérailles religieuses ont eu lieu le vendredi 1er avril 1988, à 9 heures, en l'église de Saint-Nom-de-Jésus de Lyon. Ils rappellent à votre souvenir son mari, M. Jean TREPPOZ, décédé le 6 juillet 1973.

On nous prie d'annoncer le décès, à Lyon, le 1er avril 1988, dans sa soixante-dix-huitième année, du professeur Albert TRILLAT, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, membre de l'Académie de chirurgie.

De la part de Marcelle Trillat, Françoise Trillat-Varet, Georges Trillat, Jacolou et Marcel Lemoine et leurs enfants, Geneviève et Hubert Blond et leurs enfants, Bruno et Françoise Varet et leurs enfants, Jacques et Catherine Varet et leurs enfants, Elizabeth et Ghassan AB-Varet, Emmanuel Varet et son fils, ses neveux et nièces,

Des familles Monod, Trillat, Bernard, Monnier, Charvannes, Denaud, Pasquier, Fortier, Fiat, Lecomte, Et de sa filleule M. Lastrasse-Riou.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 avril 1988, à 15 heures, en l'église réformée, 10, rue Lanterne, Lyon-1er. Ils rappellent à votre souvenir son frère Roger TRILLAT, mort le 20 mai 1945, en Silésie. Condoléances sur registres.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M. Denise Dessais, son épouse, Pierre et Catherine Dessais, Jean-Michel Dessais, Gérard Dessais, Bernard et Dominique Dessais, ses enfants, Marie, Alice et Edouard, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Charles DESSAIS, survécu à Paris, le 1er avril 1988.

L'inhumation aura lieu le jeudi 7 avril, à 15 h 30, au cimetière de Nargis (Loiret), 14, rue Chazeau, 75009 Paris.

Tania-La-Demi-Lune (Rhône), Villeneuve-d'Ascq (Nord), La Madeleine (Nord). M. et M. Robert Fourdraine, M. et M. Yves Leroy, M. et M. Yves Salois, ont le regret de faire part du décès de M. Joseph FOURDRAINE, le 3 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses funérailles ont eu lieu le mercredi 6 avril 1988, à 9 h 30, en l'église Saint-Pierre, Ascq, Villeneuve-d'Ascq, et ont été suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière du centre d'Aubercicourt (Nord), à 11 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

Les frères de Jean-Claude Reynal, s'associant à la douleur de ses parents, expriment leur profonde tristesse et rendent hommage à ses talents de professeur et d'artiste.

Jean-Claude REYNAL, graveur, a été inhumé à Bordeaux le 21 mars 1988.

M. et M. Olivier Lavergne, Isabelle, Valérie et Philippe Durey, M. et M. Jean-Claude Aubanel, Laurence et Denis Hamtin-Guiraud, Vincent, M. Nicole Jaumes-Lavergne, Bernard, Anne et Philippe Révilliod, Romain, François et Hélène, M. Laurent Jaumes et Hito, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. et M. Paul Jaumes, Les familles Jaumes, Ledermann et Meynadier, ont le regret de faire part du décès de M. Raoul CHARRIN, né Anna Font,

leur mère, grand-mère, belle-mère et arrière-grand-mère, survécu dans sa quatre-vingt-quatrième année. Messe de funérailles le vendredi 8 avril 1988, à 15 h 15, en l'église Immaculée-Conception, Lyon-3.

l'inhumation aura lieu le 8 avril 1988, à Congénies (Gard), 47, rue Henri-Barbuse, 75005 Paris.

Lyon, Peppin, Vauvesson, Ville-d'Avray, Ecully. M. et M. Michel Treppoz, M. et M. Hubert Treppoz, M. et M. Philippe Treppoz, M. et M. Alain Treppoz, M. et M. Bruno Treppoz, ses enfants,

Romain, Vincent, Laurence, Sabine, Olivier, Bénédicte, Frédérique, Marine, Edouard, Emmanuelle, Sophie, Stéphane, Robin, ses petits-enfants, Clémentine, son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean TREPPOZ, né Marguerite Martin, survécu à Lyon, le 30 mars 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les funérailles religieuses ont eu lieu le vendredi 1er avril 1988, à 9 heures, en l'église de Saint-Nom-de-Jésus de Lyon. Ils rappellent à votre souvenir son mari, M. Jean TREPPOZ, décédé le 6 juillet 1973.

On nous prie d'annoncer le décès, à Lyon, le 1er avril 1988, dans sa soixante-dix-huitième année, du professeur Albert TRILLAT, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, membre de l'Académie de chirurgie.

De la part de Marcelle Trillat, Françoise Trillat-Varet, Georges Trillat, Jacolou et Marcel Lemoine et leurs enfants, Geneviève et Hubert Blond et leurs enfants, Bruno et Françoise Varet et leurs enfants, Jacques et Catherine Varet et leurs enfants, Elizabeth et Ghassan AB-Varet, Emmanuel Varet et son fils, ses neveux et nièces,

Des familles Monod, Trillat, Bernard, Monnier, Charvannes, Denaud, Pasquier, Fortier, Fiat, Lecomte, Et de sa filleule M. Lastrasse-Riou.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 avril 1988, à 15 heures, en l'église réformée, 10, rue Lanterne, Lyon-1er. Ils rappellent à votre souvenir son frère Roger TRILLAT, mort le 20 mai 1945, en Silésie. Condoléances sur registres.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale. Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M. Denise Dessais, son épouse, Pierre et Catherine Dessais, Jean-Michel Dessais, Gérard Dessais, Bernard et Dominique Dessais, ses enfants, Marie, Alice et Edouard, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Charles DESSAIS, survécu à Paris, le 1er avril 1988.

L'inhumation aura lieu le jeudi 7 avril, à 15 h 30, au cimetière de Nargis (Loiret), 14, rue Chazeau, 75009 Paris.

Tania-La-Demi-Lune (Rhône), Villeneuve-d'Ascq (Nord), La Madeleine (Nord). M. et M. Robert Fourdraine, M. et M. Yves Leroy, M. et M. Yves Salois, ont le regret de faire part du décès de M. Joseph FOURDRAINE, le 3 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses funérailles ont eu lieu le mercredi 6 avril 1988, à 9 h 30, en l'église Saint-Pierre, Ascq, Villeneuve-d'Ascq, et ont été suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière du centre d'Aubercicourt (Nord), à 11 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

Les frères de Jean-Claude Reynal, s'associant à la douleur de ses parents, expriment leur profonde tristesse et rendent hommage à ses talents de professeur et d'artiste.

Jean-Claude REYNAL, graveur, a été inhumé à Bordeaux le 21 mars 1988.

Georges Vallet, Eugénie Paradis, Marie-Laurence et Mickaël Hollet, Leslie, Héloïse, Jessica, Georges et Isabelle Roe, Clarisse et Laurent, Christophe et Chantal Vallet, Antoine, Béatrice, Pauline, Marguerite Tapinier, ont la douleur de faire part du décès de Huguette VALLET, survenu accidentellement le 3 avril 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Saint-Symphorien-d'Assacelles, le 6 avril 1988. 26, rue des Tournelles, 75004 Paris. Les Chaussons, 71570 Saint-Symphorien-d'Assacelles, 367, Chemin de la Rébotière, 38330 Saint-Issier, 33 Hollybrook, Clonart Dublin-3, 19 ter, rue Louis-Maurice, 94210 La Varenne-Saint-Hilaire.

M. et M. Liliane Aubert-Wagner, M. Roland Aubert-Wagner, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Robert WAGNER, maître de Vélizy-Villacoublay, député, conseiller général des Yvelines, survécu le 3 avril 1988, en son domicile.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Jean-Baptiste de Vélizy-Villacoublay, le samedi 9 avril 1988, à 9 heures. Réunion à l'église. Le cercueil sera exposé à l'hôtel de ville, le vendredi 8 avril, à partir de 9 heures. Une bénédiction sera donnée à la mairie ce vendredi, à 18 h 30. L'inhumation se fera au cimetière de Vélizy-Villacoublay, dans le caveau de famille.

30, rue Cassinielle, 78140 Vélizy-Villacoublay.

La municipalité Et le conseil municipal de Vélizy-Villacoublay, ont la douleur de faire part du décès de M. Robert WAGNER, maître de Vélizy-Villacoublay, député, conseiller général des Yvelines, survécu le 3 avril 1988.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Saint-Jean-Baptiste de Vélizy-Villacoublay, le samedi 9 avril 1988, à 9 heures. Le cercueil sera exposé à l'hôtel de ville, le vendredi 8 avril, à partir de 9 heures. Une bénédiction sera donnée à la mairie ce vendredi, à 18 h 30.

M. Paul-Louis Tamiillon, président du conseil général des Yvelines, Et les membres de l'Assemblée départementale de Vélizy-Villacoublay, ont la douleur de faire part du décès de leur collègue Robert WAGNER, maître de Vélizy-Villacoublay, député, conseiller général des Yvelines, survécu le 3 avril 1988.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Jean-Baptiste de Vélizy-Villacoublay, le samedi 9 avril 1988, à 9 heures.

Les membres du conseil d'administration Et le personnel de la Société d'économie mixte immobilière de Vélizy-Villacoublay (SEMIV), ont la douleur de faire part du décès de leur président M. Robert WAGNER, député et maître de Vélizy-Villacoublay, survécu le dimanche 3 avril 1988, à Vélizy-Villacoublay, dans sa soixante-dix-huitième année. (Le Monde du 5 avril.)

Remerciements M. et M. Jean Charvéron, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, très touchés des nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de M. Jean-Pierre CHARVÉRON, remercient toutes les personnes qui ont tenu à s'associer à leur peine.

Anniversaires Pour le anniversaire anniversaire de la mort tragique de Amir ABBASS HOVEYDA, une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Il y a dix ans, le 7 avril 1978, Georges LERMINIER nous quitte.

Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé de lui accorder une pensée.

CARNET DU MONDE Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques : 79 F Abonnés (avec journal) : 88 F Communications diverses : 82 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Révis. : 42-47-85-03.

سكنا من الاجل

ACTIONNAIRES DE TÉLÉMÉCANIQUE



PARLONS CLAIR

Depuis le 21 mars, FRAMATOME offre d'acheter 100 % des actions TELEMECANIQUE au prix de 4.500 F par action (soit un investissement de plus de 6 milliards de francs). C'est 100 % clair.

SCHNEIDER écrit à propos de son offre* portant sur 43,7 % du capital (soit un investissement de 3,9 milliards de francs) :

"L'offre de Schneider est la meilleure pour les actionnaires et les salariés de Télémechanique. Elle l'est aussi pour l'industrie française". (Publicité Schneider parue dans le Monde du 1^{er} avril 1988).

- La meilleure pour les actionnaires de Télémechanique ? Alors, pourquoi Schneider a-t-il déposé le 23 mars une nouvelle surenchère ?
- La meilleure pour les salariés de Télémechanique ? Ceux-ci rejettent pourtant catégoriquement l'OPA de Schneider.
- La meilleure pour l'industrie française ? Au-delà des déclarations de circonstance, les chiffres parlent d'eux-mêmes :

	SCHNEIDER SA		TELEMECANIQUE		FRAMATOME	
	1980	1986	1980	1986	1980	1986
Chiffre d'affaires consolidé (en milliards de F)	31.6	25.8	2.9	6.3	4.5	15.7
Effectif	117.000	59.600	11.109	13.700	4.470	8.750

* Visa COB n° 88-51 - du 12.02.88

RESTONS CLAIR

F **FRAMATOME**

LE FUTUR EN TÊTE.

Une note d'information présentée conjointement par FRAMATOME et LA TELEMECANIQUE ELECTRIQUE (visa COB N° 88-63 du 26.02.88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés.
Les termes de la surenchère de FRAMATOME ont fait l'objet d'un avis n° 88-649 de la Chambre Syndicale des Agents de Change en date du 21.03.88.
Dans le cadre de cette dernière surenchère, si le nombre de titres présentés est inférieur à 10.000, FRAMATOME se réserve la faculté de se porter acquéreur de tout ou partie des titres présentés ou de renoncer à son offre.

SOMMAIRE

La commission de Bruxelles conteste la validité de certains articles de la loi de privatisation votée par le Parlement français en août 1986. Dans une lettre adressée le 25 mars au ministre des finances, le vice-président de la commission accorde vingt et un jours au gou-

vernement français pour lui donner sa réponse (lire page 29). **Les résultats** du commerce extérieur de la France pour 1987 sont décevants. Ils font notamment apparaître, pour la première fois depuis 1969, un déficit du solde industriel (lire page 29). **Un rapport** de la

Cour des comptes met sévèrement en cause la gestion de l'ASSEDIC de Paris (lire ci-dessous). **Selon le ministre** français des transports, un accord de principe a été conclu entre Airbus et le canadien Bombardier qui contrôle Canadair (lire ci-dessous).

Un rapport de la Cour des comptes

L'ASSEDIC de Paris taxée d'incompétence et de laxisme

Quelle dégelée, mes aïeux ! Erreurs de traitement et de gestion, « incompétence », « manque de fermeté des dirigeants », « faiblesse de l'encadrement », absence de contrôle, quasi gabegie... c'est une véritable volée de bois vert que M. André Chandernagor, premier président de la Cour des comptes inflige à l'ASSEDIC (Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) de Paris, dans un rapport adressé au début de février au ministre des affaires sociales, à la suite du contrôle effectué dernièrement (de la propre initiative de la Cour).

On savait que l'établissement, le plus important de France par le nombre d'allocataires (170 000 demandeurs par an) et les sommes versées (7,2 milliards de francs), ne fonctionnait pas bien : cela avait entraîné sa mise sous tutelle pendant plusieurs mois par l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), qui cofinane l'ensemble de l'assurance-chômage. A la même époque avait été prévu un plan de suppressions d'emplois, annulé finalement à la suite d'une grève du personnel. Mais le rapport de la Cour, d'une extrême sévérité, n'épargne aucun aspect de la gestion, ni personne : ni la direction, ni le personnel, ni les partenaires sociaux présents au conseil d'administration de cet organisme paritaire...

Première critique : la mauvaise gestion des dossiers. L'ASSEDIC est chargée, à savoir l'indemnisation des chômeurs. « Dans nombre de cas, selon le rapport, les demandes d'indemnisation sont traitées avec une lenteur excessive » : douze mille à treize mille dossiers restent en instance chaque mois et si le délai moyen de traitement est de seize jours, il atteint parfois plusieurs mois « sans motif valable ». Plus grave : sur l'échantillon de huit cents dossiers qu'ils ont examinés, les magistrats de la Cour des comptes ont relevé 10 % d'erreurs — le taux étant supérieur dans certains cas, par exemple pour les contrats de solidarité, — et ce chiffre leur paraît un minimum au vu des sondages effectués par le service de contrôle interne de l'ASSEDIC.

Compte tenu des sommes maniées par l'organisme, ils évaluent à « au moins une dizaine de millions de francs par an », les dépenses induites entrainées par les erreurs de liquidation. Mais « il arrive souvent aussi de pénaliser des allocataires », et le contrôle de la Cour a fait verser des compléments d'indemnisation à certains chômeurs : l'un d'eux, notamment, avait été le bénéficiaire de 34 871 F ; l'ASSEDIC devait aussi 10 182 F à un réfugié dont l'allocation d'insertion avait été « abusivement » interrompue, et, selon le rapport, « il ne s'agit pas d'exemples isolés ».

Même négligence dans l'usage des fonds sociaux : dans « de nombreux cas », des aides d'urgence ont été versées... plusieurs mois après le dépôt de la demande.

Méthodes inadéquates

Ces erreurs s'expliquent, selon le rapport, par « le défaut de procédures rigoureuses de liquidation et de contrôle », lacune que l'avant-dernier directeur n'a pu réussir à faire corriger par le conseil d'administration, avant son départ en juin 1987. Les dossiers sont souvent « mal tenus », et les magistrats de la Cour eux-mêmes ont mis parfois plusieurs heures, voire « plusieurs jours » à s'y retrouver.

On y découvre assez souvent « des pièces concernant d'autres allocataires ou des documents que l'ASSEDIC aurait dû retourner aux intéressés » : certificats de travail, bulletins de salaire, etc. ; « dans la majorité des cas, la décision prise n'est pas justifiée par un décompte » prouvant que « les droits ont été convenablement exa-

minés ». Certaines pièces obligatoires n'y figurent que « exceptionnellement ». Et en matière d'attribution de solidarité, le traitement est « encore moins approfondi »...

Bref, « la notion de contrôle est étrangère à l'ASSEDIC de Paris » : celle-ci, par exemple, ne vérifie guère l'existence des entreprises mentionnées par les demandeurs, ni leurs salaires, leurs durées d'affiliation et d'activité salariée. En 1984, elle a créé un service de contrôle général qui a inspecté la moitié des entreprises locales, mais on n'a pratiquement jamais vérifié si ses recommandations avaient été suivies. A l'antenne Bercy, pourtant contrôlée auparavant, les magistrats ont découvert environ 10 % d'anomalies dans les liquidations.

Résultat : l'ASSEDIC a quelque peine à détecter et à résorber les versements indus : en 1986, on avait détecté déjà pour 124 millions de francs, soit 1,7 % des allocations versées, mais le chiffre « est en forte augmentation depuis deux ans ». Les méthodes de travail sont « à ce point inadéquates » que l'on n'arrive plus à corriger les conséquences des erreurs : ainsi pourrait-on avoir versé indûment quelque 30 millions de francs par suite d'une simple erreur de taux dans le calcul des garanties de ressources, et « les dirigeants de l'ASSEDIC ont remis leur dette aux 9 416 allocataires concernés sans même chiffrer le préjudice ».

Certes, l'organisme a fait un effort important pour rechercher les causes des fraudes dont il est victime et qui ont représenté 11,9 millions de francs en 1986. Celles-ci sont par des salariés de la maison, évaluées à 6 millions de francs sur les trois dernières années avant d'être aboli à la condamnation de deux cadres supérieurs à des peines de prison. Mais, pour les magistrats, « les délits ne sont rendus possibles que par le laxisme existant » : en effet, « le caractère répressif des mécanismes utilisés » traduit « la conviction que l'ASSEDIC ne procéderait pas à des vérifications élémentaires, sauf par inadvertance ».

Informatique coûteuse

Ces insuffisances sont-elles dues à un manque de moyens ? Hélas ! non, et le rapport n'est pas moins sévère sur la gestion du personnel. L'ASSEDIC « n'a pas maîtrisé ses effectifs », qui ont augmenté de près de 44 % (malgré un défilage tardif) de 1978 à 1987, sans que cela soit justifié par la croissance de l'activité, et elle est encore « l'organisme de ce type dont la productivité par agent est la plus faible ». Simpletun revenir à la moyenne risque d'être d'« un coût excessif » en raison des « avantages hors du commun » accordés aux partants à la suite de la grève de 1986 : 4,6 millions de francs pour soixante-six personnes.

En fait, malgré les recommandations « expresses » de l'UNEDIC, l'organisme continuait, en 1987, d'utiliser 28 % de ses agents à des tâches « non directement productives », c'est-à-dire ni pour la liquidation des dossiers ni pour les conseils aux allocataires — mission qui n'est pas non plus « remplie convenablement ». L'absentéisme y est élevé (28 % en 1986), notamment par suite d'une utilisation « anormale » des mandats syndicaux.

Réalisée « de façon désordonnée et coûteuse », l'informatisation n'a fait qu'accroître les dépenses de gestion. Ainsi les frais engagés pour la location d'ordinateurs de bureau Wang se sont élevés à 6,7 millions de francs de 1984 à 1986 : dépenses injustifiées, car, « hormis quelques applications pour les services du contentieux et du personnel, ces appareils ne servent qu'à faire du traitement de texte ».

Même laxisme dans l'ensemble des achats, auxquels l'ASSEDIC consacre chaque année quelque 5 millions de francs, dont 1 million pour l'équipement de bureau. Or les renouvellements, selon les magistrats, « ne reposent pas sur un examen attentif des besoins » : aucun inventaire régulier des matériels n'est fait ; les procédures d'achat sont « mal définies » et la personne responsable des commandes « n'a pu justifier sur de nombreux points le bien-fondé de ses options ».

On a par exemple acheté pour 307 391 F des classeurs d'un tiers plus chers que les matériels concurrents et tombés en panne deux ans plus tard. Pour l'équipement de l'antenne Ermitage, « l'étude de prix a été rédigée deux ans après la réalisation du programme, pour satisfaire une demande de la Cour » ; les fournisseurs n'avaient pas reçu les mêmes demandes ! De façon générale, « les pièces justifi-

catives font souvent apparaître en matière de remises des pratiques difficilement compréhensibles, voire inexplicables ».

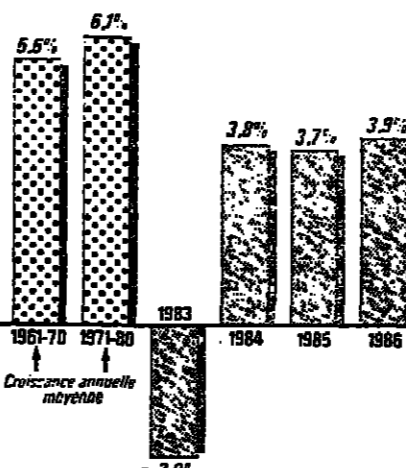
A ces « défaillances graves », le rapport donne quatre raisons principales : « La carence des organismes délibérants, pourtant à même de réagir, puisqu'ils disposent depuis plusieurs années de toutes les informations désirables ; les changements incessants de direction [...] ; les habitudes prises qui témoignent plutôt du souci de gérer les rivalités internes de pouvoirs que de la préoccupation de remplir la mission de service public ; la médiocrité des personnels dont le manque de rigueur et de qualification a dû être relevé ».

Cette situation, conclut M. Chandernagor, appelle « des mesures d'exception » : « vrai dire, à la lecture du rapport on s'en serait douté ! »

GUY HERZLICH.

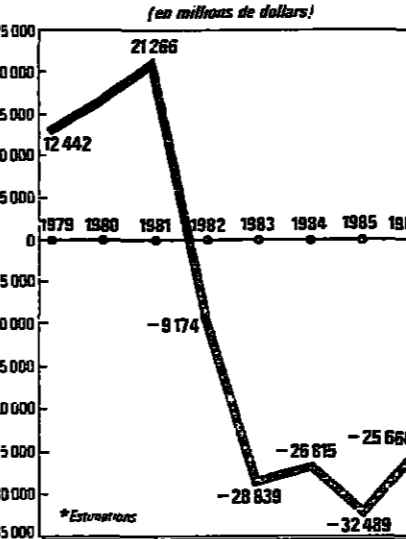
La croissance latino-américaine reste hypothéquée par la dette

Taux de croissance réelle



Source : Banque interaméricaine de développement

TRANSFERT NET DES RESSOURCES



Le souvenir de 1983, « année noire » pour l'économie latino-américaine est une chute de 2,9 % du PIB, ne s'estompe que lentement. La croissance de la région, après avoir rebondi pour atteindre, en moyenne, 3,8 % entre 1984 et 1986, s'est de nouveau tassée en 1987, pour ne représenter que 2,5 %, selon le dernier rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement. Un revers pour des pays dont la population augmente, tous les jours confrontés à un endettement paralysant (près de 400 milliards de dollars à la fin de 1986), ces pays ont vu leurs espoirs déçus. Le décrochage des taux d'intérêt s'est interrompu en 1987. La reprise des flux de capitaux tant privés que publics vers l'Amérique latine (14,4 milliards de dollars, selon la commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes) n'a que partiellement compensé ce phénomène.

En 1986, la région avait payé 25,6 milliards de dollars de plus qu'elle n'avait reçu. Ces transferts nets, bien que d'un peu moins importants, sont restés lourds en 1987, pour la cinquième année consécutive. Ces tendances globales recourent des réalités très diverses selon les pays. Le Brésil et le Mexique, par exemple, comptent parmi les cinq pays en développement ayant enregistré les plus importantes de leurs exportations de produits manufacturés.

AFFAIRES

Soucieux de la protection des actionnaires minoritaires

Le Crédit agricole conteste les conditions de cession de Buitoni SA à Nestlé

Dans un communiqué publié le mardi 5 avril, le Crédit agricole conteste les conditions de cession de Buitoni SA au groupe suisse Nestlé par la CIR, holding industrielle de M. De Benedetti, cession qui a été officiellement annoncée le 18 mars. Rappelant qu'il détiend, via sa banque d'affaires Union d'études et d'investissements (UEI), 10 % de Buitoni SA, l'organe central de la « banque verte » porte « une interrogation sérieuse sur le caractère de cette cession, dans la mesure où celle-ci n'est pas conforme aux règles de droit existantes, et appelle, de la part de l'UEI, des questions auxquelles Buitoni entendit répondre de manière précise dans un délai usuel et déjà établi », indiquant, le 5 avril, la fixation de la firme italienne, une fois connue la contestation du Crédit agricole qu'elle a jugé contraire « aux usages normaux du monde des affaires ».

« Le schéma envisagé pour la cession des actifs de Buitoni SA, totalement conforme aux règles de droit existantes, a appelé, de la part de l'UEI, des questions auxquelles Buitoni entendit répondre de manière précise dans un délai usuel et déjà établi », indiquant, le 5 avril, la fixation de la firme italienne, une fois connue la contestation du Crédit agricole qu'elle a jugé contraire « aux usages normaux du monde des affaires ».

Le Crédit agricole met d'abord en cause la valorisation retenue pour Buitoni SA au sein de l'ensemble des activités du groupe Buitoni. La cession de la CIR à Nestlé porte à la fois sur le pôle italien (Peruggina Buitoni et Buitoni SpA) et sur le pôle français représenté par Buitoni SA. La CIR demande pour cette dernière 2,7 milliards de francs, pour une transaction portant au total sur 7,67 milliards de francs. Curieux calcul, estime-t-on au Crédit agricole, puisque Buitoni SA dégage à elle seule 68 à 70 % des bénéfices du groupe. Le pôle italien paraît ainsi surévalué, d'autant que Nestlé s'est engagé à lui verser 920 millions de francs supplémentaires pour couvrir des dettes contractées par les entités transalpines.

L'autre point de contestation soulevé par le Crédit agricole porte sur les modalités de la cession proprement dite. Celles-ci « entraînent néanmoins un coût fiscal inutile pour Buitoni SA et, partant, pour ses actionnaires », précise le communiqué du 5 avril. La CIR a, en effet, décidé de céder à Nestlé les actifs de Buitoni, mais pas ses actions. En offrant certains actifs à un prix supérieur à leur valeur comptable et surtout à une taxation sur les plus-values qui n'aurait pas été applicable en cas d'une simple cession d'actions. Enfin, M. De Benedetti n'a proposé aux minoritaires

aucune porte de sortie, alors que l'opération envisagée aboutira à « un changement total d'objet social et d'activité de Buitoni SA », comme le précise encore le Crédit agricole.

C'est l'absence de garantie pour ces petits actionnaires qui, le 18 mars, avait conduit la Chambre syndicale des agents de change (aujourd'hui rebaptisée Société des bourses françaises) à suspendre la cotation de la société alimentaire. Depuis lors, le titre n'est plus traité. « M. De Benedetti a dit qu'il ferait une offre de sortie aux minoritaires. Nous aurons des précisions en milieu de semaine », entendait-on mardi à l'ancienne Chambre syndicale. Dès l'annonce de la cession, la CIR aurait, à l'évidence, dû prévoir un maintien de cours de l'agro-alimentaire, seront au mieux de petits porteurs qui le souhaitaient de vendre leurs parts.

« Dans l'espoir de nous laisser, M. Eelsen entretient le conflit en réduisant à néant, par ses déclarations provocatrices, les efforts de rapprochement qui convergent depuis environ trois semaines. » Cette grève d'avertissement est destinée à montrer que le mouvement « n'est pas en voie d'extinction ».

La longue épreuve de force, qui dure depuis novembre 1986, s'est traduite par une quinzaine de grèves

trouveraient ainsi dans une société n'ayant plus aucun point commun avec celle dans laquelle ils avaient investi initialement », constate le Crédit agricole. Pour tenter de faire la lumière sur ce dossier manifestement épineux, la « banque verte » a demandé le 5 avril au président du tribunal de commerce de Créteil de désigner un « expert de minorité ».

La cession définitive de Buitoni à Nestlé reste en outre suspendue à deux conditions : outre l'accord du Conseil de la concurrence, Le Comité français des investissements étrangers devra d'abord donner son accord pour cette transaction, qui met en jeu une société étrangère au Marché commun (Nestlé est suisse). Seule une assemblée générale extraordinaire de Buitoni SA pourra de surcroît décider de la vente des actifs et du changement d'objet social de la firme. Si la décision doit être prise à une majorité qualifiée de 66 %, la CIR a toutes les chances de réunir les votes nécessaires. Outre les 47 % d'actions qu'elle détient dans Buitoni SA, elle possède des titres à vote double qui portent son poids à 60 %. De son côté, le groupe Saint Louis maintient son offre d'achat de Buitoni SA pour un montant de 3 milliards de francs.

Deux conditions

Les actionnaires minoritaires de Buitoni SA, hier impliqués dans l'agro-alimentaire, seront au mieux détenteurs de liquidités, au pis propriétaires d'actions d'autres sociétés du groupe industriel de M. De Benedetti.

ERIC FOTTORINO.

Une première extension outre-Atlantique

Le canadien Bombardier va coopérer avec Airbus

Le consortium européen Airbus Industrie a conclu « un accord de principe » sur une coopération industrielle avec le groupe canadien Bombardier qui contrôle Canadair, indique, le mardi 5 avril, à Paris, M. Jacques Douffiaques, ministre délégué aux transports. « Les grandes lignes sont arrêtées, mais il reste à en définir les modalités pratiques », a ajouté le ministre sans plus de précision, mais on sait que les négociations menées concernant la participation de la firme canadienne aux futurs avions A-330 et A-340.

Sans désigner particulièrement Bombardier, M. Douffiaques a précisé qu'il n'était pas possible pour un industriel de devenir partenaire d'Airbus Industrie sans reprendre une partie du passif de cette société. Airbus Industrie, groupement d'intérêt économique (GIE) de droit français, voit aujourd'hui sa structure remise en cause, notamment, par les Britanniques (le Monde du 1er avril). Les ministres européens des transports doivent se réunir à ce sujet le 12 avril.

L'association de Bombardier à Airbus était attendue. Le constructeur, qui réunit dans son GIE le français Aérospatiale, l'allemand MBB, le britannique British Aerospace et l'espagnol Casa, développe

aujourd'hui une stratégie de coopération mondiale. En Europe, le néerlandais Fokker et le belge Belairbus ont déjà été associés, mais Airbus négocie des partenariats avec le suédois Saab, l'australien De Havilland, des sud-comptés et surtout des américains. L'idée est double : trouver d'abord des sous-traitances qui permettent un accroissement des capacités de production rendu nécessaire par le succès commercial (les commandes devront passer de 29 unités cette année à 88 en 1991) ; ensuite conforter sa clientèle par pays en y délocalisant une partie du travail. Boeing fait d'ailleurs de même, notamment avec les Japonais. Même si M. Douffiaques a annoncé que l'accord avec Bombardier n'était pas lié à ventes, on sait que le Canada devrait annoncer prochainement l'achat de 54 A-320 pour 10 milliards de francs.

Qu'Airbus s'étende grâce aux Canadiens outre-Atlantique est un succès, mais la véritable bataille se joue directement aux Etats-Unis. Airbus négocie avec McDonnell Douglas la construction d'une version longue de l'A-320 et d'un gros porteur. Une alliance essentielle qui pourrait atténuer les critiques américaines contre Airbus accusé de concurrence déloyale et qui serait un point crucial gagné contre Boeing.

Durcissement du conflit

Air Inter en grève totale du 11 au 13 avril

Le conflit se durcit à Air Inter : les syndicats de navigants techniques (pilotes et mécaniciens navigation du SNPL, du SPAC et du SNOMAC) annoncent trois jours de grève totale, du lundi 11 avril à 0 heure au mercredi 13 à minuit, toujours pour obtenir du PDG d'Air Inter, M. Pierre Eelsen, le pilotage à trois de l'Airbus 320. Dans un communiqué, les trois syndicats précisent : « Dans l'espoir de nous laisser, M. Eelsen entretient le conflit en réduisant à néant, par ses déclarations provocatrices, les efforts de rapprochement qui convergent depuis environ trois semaines. » Cette grève d'avertissement est destinée à montrer que le mouvement « n'est pas en voie d'extinction ».

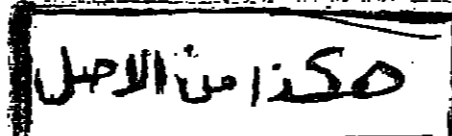
La longue épreuve de force, qui dure depuis novembre 1986, s'est traduite par une quinzaine de grèves

et, depuis huit semaines, par un arrêt de travail jusqu'à 8 heures, tous les matins sauf le week-end, la direction affrontant des appareils d'autres compagnies pour les vols nationaux. Ce qui lui coûte 10 millions de francs par semaine et lui fait perdre 2 à 3 % de sa clientèle.

L'intersyndicale « dément », par ailleurs que « l'analyse des conditions de vol de l'A-320 serait effectuée par ordinateur (...). Ce n'est pas la technologie qui évince le mécanisme, mais un calcul arbitraire des charges de travail », conclut le communiqué.

Ce nouveau préavis de grève intervient alors que le personnel au sol s'approprie à une grève le 18 avril, à l'appel de FO (17 % du personnel) sur les salaires, les promotions et les conditions de travail.

« Nouveaux charters Paris-Provence. — De nouveaux vols charters ont été autorisés entre Paris treize destinations continentales et la Corse, a annoncé M. Jacques Douffiaques, ministre délégué aux transports. Au rythme de deux vols par semaine et par destination, les vols desserviront Nice, Toulon, Biarritz, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier, Mulhouse, Lyon, Perpignan, Nantes et Rodez d'une part, et quatre villes corses d'autre part. Les règles fixées en avril 1987, lors du début des vols charters vers la province, devront être respectées : vente de billet aller et retour, réservation à date ferme, pas de vols aux heures de pointe.



هكذا من الاجل

28 Le Monde • Jeudi 7 avril 1988 •••



Une puissance peut en cacher une autre.

Une nouvelle force est née: AEG Olympia. Derrière elle, la force AEG. Deux grands noms réunis pour former une nouvelle entité au sein du groupe AEG. Comme un signe des temps, ce symbole rouge et noir sera désormais l'expression de la toute puissance dans le domaine de la bureautique, de l'information et de la communication.

Mariage heureux où chacun a mis dans la corbeille le meilleur de lui-même: AEG, sa technologie d'information et de communication. Olympia, son expérience bureautique et le potentiel d'un marché promis à un taux d'accroissement de 10%.

Aujourd'hui AEG Olympia, c'est: 10000 personnes auxquelles s'ajoutent les 6500 scientifiques et techniciens du groupe AEG, et un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs.

Une force qui répond aux exigences d'un marché en pleine évolution, un seul partenaire qui vous apporte à la fois: conseil, technologie, installation, service. Et tout cela, pour un rapport qualité/prix performant!

Forts de toutes ces capacités, nous mettons à votre service une gamme complète AEG Olympia:

- micro-ordinateurs (hardware et software),
- systèmes de communication,
- traitement de texte,

- machine à écrire électronique,
- poste de travail multi-fonction.

Venez découvrir au SICOB les effets de la formidable synergie AEG et AEG Olympia.

Oui, une puissance peut en cacher une autre. Rendez-vous au SICOB.

Olympia France, 10, avenue Réaumur 92142 Clamart.
Téléphone: 45 37 96 00.

AEG
OLYMPIA

Économie

CONJONCTURE

Avec 31,6 milliards de déficit en 1987

Les inquiétants reculs du commerce extérieur

Le commerce extérieur a continué d'être, en 1987, le point noir de l'économie française. Sur bien des plans, la situation s'est améliorée l'année dernière : production industrielle croissante, ralentissement de la hausse des prix, réduction des déficits. Apparemment, la balance commerciale du pays est restée déficitaire. Comme elle l'est chaque année depuis 1978 (1), si l'on excepte 1986 et son équilibre tombé du ciel, c'est-à-dire de l'effondrement des prix pétroliers (2).

Sans doute un second semestre 1987 de bonnes performances ont été enregistrées à l'exportation, les entreprises françaises bénéficiant de la forte reprise mondiale et regagnant une partie des parts de marchés perdues. Mais ce mouvement de nos ventes à l'étranger devra se confirmer pendant de nombreux mois pour renverser une tendance constamment défavorable, soit que nos exportations augmentent insuffisamment faute de compétitivité, soit que nos importations croissent trop vite.

L'effondrement du solde industriel

Le déficit de la balance commerciale en 1987 (31,6 milliards de francs selon les chiffres rectifiés) s'explique par la croissance deux fois plus rapide des achats que des ventes : + 6,6 % en valeur par rapport à 1986 pour les importations, + 3 % pour les exportations. Sans les ventes de matériel militaire, le déficit aurait été presque double : 58,2 milliards de francs.

L'année dernière aura été marquée par une véritable catastrophe : depuis dix-huit ans, régulièrement, la France vendait à l'étranger plus de produits manufacturés qu'elle n'en achetait. On pouvait voir là le signe d'une économie développée. En 1987, nos échanges dans ce domaine sont devenus déficitaires : - 7,9 milliards de francs après un excédent de 35,4 milliards de francs

en 1986 et de presque 90 milliards de francs en 1985.

Un tel effondrement ne s'explique évidemment pas seulement par des prix devenus brusquement trop chers ou par une qualité devenue insuffisante. Il faut probablement voir dans cet échec national les conséquences de la baisse des prix pétroliers qui, en même temps qu'elle a allégé notre facture énergétique, a réduit le pouvoir d'achat des pays de l'OPEP, de bons clients pour la France. L'INSEE a calculé que la demande de produits manufacturés adressés par ces pays à nos entreprises avait diminué de 22 % en 1986 et encore de 15 % en 1987, ce qui est évidemment considérable.

Mais c'est plus encore avec les pays en développement que nous avons essuyé les plus gros déboires. Ces pays qui n'ont jamais eu la chance de vendre du pétrole - ont vu eux aussi leur pouvoir d'achat baisser. En fait, notamment de la dévalorisation du dollar, monnaie utilisée pour vendre leur production. L'Afrique quant à elle a continué de s'appauvrir. Dans l'ensemble, les PVD ont réduit leur demande de produits manufacturés de 8,7 en 1986 et encore de 1,8 % en 1987.

Avec la balance des services, dont le déficit est revenu de 89,5 milliards de francs en 1986 à 82,1 milliards de francs l'année dernière, c'est encore une fois l'agriculture qui, avec un excédent de 24,5 milliards de francs, a limité les dégâts au niveau global.

Recul presque général

Mais dans le détail, que de dégâts ! (Voir tableau par zone géographique).

Le recul a été général sur presque tous les fronts. Hormis les pays de l'Est pour lesquels notre déficit s'est quelque peu réduit, les déséquilibres sont devenus partout et les excédents quand ils existent (avec la Grande-Bretagne par exemple) ont diminué : cela est vrai avec la CEE

(RFA, Italie, Royaume-Uni), avec les pays industrialisés (Japon). Une exception : les États-Unis vis-à-vis desquels nous avons réduit légèrement notre déficit. Les occasions de se réjouir ne sont pas si nombreuses qu'on puisse passer ce succès sous silence.

L'évolution de notre balance des produits manufacturés, dont on vient de voir qu'elle était devenue déficitaire pour la première fois depuis 1969, est-elle sans appel ? Outre l'explication géographique (OPEP, PVD) on peut trouver quelque raison de ne pas désespérer dans la conjoncture française actuelle. La reprise des investissements à un rythme assez soutenu peut - c'est vrai - expliquer des achats importants de biens d'équipement à l'étranger. Si tel était le cas, une partie au moins de la détérioration de la balance des biens manufacturés serait positive puisque les machines achetées en 1987 - hors de nos frontières - serviraient à fabriquer et à exporter des biens cette année et au cours des années suivantes.

L'analyse des chiffres laisse perplexes (voir tableau par production). Le gonflement du déficit « biens intermédiaires » - ceux-ci comprennent curieusement les matières premières - comme la réduction de l'excédent des biens d'équipement professionnels peuvent s'expliquer par un effort d'investissement. La réduction de l'excédent « automobile » - qui comprend les camions et les pièces détachées - est de plus en plus difficile à interpréter par rapport à l'importation de véhicules français montés à l'étranger (le nombre de véhicules importés a dépassé de 30 600 par mois, selon les chiffres de l'INSEE, les immatriculations de véhicules étrangers).

Reste les biens d'équipement ménagers (dépend des réfrigérateurs jusqu'aux télévisions) et surtout les biens de consommation (textiles, cuir, chaussures) dont les balances se sont détériorées sans qu'on puisse évidemment évoquer la possibilité d'un effort d'équipement des entreprises.

Ce qui reste vrai, c'est qu'après un début d'année médiocre la conjoncture s'est beaucoup améliorée en France à partir du printemps. Le pays est entré - et se trouve encore - dans une période de facilité où les trois moteurs traditionnels de la croissance économique fonctionnent en même temps, ce qui est assez rare : l'investissement des entreprises, la consommation des ménages, et le tourisme.

Le déséquilibre du commerce extérieur traduit le fait que le pays continue de vivre un peu au-dessus de ses moyens. Trop de consommation, pas assez d'épargne, une offre de produits exportables encore insuffisante. Les prochains mois diront si ce déséquilibre peut se résorber progressivement grâce aux investissements effectués depuis deux ans.

Si tel n'était pas le cas il faudrait encore une fois limiter la demande des Français en attendant que les entreprises puissent exporter l'équipement de ce que nous voulons acheter hors de nos frontières.

PRIVATISATIONS

Dans une lettre adressée à M. Balladur

La Commission européenne conteste une disposition de la loi française

La loi de privatisation française du 6 août 1986 serait-elle, par l'une de ses dispositions, contraire au droit communautaire européen ? Invoquant « le traitement privilégié accordé aux personnes physiques de nationalité française résidentes » pour la distribution d'actions gratuites, la Commission, qui a examiné cette question ainsi que les problèmes liés à la privatisation de Rolls Royce le 24 mars dernier, en semble convaincue. Le vice-président de la Commission, Lord Cockfield, a adressé à ce sujet une lettre à M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, que publie *le Canard enchaîné* dans son numéro daté du 6 avril.

dévaient être considérées comme effectuées dans des conditions contraires au droit communautaire, ce qui conduirait la Commission à agir contre la France à leur sujet.

Le ministre français de l'économie est donc sommé de répondre avant le 15 avril prochain à la Commission. On rappelle que la loi de privatisation a prévu la distribution d'actions gratuites pour les salariés et les épargnants qui conserveront, pendant un an pour les premiers et pendant dix-huit mois pour les seconds, leurs titres. Les petits actionnaires devraient donc concourir, au bout de dix-huit mois, une action gratuite, pour dix conservés. Dans ce but, l'Etat a gardé, lors de la mise en vente des différentes sociétés nationales, des actions.

La première distribution d'actions gratuites devait avoir lieu en mai prochain et bénéficier aux petits porteurs persévérants de Saint-Gobain. Cette firme a été privatisée en novembre 1986. L'Etat possède un million huit cent mille titres pour cette distribution.

Mercredi 5 avril dans la matinée, le ministre français n'avait pas réagi. A la demande de Bruxelles, M. Balladur pourrait annoncer qu'une modification de la loi sera apportée dès que possible. Mais, dans la mesure où une première distribution doit avoir lieu en mai, il pourrait décider d'étendre immédiatement à tous les ressortissants européens le bénéfice de ces actions gratuites. L'Etat disposera-t-il pour cela de suffisamment d'actions ? Le nombre des porteurs étrangers (ressortissants des pays membres de la CEE) de titres de sociétés privatisées qui ont souscrit lors de l'offre publique de vente et qui auront conservé ces titres pendant dix-huit mois est sans doute très limité.

Dans cette lettre, le commissaire européen chargé du marché intérieur rappelle qu'il avait déjà, par un courrier du 2 octobre 1986, attiré l'attention du ministre français sur les difficultés potentielles que comportent certaines dispositions de la loi de privatisation française, notamment l'article 13 de cette loi, qui réserve aux ressortissants français le bénéfice de la distribution d'actions gratuites.

Avant le 15 avril

Dans son texte de privatisation, le gouvernement a prévu de distribuer une action gratuite pour tous les épargnants qui auront conservé pendant dix-huit mois leurs dix actions. « Mon cabinet s'est efforcé sans succès d'organiser une discussion autour de cette disposition, de sorte qu'aucune clarification n'y a été apportée depuis l'envoi de ma lettre », écrit Lord Cockfield. A en croire la Commission donc, M. Balladur aurait jusqu'ici refusé de débattre de ce problème avec les autorités de Bruxelles. Dans ces conditions, la Commission somme le ministre français « de bien vouloir [...] confirmer, sous un délai de vingt et un jours après la date de la présente lettre, que les ressortissants communautaires sont assimilés aux nationaux au cas où les distributions d'actions gratuites, qui ont été annoncées dans le cadre des privatisations opérées à ce jour, auraient lieu ». Lord Cockfield ajoute : « A défaut, ces distributions

Quant aux Français qui ont gardé leurs actions, ils ne seraient plus aujourd'hui qu'environ 66 %, d'après les dernières estimations de la direction du Trésor de janvier dernier. Dans ces conditions il semble que la Rue de Rivoli pourrait, sans conséquence pour les petits actionnaires français, décider d'une extension du bénéfice des actions gratuites à tous les ressortissants européens.

E. L.

Les paiements courants en 1987 : - 26,7 milliards

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 26,7 milliards de francs en 1987, après avoir été excédentaire de 20,2 milliards de francs en 1986. Depuis 1979 (+ 22 milliards de francs), les paiements courants de la France ont été constamment déficitaires, le point le plus bas s'étant situé en 1982 (- 79,3 milliards de francs). L'excédent de 1986 s'explique par la forte baisse des prix pétroliers qui cette année-là avait réduit à zéro un déficit commercial encore chiffré à 30,7 milliards de francs en 1985.

Le déficit de la balance des paiements courants de 1987 s'explique donc par des écartons défavorables de la balance des biens et services dont l'excédent s'est très fortement réduit - revenant de 50 milliards à 1 milliard.

L'excédent des services a diminué considérablement, de 34,4 milliards de francs à 25,5 milliards de francs, du fait surtout des services liés au commerce extérieur, de la coopération technique et enfin du tourisme, dont l'excédent a fondu (- 3,7 milliards) revenant de 22,2 à 18,5 milliards.

Seuls les pays de l'Est

(en milliards de francs)

	1980	1986	1987
CEE	-21,6	-54,3	-39
OCE	-2,4	-19,4	-21,4
Pays de l'Est	2,4	11	9,4
PVD	+65,2	+4,1	+12,7

Pertes sur la RFA

(en milliards de francs)

	1980	1986	1987
RFA	-168	-33	-63
Italie	+52	+63	+72
Grande-Bretagne	+2	+149	+43
Autres pays	-14,6	-5	-15,4

L'agriculture heureusement

(en milliards de francs)

	1980	1986	1987
AGRICULTURE	+ 3,9	+ 21,1	+ 24,5
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES	+ 7,5	+ 4,9	+ 4,7
ENERGIE	-13,7	- 89,5	- 82,1
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 37	+ 35,4	- 7,9
Autres	- 10,3	- 3,9	- 16,9
Biens intermédiaires	+ 26,3	+ 42	+ 23,1
Biens d'équipement professionnels	5,2	12,1	14,6
Matériel militaire	+ 28,1	+ 29,2	+ 22,9
Biens de consommation, etc.	- 3,9	- 16,5	- 24,8

Les chiffres contenus dans ce tableau sont exprimés CAF-FAB, selon la méthode des douanes. C'est dire que les importations incluent les frais d'assurance, de transport, etc., alors que les exportations ne comprennent pas. La valeur des ventes à l'étranger est donc sous-estimée par rapport à la valeur des achats. Le tableau est donc à interpréter avec précaution. Seuls les chiffres globaux sont présentés de façon homogène (CAF-FAB) par les douanes. Les biens d'équipement professionnels ne comprennent pas le matériel militaire mais incluent les avions, les trains.

REPÈRES

Prix à la production

Les hausses s'accroissent en France

« Depuis le début de l'année, la demande globale a continué de croître à un rythme soutenu, moins vite toutefois qu'au quatrième trimestre 1987. La progression de la demande étrangère ne s'est pas infléchie », écrit l'INSEE dans son enquête trimestrielle sur l'industrie.

« Pour le deuxième trimestre, les industriels prévoient une augmentation de la demande étrangère plus modérée qu'au premier et un nouveau ralentissement de la demande globale. »

Selon les industriels, le recul des effectifs s'est poursuivi au premier trimestre au même rythme qu'en fin d'année (la diminution des effectifs s'était alors ralentie). Au deuxième trimestre, les effectifs baissent au même rythme qu'en début d'année.

Après avoir décliné au quatrième trimestre, les prix à la production ont augmenté de 0,4 % en rythme mensuel en janvier-février. Les produits pétroliers, dont les prix ne diminuent plus que modérément, contribuent fortement à cette accélération. Celle-ci est d'ailleurs moins marquée dans l'industrie manufacturière. En mars-

Balance des paiements courants

Forte contraction de l'excédent allemand

L'excédent de la balance des comptes courants ouest-allemands s'est fortement contracté en janvier pour revenir à 4,7 milliards de deutschemarks (16,6 milliards de francs) contre 9 milliards en décembre 1987 et 5,4 milliards en janvier 1987, indique la Bundesbank. Cette baisse recouvre un amincissement du solde positif du commerce extérieur : 4 milliards de deutschemarks en janvier, soit pratiquement le même montant qu'en décembre (3,9 milliards) mais sensiblement moins qu'en janvier 1987 (18,28 milliards). Elle s'explique surtout par un allourdissement du déficit chronique ouest-allemand en matière de services. Ce dernier est passé de 300 millions de marks en décembre 1987 à 1,9 milliard en janvier 1988. La balance des capitaux, en revanche, s'est améliorée : son déficit se limitant à 12 milliard de marks contre 8,27 milliards en décembre. Mais à l'exportation, comme à l'importation, le flux de capitaux à long terme se sont taris. La Bundesbank souligne qu'en janvier

Haute technologie

Deux sociétés japonaises accusées d'exportations illégales en Chine

La police japonaise a effectué une perquisition, le mardi 5 avril, dans les locaux de deux petites sociétés de commerce soupçonnées d'avoir exporté en Chine, en 1985 et 1986, des équipements de haute technologie, en violation avec les règles du COCOM (Comité de coordination de l'OTAN dont fait partie le Japon). Il s'agit de Kyokuto Shokai et Shinsai Kooki, qui seraient vendeurs des composants électroniques, un oscilloscope et un analyseur de signaux.

Selon les autorités nipponnes, la valeur des contrats ne dépasserait pas 500 000 dollars. Affaire minuscule donc, mais qui avait été signalée à Tokyo par Washington et qui permet au Japon de prouver sa bonne conduite au moment où les autorités américaines discutent de la loi commerciale et d'éventuelles mesures de boycottage contre Toshiba, accusée d'avoir vendu du matériel sensible à l'URSS. Les États-Unis ont d'ailleurs félicité la police japonaise de son « énergie nouvelle ».

SOCIAL

Poursuite des grèves à la SNECMA

Les grévistes des usines de la SNECMA (moteurs d'avions) de Geneveville (Hauts-de-Seine) et de Villaroche (Seine-et-Marne) ont décidé, le mardi 5 avril, de reconduire leur mouvement. La grève, soutenue par la CGT et la CFDT, a été entamée le 17 mars à Geneveville et le 21 mars à Villaroche avec, comme revendication centrale, une augmentation de salaire de 1 500 F pour tous et le paiement des jours de grève (*Le Monde* du 31 mars).

Ce mouvement a été reconduit à l'unanimité du personnel présent aux assemblées générales, selon le comité de grève. Mais dans la troisième usine, à Corbeil (Essonne), la grève n'a été votée que par 180 des 1 600 employés. Les grévistes ont toutefois indiqué que la production des trois usines est « paralysée ». Ils devaient également se rendre, mercredi matin 6 avril, sur les pistes de l'aéroport d'Orly afin de « faire connaître le mouvement » et de « discuter avec les travailleurs de l'aviation ».

EN BREF

L'OPA de Bolloré sur Rhin-Rhône est déclarée recevable

La société des Bourses françaises a jugé recevable l'offre publique d'achat du groupe Bolloré, au travers de sa filiale Sofical, sur Rhin-Rhône. L'OPA, au prix unitaire de 1 575 F, porte sur un nombre minimum de 81 258 actions Rhin-Rhône. Elle est de 5 % supérieure à celle déposée par Elf-Aquitaine. Toutefois, mardi, les discussions se poursuivaient entre Bolloré et Elf.

net. Selon le ministère, cela devrait diminuer les disparités de charges entre les départements résultant du revenu cadastral (mais cela ne changera rien aux disparités intradépartementales et entre les exploitations provoquées par ce même revenu cadastral).

● 35 000 F pour des gifles et des injures. - Le tribunal des prud'hommes de Brest a condamné à 35 000 F de dommages et intérêts le propriétaire d'une paroisse qui avait en août 1986, giflé et insulté à deux reprises devant témoins une vendeuse employée dans le magasin depuis deux ans et demi, pour avoir déplacé des produits de démonstration.

Le tribunal a considéré que l'employeur avait « commis une faute lourde, aggravée par la désinvolture à remettre des bulletins de salaires, dès avec un an et demi de retard, lors de la cinquantième audience de la procédure ». Aux dommages et intérêts s'ajoutent notamment un préavis et des indemnités de congés payés, et l'ensemble s'élevait à quelque 50 000 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFF
Omnium financier de Paris

Le conseil de l'OFF - Omnium financier de Paris - s'est réuni le 31 mars 1988 sous la présidence de M. J.-C. Genot pour examiner les comptes de l'exercice 1987. Le bénéfice consolidé, qui englobe les résultats des deux filiales, la Société financière d'Auteuil et l'Omnium de Pétroles SA, est, à 233,1 millions, proche de 236 millions de francs de 1986, la part du groupe se situant respectivement à 220,1 F millions de francs et 229 millions de francs.

En 1987, l'essentiel des plus-values nettes dégagées au sein du groupe l'ayant été au niveau des deux filiales alors qu'en 1986 elles étaient apparues au niveau de la maison mère, le bénéfice de la maison mère s'est établi à 121 millions de francs contre 182,5 millions.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 7 juin 1988 de distribuer un dividende unitaire identique à celui de l'exercice précédent : 43 F par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 21,50 F, soit un total de 64,50 F. La distribution globale, y compris le précompte mobilier, serait ainsi de 85,3 millions de francs.

An cours de l'exercice, OFF et ses filiales ont réalisé des investissements bruts consolidés pour un montant global de 422,2 millions de francs.

SKOTEL

Le conseil d'administration s'est tenu le 25 mars 1988 sous la présidence de M. Bernard Tristan pour examiner les comptes qui seront présentés à la prochaine assemblée générale ordinaire. Ces comptes font ressortir un bénéfice net de 68 928 362,66 F.

La progression du résultat par rapport à l'année précédente, hors incidences des plus-values de cession, s'élève à 7,1 %. Cette augmentation est satisfaisante, d'autant que les amortissements (incluant un suramortissement des opérations de crédit-bail) s'accroissent de 18 %.

Le bénéfice par action s'élève à 30,58 F après création de 15 743 actions nouvelles provenant de la conversion d'obligations.

Ce bénéfice permettra de proposer un dividende de 26 F par action, en hausse de 4 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

سكوتال من الاموال

سكزا من الاموال

Marchés financiers

4 1/2 % 1973 : reprise des cotations avant le remboursement anticipé

Le conseil des Bourses de valeurs a décidé de reprendre, le jeudi 7 avril, la cotation de l'emprunt 4 1/2 % 1973 sur le marché RM (réglement mensuel) suspendue depuis le 9 mars dernier...

des opérations conditionnelles ne sera toutefois pas reprise. A partir du 22 avril et jusqu'au 25 mai 1988 inclus, les obligations de 100 F de cet emprunt ne seront plus négociables qu'au comptant sur le groupe 4 - criée - de 12 h 30 à 14 h 30, sous une ligne dite « livrable ».

La société de Bourse Louis Baudouin en redressement judiciaire

La société de Bourse Louis Baudouin SA a été placée, le mardi 5 avril, en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris.

Ce dernier avait été nommé à la mi-mars administrateur provisoire de cette société, « avec mission d'assurer la gestion de l'entreprise et garantir les intérêts de la clientèle ».

Une lettre de Royco Investment Company

A la suite de notre article « Enquête sur un produit miracle » (Le Monde du 26 mars), nous avons reçu une lettre de la société Royco Investment Company, en provenance de Genève, dans laquelle les dirigeants du groupe indiquent :

« Nous sommes conscients que notre activité est en infraction vis-à-vis du règlement des Bourses, et avons à cet effet préparé un dossier complet en vue d'une demande d'autorisation. Par contre, nous refusons toutes les autres allégations ».

Après la suspension provisoire par les autorités boursières des activités de la société de Bourse Louis Baudouin, le parquet du tribunal de Paris avait ouvert une information judiciaire contre X... pour abus de confiance, escroquerie, abus de biens sociaux, infraction aux articles 3 et 6 de la loi de 1972 relative aux remisiers et gérants de portefeuilles.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE SOFINCO

Le conseil d'administration de la Banque SOFINCO, réuni le 31 mars sous la présidence de M. Thierry de La Bouillerie, a arrêté les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1987, et préparé la prochaine assemblée générale des actionnaires.

La production du groupe SOFINCO s'est élevée à 11,9 milliards de francs pour l'exercice écoulé, soit 1 milliard de francs en moyenne par mois, ce qui représente une progression de 38,4 % par rapport à 1986 et 68 % par rapport à 1985.

Le bilan consolidé du groupe passe de 11,9 milliards de francs à 16,3 milliards de francs (+ 37 %), tandis que le résultat net consolidé atteint 113,5 millions de francs, dont 106,7 millions de francs de résultat net courant.

Pour ce qui concerne la Banque SOFINCO seule, le résultat net a été arrêté à 86 697 112 F, en progression de 16 % par rapport à 1986 et de 66,7 % par rapport à 1985.

Il sera proposé à la prochaine assemblée des actionnaires de distribuer 41 040 000 F de dividende, le solde étant affecté aux réserves et au report à nouveau : sur cette base le dividende par action ressort à 27 F avec l'avoir fiscal, soit + 15,4 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Il est rappelé que le capital de la Banque SOFINCO a été porté en fin d'année dernière de 285 000 000 F à 369 300 000 F tant par incorporation de réserves que par apport en numéraire de la Compagnie financière de Suez.

Ce développement du groupe SOFINCO met en évidence son aptitude à répondre efficacement à la demande des consommateurs de la bonne évolution de Crédit Suisse holding créé par la Compagnie financière de Suez en vue de développer une politique active en direction des particuliers, et dont la Banque SOFINCO est maintenant la filiale.

EUROCOM

Le conseil de surveillance s'est réuni le 30 mars 1988 pour examiner les comptes de l'exercice 1987. Le chiffre d'affaires total réalisé par les sociétés du groupe dans les activités publicitaires (conseil en publicité et marketing services), calculé selon les normes de la profession, s'est élevé en 1987 à 14,3 milliards de francs, soit une progression de 13,5 % par rapport à 1986.

(hors plus-values exceptionnelles), en augmentation de 23 %. Le résultat net consolidé global est de 145,5 millions de francs et la capacité d'autofinancement de 278 millions de francs.

Pour la société mère EUROCOM, le bénéfice net s'est élevé à 94 millions de francs, dont 50,6 millions de francs de plus-values nettes sur apports de titres de participation.

Le bénéfice net consolidé, part du groupe, s'établit à 92,7 millions de francs contre 72,1 millions de francs en 1986, soit une progression de 28,5 %, étant rappelé qu'en 1986 d'importantes plus-values exceptionnelles avaient porté le résultat net consolidé total, part du groupe, à 99,3 millions de francs.

Le directeur, désireux d'assurer un rendement de l'action conforme aux attentes des actionnaires, proposera à l'assemblée de porter le dividende net de 18 F à 23 F, soit un montant global de 34,5 F. Le dividende unitaire serait ainsi majoré de 27,8 %, et la somme totale versée aux actionnaires, compte tenu des actions nouvelles émises en 1987, passerait de 22,9 à 36 millions de francs, soit + 57,2 %.

Par action, le bénéfice net consolidé, part du groupe, calculé sur le nombre moyen d'actions de l'exercice 1987, s'élève à 69 F au lieu de 56 F en 1986

NEW-YORK, 6 avril ↑

Reprise

Wall Street a effacé, mardi, la mauvaise impression laissée en début de séance par son démarrage maussade. Le marché américain s'est redressé. Cependant, il n'a pas réussi à conserver toute son avance initiale.

Le bilan de la journée a été le reflet de ce résultat. Sur 1 964 valeurs traitées, 911 ont monté, 586 ont baissé et 467 n'ont pas varié. La reprise du dollar a été le détonateur de la hausse. Sur ce point, tout le monde était d'accord autour du Big Board.

Table with columns: VALEURS, Cours du 4 avril, Cours du 5 avril. Lists various stocks like Alcoa, Alcan, A.T.T., Boeing, etc.

LONDRES, 5 avril ↓

Tassement

Le week-end pascal n'a en rien modifié l'état d'esprit des investisseurs britanniques. Mardi, la journée a été à l'image des séances précédentes : terne. L'indice FT des valeurs industrielles a terminé en baisse de 3,8 points (-0,3 %), à 1 382,9.

Table with columns: VALEURS, Cours de 5 avril, Cours de 6 avril. Lists stocks like Alcan, BHP, BP, etc.

PARIS, 6 avril =

Sans relief

La Bourse de Paris a retrouvé, mercredi, son air mesuré après avoir été ébranlée par son démarrage enervé. Le marché américain n'a pas eu de suite. Directif, l'affirmation a été le plus fort.

Complètement découvert, le marché avait le plus grand mal à se mouvoir. Les professionnels baissaient d'ennui derrière les piliers. Il est vrai que jamais depuis deux ans et demi les courants d'échanges n'ont été aussi faibles.

Le marché des obligations a été soutenu mais avec peu d'activité aussi. Meilleure orientation du MATIF.

TOKYO, 6 avril ↑

A une encablure du plus haut

« Une peine croyable ! Le mercredi 6 avril, le marché japonais s'a en effondré, repris sa progression interrompue. Les investisseurs se sont approchés à moins de 0,5 % de son plus haut niveau historique.

Table with columns: VALEURS, Cours de 5 avril, Cours de 6 avril. Lists stocks like Alcan, BHP, BP, etc.

FAITS ET RÉSULTATS

Précision de la COB à propos de l'interdiction de la Commission des opérations de Bourse rappelle que la cotation du titre Télémeccanique étant suspendue, toute transaction ne peut avoir lieu dans l'immédiat.

Aucun dividende ne sera versé pendant la construction de l'ouvrage de l'Institut de développement des industries agricoles et agroalimentaires (IDIA) à réaliser, en 1987, un bénéfice net de 51,8 millions de francs.

Le consortium franco-britannique Eurotunnel, chargé de la construction du tunnel sous la Manche, a été rattaché à la filiale de la Compagnie financière de Suez pour l'exercice annuel terminé au 31 décembre 1987.

Un juge bloque l'OPA de Beazer sur Koppers. L'OPA lancée par Beazer PLC sur Koppers, le constructeur américain de matériels de construction, n'aboutira peut-être pas.

PARIS :

Second marché (sélection)

Table with columns: VALEURS, Cours préc., Dernier cours. Lists various stocks like A.G.P.S.A., Alcan, Alcoa, etc.

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables

Table with columns: VALEURS, PRIX exercice, OPTIONS D'ACHAT, OPTIONS DE VENTE. Lists options for various stocks.

MATIF

Table with columns: COURS, Juin 88, Sept. 88, Déc. 88. Lists MATIF contracts for various periods.

INDICES

Table with columns: CHANGES, BOURSES. Lists exchange rates and stock indices for Paris, London, Tokyo, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Lists interbank exchange rates for various currencies.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: SE-U., DM, FF, etc. Lists Euro money rates for various currencies and maturities.

Marchés financiers

BOURSE DU 6 AVRIL

Cours relevés à 14 h 57

Comptant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1024	A.S. 1973	3830	3830	3830	+ 0,78	1024	AS 1973	3830	3830	3830	+ 0,78	1024	AS 1973	3830	3830	3830	+ 0,78	1024	AS 1973	3830	3830	3830	+ 0,78
1025	A.S. 1974	3830	3830	3830	+ 0,78	1025	A.S. 1974	3830	3830	3830	+ 0,78	1025	A.S. 1974	3830	3830	3830	+ 0,78	1025	A.S. 1974	3830	3830	3830	+ 0,78
1026	A.S. 1975	3830	3830	3830	+ 0,78	1026	A.S. 1975	3830	3830	3830	+ 0,78	1026	A.S. 1975	3830	3830	3830	+ 0,78	1026	A.S. 1975	3830	3830	3830	+ 0,78
1027	A.S. 1976	3830	3830	3830	+ 0,78	1027	A.S. 1976	3830	3830	3830	+ 0,78	1027	A.S. 1976	3830	3830	3830	+ 0,78	1027	A.S. 1976	3830	3830	3830	+ 0,78
1028	A.S. 1977	3830	3830	3830	+ 0,78	1028	A.S. 1977	3830	3830	3830	+ 0,78	1028	A.S. 1977	3830	3830	3830	+ 0,78	1028	A.S. 1977	3830	3830	3830	+ 0,78
1029	A.S. 1978	3830	3830	3830	+ 0,78	1029	A.S. 1978	3830	3830	3830	+ 0,78	1029	A.S. 1978	3830	3830	3830	+ 0,78	1029	A.S. 1978	3830	3830	3830	+ 0,78
1030	A.S. 1979	3830	3830	3830	+ 0,78	1030	A.S. 1979	3830	3830	3830	+ 0,78	1030	A.S. 1979	3830	3830	3830	+ 0,78	1030	A.S. 1979	3830	3830	3830	+ 0,78

Comptant (sélection) / SICAV (sélection) / 5/4

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Émission	Rechat net	VALEURS	Émission	Rechat net	VALEURS	Émission	Rechat net
Emp. 6,80 % 77	128 35	7 854	Chambéry (M.)	578	578	Lacq	797	800	Tout-Accueil	304	238 10 e	A.A.A.	694 11	667 42	Faci-Espagne	28 11	25 47
Emp. 6,80 % 78	101	7 230	C.I.C. (France, dé)	170	174	Lyonnais Interch. (C)	138	111 0	Tour Eiffel	353 80	388 70	Acton	184 42	189 22	Faciport	317 86	313 16
Emp. 6,80 % 79	303 75	8 274	C.I. Rhône	728	720	Alpine Interch.	128	128	U.S. S.A.D.	600	605	Acton France	394 04	395 70	Faciport	1039 65	1039 65
Emp. 6,80 % 80	104 10	1 198	Cherif (M.)	583	585	Alpine Part.	117 80	120	U.A.P.	294	299	Acton Invest.	312 80	328 62	Faciport	243 24	239 85
Emp. 6,80 % 81	104 10	1 198	Cherif (M.)	583	585	Alpine Part.	117 80	120	U.A.P.	294	299	Acton Invest.	312 80	328 62	Faciport	243 24	239 85
Emp. 6,80 % 82	112 43	3 762	Cherif (M.)	583	585	Alpine Part.	117 80	120	U.A.P.	294	299	Acton Invest.	312 80	328 62	Faciport	243 24	239 85
Emp. 6,80 % 83	114 30	3 246	Cherif (M.)	583	585	Alpine Part.	117 80	120	U.A.P.	294	299	Acton Invest.	312 80	328 62	Faciport	243 24	239 85
Emp. 6,80 % 84	114 30	3 246	Cherif (M.)	583	585	Alpine Part.	117 80	120	U.A.P.	294	299	Acton Invest.	312 80	328 62	Faciport	243 24	239 85
Emp. 6,80 % 85	114 30	3 246	Cherif (M.)	583	585	Alpine Part.	117 80	120	U.A.P.	294	299	Acton Invest.	312 80	328 62	Faciport	243 24	239 85
Emp. 6,80 % 86	114 30	3 246	Cherif (M.)	583	585	Alpine Part.	117 80	120	U.A.P.	294	299	Acton Invest.	312 80	328 62	Faciport	243 24	239 85
Emp. 6,80 % 87	114 30	3 246	Cherif (M.)	583	585	Alpine Part.	117 80	120	U.A.P.	294	299	Acton Invest.	312 80	328 62	Faciport	243 24	239 85

Cote des changes / Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
Est-Union (S 1)	5 834	5 860	5 450	Or fin (au gramme)	82400	81900
ECU	7 042	7 043	328	Or fin (au lingot)	82450	81950
Allemagne (100 DM)	339 250	339 250	15 700	Pièce française (10 F)	65	65
Belgique (100 F)	302 230	302 420	283	Pièce suisse (20 F)	342	342
France (100 F)	100	100	82	Pièce suisse (10 F)	171	171
Grande-Bretagne (100 £)	88 650	88 710	86	Pièce suisse (5 F)	85	85
Italie (100 Lira)	90 450	90 590	80	Souverain	479	473
Grande-Bretagne (E 1)	10 637	10 643	10 300	Pièce de 20 dollars	602	602
Grande-Bretagne (E 1)	4 248	4 240	3 800	Pièce de 10 dollars	301	301
Grande-Bretagne (E 1)	4 577	4 576	4 300	Pièce de 5 dollars	145	145
Grande-Bretagne (E 1)	4 112	4 120	3 980	Pièce de 20 francs	313	313
Grande-Bretagne (E 1)	35 880	35 880	48 750	Pièce de 10 francs	156	156
Grande-Bretagne (E 1)	4 145	4 145	3 800	Or Londres	466	466
Grande-Bretagne (E 1)	4 542	4 549	4 350	Or Zurich	464	464
Grande-Bretagne (E 1)	4 523	4 527	4 350	Or Hongkong	465	465
Grande-Bretagne (E 1)	4 523	4 527	4 350	Argent Londres	462	462

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

سكنا الوالين

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le détournement d'un avion koweïtien. 5 Remaniement ministériel au Sénégal. 6 Nicaragua : la mise en œuvre des accords de cessez-le-feu entre sandinistes et la Contra. 8 Les négociations de Genève sur l'Afghanistan.	12 à 14 La campagne présidentielle. DÉBATS 2 « Procrétaire, angoisse et réalistes », par le professeur Claude Sureau.	15 Après l'assassinat de Dulcie Septémber, une déclaration du ministre sud-africain de l'information. - Football : l'élimination du Maître-Racing. 16 Une journée mondiale sans tabac.	17 Cinéma : Longue vie à la signora, d'Ermanno Olmi. 19 Théâtre : El Publico, de Federico Garcia Lorca à l'Odéon. - Hélène Vincent joue Père, de Strindberg. 20 Expositions. 24 Communication.	27 L'ASSEDIC de Paris taxée d'incompétence et de laxisme. 28 Les inquiétants reculs du commerce extérieur. - La Commission européenne constate une disposition de la loi française de privatisation. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 25 Carnet 24 Météorologie 23 Mots croisés 23 Radio-télévision 23	● Tous les sondages T.E.L.O. ● Jouez avec le Monde J.E.U.X. ● Chaque matin 10 h : le mini-journal J.O.U.R. Accueil, International, Bourse, Abonnements, OPA, Campus. 38115 Taper LEMONDE

La campagne présidentielle

Le dernier quart d'heure

Le mardi 5 avril, 23 h 40, dans les locaux du Conseil constitutionnel. Dans vingt minutes, le délai imparti aux candidats pour présenter un candidat à l'élection présidentielle sera clos.

La fébrilité des semaines précédentes (un millier de présentations en moyenne ont été chaque jour reçues ou déposées, enregistrées et « traitées ») a cessé. Malgré l'heure tardive, il ne s'agit plus que d'attendre l'ultime distribution de courrier prévue pour minuit moins le quart, la cinquante-neuvième journée, au lieu de trois habituellement.

Et justement le facteur de la dernière heure s'annonce. Il est porteur des dix envois. Comme il l'a fait quelques minutes plus tôt pour un ultime télégramme parvenu de Guyane et auparavant près de seize mille fois avec tous les parainages reçus ou déposés, le personnel du Conseil constitutionnel fait donc un sort à ces envois.

Les plis sont ouverts. Un premier contrôle visuel permet de mettre à part une présentation présumée douteuse qui devra faire l'objet de vérifications : le cachet de la mairie d'envoi n'y figure pas.

Les neuf autres sont rapidement classées par nom de candidat. Ce soir, le procédé paraît superflu : les dernières présentations concernant toutes M. Chirac ou Mitterrand. Mais il a, les jours précédents, facilité la tâche ultérieure de saisie informatique par les opératrices.

Les présentations sont ensuite enregistrées et horodatées. L'original ira dormir dans une armoire forte. Une photocopie unique sera prise pour les présentations qui ne posent pas de problème.

Minit c'est fini

Pure hypothèse. Personne ne viendra. Le secrétaire général du Conseil constitutionnel a fait régler sa montre pour la circonstance. Le responsable du service juridique a formé le numéro de téléphone de l'horloge parlante pour plus de certitude. Minuit : c'est fini.

Ou plutôt : cela continue ; le mercredi 6 avril sera le jour des ultimes arbitrages des cas litigieux. Le lendemain sera établie la liste des candidats. Ces derniers devront faire connaître leur consentement au Conseil ; verser la caution symbolique des 10 000 F ; faire parvenir au Conseil constitutionnel, sous pli scellé, une déclaration d'état de leur patrimoine, s'engager, en cas d'élection, à rendre publique une autre déclaration de même genre, avant l'expiration de leur mandat. La France veut bien trois ou quatre petites formalités.

MICHEL KAJMAN.

L'écart s'accroît entre M. Chirac et M. Barre selon un sondage de la SOFRES

Les intentions de vote en faveur de M. Raymond Barre sont en baisse tant au premier tour qu'au second, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié le mercredi 6 avril dans ses journaux de province (1). 15 % des personnes interrogées (au lieu de 17 % dans l'enquête SOFRES-Événement du jeudi publiée le 31 mars) se prononcent, au premier tour de la consultation, en faveur du candidat de l'UDF, qui enregistre la son plus mauvais score depuis le début de la réalisation, par la SOFRES, de sondages d'intentions de vote en novembre 1987. M. Barre est devancé par M. Chirac, qui recueille 24 % des suffrages (au lieu de 23,5 %) et obtient, pour sa part, son plus haut niveau dans les sondages d'intentions de vote. M. François Mitterrand demeure en tête, comme la fois précédente, avec 37 % des voix. M. Jean-Marie Le Pen recueille également, quant à lui, son meilleur score en étant crédité de 11,5 % des intentions de vote (au lieu de 10,5 %).

M^{lle} Lagullier à l'assaut des « larbins de la bourgeoisie »

Orléans de notre envoyé spécial

« Travailleuses, travailleuses, amis et camarades... » Invité d'être lagullier pour savoir que ces quatre mots de passe ont été le signe de ralliement révolutionnaire des compagnons de lutte (ouvrière) d'Arlette. De sa première campagne électorale présidentielle de 1974 aux meetings préparatoires de sa troisième aventure élyséenne en 1988, M^{lle} Lagullier. Comme si la permanence était le gage de l'extradémo-cratie. Les autres changent, pas elle. Il en a donc été de même, le mardi 5 avril, à Orléans. La salle des Carmes avait juste ce qu'il fallait de sièges pour accueillir les quelque trois cents amis de l'organisation trotskiste. Lutte ouvrière.

A peine plus lasse que quatorze ans auparavant, M^{lle} Lagullier sait encore s'enflammer pour ériger la bourgeoisie et « les larbins politiques ou écrivains à son service », c'est-à-dire « les Mitterrand, Chirac et Barre », les premiers ennemis ennemis, et les journalistes pour la seconde tournée. Pendant une petite heure, celle qui représente le « camp des travailleurs » comme le proclament ses affiches passe à la moulinette M. Mitterrand, qui « consacre toutes ses attentions à cette frange de l'électorat de droite qui lui permet tra d'être réélu », raille M. Chirac, qui « essaie désespérément de convaincre que Mitterrand est un homme de gauche » et censure la « classe ouvrière » à ne pas se laisser abusés par M. Le Pen : « un ex-parasite des guerres perdues de l'impérialisme français ».

Si M^{lle} Lagullier rassure son électorat en refusant, par avance, tout « strapontin dans quelque gouvernement ou dans le cabinet », elle ne peut guère que se lamenter avec lui sur ce qu'elle décèle chez les « grandes organisations ouvrières » et « le gouvernement qui portait l'espoir des travailleurs » entre 1981 et 1986 : la trahison et l'usage théâtral. Ah, si le mouvement ouvrier était « politiquement vivant » ! Mais curieusement le mouvement ouvrier pose des questions aussi prosaïques que les observateurs au service du « grand capital » et de « la bourgeoisie » réunis. Ce fut l'objet de la seconde partie de la soirée.

Les techniques de communication ayant un peu évolué, tous les spectateurs peuvent « interpeller » la candidate. Cela va de cet ancien qui désespère d'avoir « loupé 68 alors que nous avions gagné » mais promet de livrer « moult détails sur ce qui s'est passé de 1940 à 1968 » à l'étudiant qui restera sur sa faim, question programme.

M. Lajoinie et M^{lle} Lagullier

Mort du cinéaste Pierre Prévert

Le cinéaste Pierre Prévert est mort mardi 5 avril. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Frère de Jacques, il participait avec lui au Groupe Octobre en 1936, puis réalisa, sur des scénarios de son frère, une série de films à l'esprit burlesque et surréaliste - l'Affaire est dans le sac, Voyage surprise, - dont on découvre aujourd'hui l'importance.

Deux tentatives d'infiltration en Haute-Galilée déjouées. La pression des Palestiniens de l'extérieur

JERUSALEM de notre correspondant

La pression des Palestiniens de l'extérieur ne se relâche pas. Pour la troisième fois depuis le début du « soulèvement » dans les territoires occupés, des commandos venus de Liban ont tenté, le mardi 5 avril, de franchir la frontière nord d'Israël.

Selon les comptes rendus de l'armée, deux Palestiniens avaient été repérés aux premières heures de la journée par une patrouille circulant le long de la clôture frontalière près du kibboutz de Kfar-Yuval (région de Kiriat-Shmoneh). Les deux hommes, qui n'avaient pas encore franchi la frontière, se sont postés derrière des rochers et ont ouvert le feu sur la patrouille. Celle-ci a répliqué, puis encerclé les deux Palestiniens. A l'aube, des renforts ont donné l'assaut, tuant les deux hommes. Quatre soldats israéliens ont été légèrement blessés.

De source militaire, on indique que le commando - composé de jeunes gens d'une vingtaine d'années - avait été trouvé en possession de fusils d'assaut, de lance-grenades et de tracts laissant entendre qu'ils s'approprient « une opération de prise d'otages en Israël ».

Une deuxième tentative d'infiltration avait eu lieu quelques heures auparavant. Elle s'était déroulée plus au nord à l'entrée de la « zone de sécurité » installée par Israël au sud du Liban. Cette zone, en principe contrôlée par une milice libanaise équipée par Israël (l'Armée de Liban du Sud), est aussi sillonnée par les forces de l'Etat hébreu. C'est une de ces patrouilles qui, vers minuit, dans le secteur de Bin-Jeïl, a ouvert le feu sur deux « suspects ». Ils ont réussi à s'enfuir ; la patrouille a relevé des traces de sang sur place.

ETHIOPIE Les organisations humanitaires évacuées d'Erythrée

Les autorités éthiopiennes ont décidé, mercredi, d'évacuer toutes les organisations humanitaires installées dans les provinces du Tigré et de l'Erythrée pour secourir les populations victimes de la famine.

Cette décision survient en pleine « mobilisation générale », décrétée il y a six jours pour répondre aux offensives en cours des généralistes tigréennes et érythréennes. (AFP)

Dans les Hauts-de-Seine Mise en service des cartes d'identité informatisées

Depuis le 1^{er} avril 1988, la nouvelle carte d'identité informatisée - dite infalsifiable - est distribuée dans le département des Hauts-de-Seine, dont M. Charles Pasqua était, jusqu'en 1981, sénateur. M. Jacques Baril, préfet des Hauts-de-Seine, M. Dominique Latournerie, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et M. Richard Castéra, directeur des transmissions et de l'informatique au ministère de l'intérieur, présentent ce nouveau document, mercredi 6 avril, à la presse. Une centaine de cartes ont été distribuées au public depuis le début du mois. A terme, les auto-

Dans le mensuel « Globe » Un « manifeste » en faveur de Françoise Sagan

Le mensuel Globe, dans son édition d'avril qui sera mise en vente le vendredi 8 avril, publie un manifeste de soutien à Françoise Sagan, inculpée, le jeudi 17 mars, d'usage et de transport de stupéfiants (le Monde du 19 mars), manifeste signé par trente-deux personnalités.

Sous le titre : « Inculpées-nous avec Sagan ! », il comporte le texte suivant : « Puisque Françoise Sagan n'est accusée que d'un usage strictement personnel de stupéfiants, la violation du secret de l'instruction, la manipulation et les suites médiatiques qui lui sont données nous paraissent équivoques et scandaleuses. Dans ces conditions : nous sommes contre la drogue, nous sommes contre toutes les drogues. Nous sommes contre ceux qui en font commerce. Mais - coupables - d'avoir eu de pouvoir, un jour, fumer un joint, boire un verre de trop ou toucher à la cocaine, nous nous étonnons de ne pas avoir été inculpés avec elle... »

Cette déclaration a été signée par : Barbara, Jean-Jacques Beineix, Pierre Bergé, Jane Birkin, Sandrine Bonnaire, Claire Bretcher, Jean-Claude Brialy, Michel Ciment, Costa-Gavras, Régis Debray, Régine Deforges, Jacques Dutilleul, Arielle Dombasle, Jean-Louis Dumas, Dominique Fernandez, Bernard Frank, Inès de la Fressange, Jean-Paul Gaultier, Jean-Paul Goude, Juliette Gréco, Jean-François Josselin, Jacques Lantini (de l'Académie française), Elli Medeiros, Olivier Orban, Gérard Oury, Michel Piccoli, Françoise Rosset, Sonia Rykiel, Jean-Paul Scarpitta, Philippe Sollers, Philippe Starck, Danièle Thompson, Nicole Wisniewski.

SVM SCIENCE & VIE MICRO

LES CHAMPIONS DU PRIX CASSÉ

Olivetti PC 1 contre ATARI PC 2. Pour la première fois, on peut acheter un compatible IBM de grand marque pour moins de 4 000 F.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU N° D'AVRIL

- Présentation en avant-première du CD-ROM d'Apple.
- 11 comptabilités pour PME à moins de 3 000 F.
- Le robot qui voit.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Excitant et actuel, vu par le président des Tissus Rodin :

LE GRAND JEU DE LA MODE, PROMOTIONS ET RABAIS !

Toutes les femmes veulent des prix ! (même et surtout les plus élégantes) Alers, Rodin, sort le grand jeu : A vous de repérer les prix les plus intéressants, les rabais, les promotions. Un tableau "fil-parlé" situé dans le magasin vous y aidera. Une multitude de bonnes affaires : linages épataés, imprimés de charmes, fidèles cotons, soies géantes, polyester chics, tailles impeccables, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS

Le numéro du « Mois » daté 6 avril 1988 a été tiré à 465 587 exemplaires

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

A C D E F G H